XIème CONGRES
SYNDICAL
MONDIAL

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

RAPPORTS ET DOCUMENTS

Berlin, RDA, 16-22 septembre 1986

Nejat Firuz Bağışı

XIème CONGRES SYNDICAL MONDIAL
(Berlin, RDA, 16 — 22 septembre 1986)

RAPPORTS ET DOCUMENTS

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

Editeurs
FEDERATION SYNDICALE MONDIALE
Vinohradská 10, 121 47 Prague 2, Tchécoslovaquie

NOTE DES EDITEURS

Cette brochure contient tous les rapports et documents adoptés par le XIème Congrès syndical mondial, à l'exception du Document principal, publié dans une autre brochure intitulée: «UN CADRE POUR LA COOPERATION SYNDICALE INTERNATIONALE».

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV

CONTENU

RAPPORT D'IBRAHIM ZAKARIA, Secrétaire général, FSM 5

CO-RAPPORT SUR LA PAIX ET LE DESARMEMENT par HARRY TISCH, Président, FDGB (RDA) et membre du Bureau de la FSM 16

CO-RAPPORT SUR LES QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES par HENRI KRASUCKI, Secrétaire général, CGT (France) et membre du Bureau de la FSM 21

CO-RAPPORT SUR LES DROITS SYNDICAUX, par INDRAJIT GUPTA, Secrétaire général, AITUC (Inde) et Vice-président de la FSM 29

APPEL AUX TRAVAILLEURS ET AUX SYNDICATS DE TOUS LES PAYS 34

MESSAGE A M.S. GORBATCHEV, Secrétaire général, CC du PCUS; RONALD REAGAN, Président des Etats-Unis d'Amérique; JAVIER PEREZ DE CUELLAR, Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies 36

ACTION SYNDICALE POUR LA PAIX ET LE DESARMEMENT 38

ACTION SYNDICALE SUR LES QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES 42

UNITE D'ACTION POUR LES DROITS SYNDICAUX 47

DECLARATION DE SOUTIEN A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET A SES INSTITUTIONS 51

DECLARATION SUR LES TÂCHES DES SYNDICATS EN DIRECTION DES FEMMES TRAVAILLEUSES 52

MESSAGE AUX TRAVAILLEURS ET AU PEUPLE DE RDA 53

RESOLUTION DE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES ARABES 54

RESOLUTION SUR LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE 56

SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES D'AFRIQUE AUSTRALE 57

MESSAGE DE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE DU CHILI 58

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

MESSAGE DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ET LES TRAVAILLEURS COREENS 59

MESSAGE DE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE DE CHYPRE 60

MESSAGE DE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE DE TURQUIE 61

MESSAGE DE SOLIDARITE AUX TRAVAILLEURS ET AU PEUPLE DE L'INDE 62

MESSAGE DE SOLIDARITE AU PEUPLE KANAK ET AUX TRAVAILLEURS DE NOUVELLE-CALEDONIE 63

MESSAGE DE SOLIDARITE ADRESSE AUX TRAVAILLEURS ET AU PEUPLE DU PARAGUAY 63

DECLARATION SUR LA GUERRE IRANO-IRAKIENNE 64

TELEGRAMMES 65

RAPPORT DE LA COMMISSION DE VERIFICATION DES POUVOIRS 66

LISTE DES PARTICIPANTS 67

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL GENERAL, DU BUREAU ET DU SECRETARIAT DE LA FSM 100

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

RAPPORT D'IBRAHIM ZAKARIA, Secrétaire général de la FSM

C'est la seconde fois que nous nous réunissons en Congrès syndical mondial sur le sol de la République démocratique allemande. La première fois, c'était à Leipzig, en 1957, à l'occasion du IVème Congrès. Que de changements en moins de 30 ans!

La République démocratique allemande est sortie des ruines de la guerre pour être, quarante ans plus tard, un pays socialiste hautement industrialisé, assurant un niveau de vie élevé à tous ses citoyens, le plein emploi et un système perfectionné de sécurité sociale. Elle se situe aux premiers rangs des forces qui œuvrent activement pour la solidarité internationale et l'aide fraternelle aux travailleurs et aux peuples du monde entier; elle poursuit donc les mêmes objectifs que le mouvement syndical mondial. On sait la politique de la RDA, qui favorise le dialogue pour la paix et la coopération internationale. Avec les autres pays socialistes, elle est considérée comme un bastion de la paix et de la sécurité dans le monde actuel.

Les réalisations de la République démocratique allemande sont l'aboutissement du système socialiste choisi par son peuple, de son rude labeur, des relations de coopération fondées sur la pleine égalité et l'avantage mutuel qu'elle a établies avec les autres pays socialistes au sein du Conseil d'assistance économique mutuelle et avec d'autres pays et des conditions de paix qui se maintiennent dans le monde, en dépit des tensions, de l'escalade de la course aux armements et des provocations constantes.

Nous pensons que l'exemple du pays qui nous accueille si généreusement sera source d'inspiration pour notre Congrès, dans ses délibérations et sa recherche d'une issue à la course aux armements, à la crise capitaliste et au sous-développement. Cet exemple nous permet de constater qu'il existe une alternative réalisable, une alternative démocratique à la crise qui provoque tous les maux de notre époque et affecte la majeure partie de l'économie mondiale.

Lorsque nous nous sommes réunis en Xème Congrès syndical mondial à La Havane, il y a quatre ans et demi, nous avons su identifier les défis posés au mouvement syndical dans les années 80. Ces quatre ans et demi ont prouvé la justesse de l'analyse effectuée en commun, le document que nous avons alors adopté à l'unanimité nous a grandement aidé à diriger notre action et, dans une certaine mesure, à exercer une influence sur l'évolution dans le monde.

Au cours de ces quatre ans et demi, le mouvement syndical mondial s'est plus que jamais prononcé en faveur de la paix et du désarmement, liant étroitement cette lutte aux actions unitaires croissantes pour les revendications économiques et sociales. Cette période a témoigné des luttes militantes déclenchées contre les conséquences désastreuses de l'aggravation de la crise capitaliste. Mais sans les luttes difficiles et complexes menées par les syndicats, les conséquences de la crise auraient pu être encore plus graves. Dans la mojorité des cas, nous avons été à même de défendre l'existence de nos syndicats face aux attaques sans précédent du patronat et des gouvernements pro-monopolistes contre notre droit d'exister et de fonctionner. Nos luttes pour l'engagement plus conséquent des syndicats dans toutes les affaires politiques, économiques et sociales des pays à quelque niveau de développement qu'ils soient, ont été remarquables.

Le bilan que nous apportons au XIème Congrès syndical mondial est donc positif. Mais nous avons conscience que ce bilan aurait pu être encore meilleur, si certains obstacles objectifs et subjectifs ne se dressaient encore devant nous.

Mais avant de traiter plus en détails de ces questions, qui seront complétées par trois co-rapports sur la position des syndicats envers la paix, les questions économiques et sociales et les droits syndicaux, présentés respectivement par les camarades Harry Tisch, Henri Krasucki et Indrajit Gupta, je voudrais, au nom de la direction de la FSM, remercier du fond du cœur chacun d'entre vous ici présent d'avoir accepté notre invitation de participer au Congrès, de la façon que vous avez jugée plus pertinente. Nous souhaitons un débat large et ouvert qui nous permette non seulement de parvenir à des conclusions communes et partagées sur ces thèmes mais mieux, qui nous permette de voir comment initier des actions conjointes et conjuguées pour leur trouver une solution.

Vous avez devant vous le Rapport d'activité qui couvre non seulement les activités de la FSM et des UIS mais aussi de nombreuses initiatives unitaires des différentes organisations syndicales. Vous avez également le projet de Document principal préparé par un Comité et adopté par le Bureau de la FSM en avril, pour être ensuite distribué aux différentes organisations syndicales. Les trois commissions du Congrès, sur la paix, les questions économiques et sociales et les droits syndicaux, ont également préparé des projets de documents dont elles discuteront.

Tous ces documents sont conçus pour amorcer la discussion. En aucun cas ils ne cherchent à vous imposer le point de vue de la FSM. Nous souhaiterions que ces projets soient discutés en profondeur, enrichis et amendés de telle sorte qu'ils correspondent finalement à l'opinion des diverses organisations syndicales que vous représentez. Je vous appelle tous à participer activement à la discussion.

La période qui nous sépare du Xème Congrès syndical mondial a été celle de profondes mutations sur la scène mondiale. Ce fut une période complexe, mais également riche en luttes des travailleurs de toutes les branches professionnelles et des peuples, et en expériences syndicales.

Cette période a témoigné d'une aggravation du climat politique international. Toute l'humanité s'est vivement inquiétée de l'intensification de la course aux armements. L'administration américaine a installé une confrontation dangereuse sur le continent où ont commencé deux guerres mondiales, lorsqu'elle a donné le feu vert au déploiement de ses missiles à portée intermédiaire en Europe occidentale. Cela a provoqué la rupture des négociations en cours à Genève, concernant précisément la réduction et l'élimination possible de ces armes de destruction. Mais grâce à la maîtrise dont a fait preuve l'Union soviétique, à ses propositions constructives pour la signature d'un accord sur le désarmement, y compris le moratoire unilatéral sur les essais nucléaires et la proposition d'éliminer toutes les armes nucléaires de la planète d'ici l'an 2000, grâce aussi au mouvement de paix sans précédent qui s'est développé et qui a regroupé toutes les couches de la population, en premier lieu les travailleurs et leurs organisations syndicales, il a été possible de désamorcer une situation explosive. La réunion entre le dirigeant soviétique M. Gorbatchev et le président Reagan a été considérée comme un point de départ et un pas en avant dans la bonne direction.

Dans le cadre de l'Année internationale de la paix, la FSM avait lancé une campagne sous le mot d'ordre **«La paix et l'emploi»**. Elle a puisé des encouragements dans les nombreuses propositions de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes, des Six de Delhi, du récent Sommet des non-alignés de La Havane et d'autres pour renforcer cette campagne. Ces propositions ont largement aidé le mouvement syndical à reconnaître les vrais responsables de la poursuite de la course aux armements, avec toutes ses conséquences pour la vie des travailleurs!

L'Union soviétique s'est non seulement engagée à ne pas lancer la première une attaque nucléaire — un exemple qui, s'il était suivi par d'autres puissances nucléaires rendrait inutile la production et l'accumulation d'armes nucléaires, mais elle a même

proposé de conclure un traité international qui interdise tout nouvel essai nucléaire et le déploiement d'armes nucléaires dans l'espace. Elle a prolongé son moratoire unilatéral sur les essais nucléaires jusqu'à la fin de l'année dans l'espoir que d'autres puissances nucléaires, particulièrement les Etats-Unis, suivront son exemple. Ce sont là des mesures «sine qua non» pour parvenir à un accord définitif sur le désarmement, qui assure une paix durable dans le monde.

Qui pourrait croire, comme le prétendent certains, que la «menace soviétique» est cause de la poursuite et de l'extension de la course aux armements dans l'espace? Une puissance qui cherche à menacer la sécurité du monde ou à pratiquer le chantage nucléaire n'avancerait jamais de telles propositions.

Seuls ceux qui réalisent des profits énormes de la production d'engins de destruction trouvent leur intérêt dans la poursuite et même l'intensification de la course aux armements. Nous devons faire tout notre possible pour arrêter cette course aux profits, qui ignore la menace à la sécurité de l'humanité et les souffrances que la course aux armements représente pour l'économie mondiale, ainsi que toutes ses conséquences sociales.

Nous ne pouvons donc pas relâcher notre lutte pour la paix et le désarmement. Au contraire, elle doit être intensifiée encore et toujours davantage.

Contrairement à cinq ans en arrière, aujourd'hui, pratiquement toutes les organisations syndicales, indépendamment de leur orientation ou affiliation internationale, quelque soit le système social dans lequel elles opèrent, considèrent que la lutte pour la paix et le désarmement est l'affaire des syndicats, même une affaire primordiale. Chaque travailleur doit s'en réjouir.

Aussi important cela soit-il, reconnaître le rôle des syndicats dans la lutte pour la paix n'est pas suffisant en soi. Il est certain qu'un grand nombre d'organisations syndicales, aussi bien nationales que régionales ou internationales, a joint l'action à la déclaration, comme en témoigne la participation accrue aux manifestations du 1er septembre — Journée d'action syndicale pour la paix. Mais ce qui fait encore défaut, c'est la coordination mondiale et l'unité d'action de tout le mouvement syndical international, autour de cette question d'importance cruciale.

Les positions prises vis-à-vis de la paix et du désarmement par la CISL à son Congrès d'Oslo, la CMT à son Congrès de Baden ou la CES à son Congrès de Milan, ainsi que par les congrès d'organisations régionales ou autonomes, sont similaires, sinon identiques, à celle prise par la FSM. Mais à notre grand regret, les trois organisations syndicales internationales ne sont pas à même de s'asseoir autour d'une seule table pour étudier comment rassembler leurs forces, à savoir comment mobiliser les quelques 500 millions de travailleurs organisés dans des syndicats pour faire avancer leurs légitimes revendications, pour l'arrêt de la course aux armements et le désarmement, pour assurer à tous un emploi et la subsistance, pour retirer des épaules des travailleurs le fardeau écrasant de la course aux armements.

Nous tous réunis ici représentons des syndicats d'affiliation différente ou autonomes. Parlons ensemble de ce qui doit être fait pour unir nos efforts en vue d'atteindre tous ces objectifs. Au nom de la FSM, nous déclarons solennellement devant vous que **la FSM est prête, à n'importe quel moment, à n'importe quel endroit, à rencontrer les représentants d'autres organisations, pour réussir cette mobilisation**. C'est ainsi que nous répondrons fidèlement aux désirs, aspirations et intérêts profonds de ceux que nous représentons.

Nous pensons que notre Congrès qui exprime les aspirations de centaines de millions de travailleurs devrait adresser un message à R, Reagan, Président des Etats-Unis, au dirigeant soviétique M. Gorbatchev et à Javier Pérez de Cuellar, Secrétaire général des Nations-Unies, les invitant à n'épargner aucun effort visant à mettre fin à

ARHIVA FONDULUI SINDICAL ȘTAV ȘI TRANSILVANIA

la course aux armements, afin de préserver l'humanité de la destruction et de transférer vers des objectifs pacifiques de ce qui est dépensé actuellement en armements.

Telle est la proposition que nous vous présentons en tant que première initiative du XIème Congrès syndical mondial; elle sera suivie par d'autres propositions qui vous seront soumises par la Commission du Congrès sur les actions des syndicats pour la paix.

Parallèlement aux dépenses inouies d'armement ou plutôt, conséquence directe de celles-ci, la crise du système capitaliste s'aggrave de plus en plus, avec toutes les retombées catastrophiques qu'elle implique pour les travailleurs et les peuples.

Le grand capital a placé sa «Charte de revendications» sur la table des négociations collectives globales. Ou plutôt, il faudrait dire sur la table des «négociations de concession». Car il se présente aujourd'hui avec un ultimatum, auquel s'ajoute le chantage politique et économique, et exige que les travailleurs renoncent à tous les acquis de leurs luttes, acceptent des pertes de salaires, des emplois précaires et la baisse de leur niveau de vie.

Dans sa course effrénée aux profits, le grand capital a prévu une restructuration draconienne et le démantèlement d'industries tout entières, l'élimination à grande échelle de postes de travail, provoquant l'apparition de nouveaux pauvres, victimes de la récession et de la crise aggravées par la politique capitaliste. Non content de cela, il ambitionne la domination sans partage des monopoles sur l'économie et la société.

Ces revendications des monopoles, contenues dans la politique des gouvernements qui les représentent, visent à anéantir totalement le contrôle d'Etat exercé par l'intermédiaire d'organes démocratiquement élus sur l'économie. Largement connue sous le nom de «libéralisme économique», cette politique appelle à la «déréglementation» et la «dénationalisation». Elle favorise la domination des monopoles, afin qu'ils puissent exploiter à leur seul avantage l'économie et les travailleurs et soutirer des profits maxima.

Une vague de «dénationalisations» et de «privatisations» déferle actuellement sur les pays de l'OCDE et certains pays en développement. Le Fonds monétaire international pose cela comme condition avant d'octroyer des prêts aux pays en développement.

Parallèlement à cette offensive économique féroce intervient l'offensive idéologique, prétendant que seul le secteur privé capitaliste peut réussir à gérer l'économie et que le secteur public ne peut remplir ses obligations. En fait, la pratique demeure de remettre entre les mains des monopoles privés tous les secteurs à profit élevé et à laisser au secteur public et d'Etat ceux qui se débattent dans la crise — cette même crise provoquée par le pillage et le vol directs des monopoles du secteur privé.

Le pillage des ressources nationales et de la propriété publique, ainsi que le détournement de fonds budgétaires de l'Etat sont devenus les méthodes du grand capital. Dans pratiquement tous les pays dotés d'une économie capitaliste, de nombreux scandales ont éclaté, révélant par quels moyens les grands monopoles capitalistes exercent une influence abusive sur la direction des partis politiques au pouvoir en utilisant la corruption.

La politique d'Etat est donc devenue une politique antipopulaire, consacrée au profit exclusif des monopoles capitalistes. La décadence et la corruption du système sont aujourd'hui exposées au grand jour.

Les sociétés transnationales prétendent aujourd'hui qu'elles ont vocation de distribuer autour d'elles les avantages des nouvelles technologies et que leur rôle est donc d'importance capitale dans l'économie mondiale. Elles vont même jusqu'à dire qu'elles sont indispensables.

On constate en premier lieu que les problèmes soulevés par les nouvelles technolo-

gies révèlent la contradiction extrême qui existe entre la croissance rapide des forces de production et son caractère social d'une part et la propriété et le contrôle exercés sur ces forces productives considérables par la petite minorité que sont les cartels et les monopoles d'autre part.

Le plus alarmant est qu'une part majoritaire des nouvelles technologies est détournée pour alimenter la machine de guerre et gonfler les profits de fabricants d'armes qui accaparent des sommes folles dans les budgets d'Etat.

Deuxièmement, il faut souligner que pour gérer les nouvelles technologies, technologies du XXIème siècle, le grand capital a élaboré des théories économiques et imposé des relations de travail comme au XIXème siècle, celles qui, comme certains aiment à le dire, avaient rendu le capitalisme totalement «inacceptable».

C'est à ce propos que l'on doit soulever la question fondamentale: est-il véritablement possible d'exploiter les avantages des nouvelles technologies en partageant l'économie mondiale entre quelques sociétés transnationales?

Particulièrement lorsque les STN veulent mettre en place des technologies ultra-modernes avec des relations professionnelles rétrogrades et ramener le monde en arrière en matière de contenu social de la politique économique.

L'impact des activités néocolonialistes des STN dans les pays en développement est d'une telle envergure qu'un grand nombre de pays est aujourd'hui au bord de la faillite. La dette extérieure est devenue un fardeau de plus et a atteint un tel niveau que ces pays ne peuvent se consacrer à des plans de développement lorsqu'ils doivent consacrer une grande partie de leurs maigres ressources au service de la dette. La baisse vertigineuse des prix des principaux articles d'exportation des pays en développement a encore aggravé les termes de l'échange et conduit à une forte réduction du pouvoir d'achat de ces pays. Toutes les tentatives effectuées au niveau des Nations-Unies, visant à adopter un code de conduite contraignant pour les STN et à progresser vers l'instauration d'un Nouvel ordre économique international, sont combattues par l'opposition active de l'administration américaine et de ses alliés.

Ainsi que nous l'avons dit, l'aggravation de la crise économique du capitalisme a donc des conséquences désastreuses pour les travailleurs et les peuples du monde capitaliste, notamment la hausse massive du chômage et du sous-emploi, la forte baisse des salaires réels et le déclin du niveau de vie.

Dans une certaine mesure, cette crise affecte également les pays socialistes.

De par leurs relations économiques avec les pays capitalistes avancés et en développement, les pays socialistes doivent aujourd'hui payer bien davantage pour les biens et matières premières qu'ils importent. Mais il est certain que ces pays socialistes ne souffrent pas des mêmes maladies qui ont atteint des proportions épidémiques dans les pays capitalistes. Pas de chômage, pas d'attaques contre les avantages sociaux des travailleurs, pas de coupes dans les dépenses publiques pour l'éducation et les services de santé, pas de queues pour la soupe populaire, comme on le voit aujourd'hui dans les rues de New-York. Au contraire, le niveau de vie s'améliore constamment.

Cela est rendu possible par la propriété sociale des moyens de production et le caractère démocratique de la planification et de la gestion de l'économie. Dans ce domaine, les syndicats bénéficient de tels droits que sans leur participation, pratiquement rien ne pourrait être réalisé dans la vie économique et sociale du pays. Nous en avons également eu confirmation dans le discours si intéressant prononcé ce matin à notre Congrès par le camarade Honecker.

Sur la base de cet exemple sain et positif, on note que l'intervention syndicale est maintenant de plus en plus largement acceptée comme une nécessité objective. Lorsque les forces productives ont atteint un niveau élevé, lorsque l'intégration est plus importante, lorsque l'impact de la prise de décision économique a des répercussions de

grande envergure supra-nationales on ne peut penser au progrès économique et social avancé sans la participation des travailleurs et du peuple, sans leur intervention démocratique. Les syndicats doivent donc pouvoir faire contrepoids, pour favoriser l'orientation démocratique dans la gestion économique, contre l'orientation autocratique, avide de profits, que préconise le grand capital.

Heureusement, cela est aujourd'hui la principale orientation des différentes composantes du mouvement syndical.

Comme l'indique le projet de Document principal, «Ces luttes qui se développent dans chaque pays à partir de revendications nationales s'épaulent, se conjuguent et convergent en fait au plan international, pour opposer un front solidaire aux attaques et aux mesures rétrogrades quasiment identiques que le patronat et des gouvernemnts s'efforcent de perpétrer et d'imposer dans presque tous les pays capitalistes». On en tire la conclusion que **«de là naissent des possibilités nouvelles de solidarité et de coopération internationales»**.

Il convient d'identifier avec précision ces possibilités dans les différents secteurs, dans les différentes régions et au niveau global, puis de prendre des mesures concrètes pour en faire des programmes précis d'action syndicale. Le caractère hautement représentatif de ce Congrès nous permet de faire une tentative sérieuse dans cette direction.

Pour ce faire, il s'agit d'examiner l'état des relations syndicales internationales et de voir où sont placés les obstacles sur la voie de l'action unitaire.

Il est nécessaire de procéder à une analyse critique et autocritique ainsi qu'à un échange de vues franc et je vous appelle tous, vous les participants de ce Congrès, à développer plus avant cette analyse et cet échange de vues. Seul le dialogue ouvert pourrait contribuer à comprendre les points de vue de chacun et ainsi à créer une véritable «compréhension internationale» entre les syndicats d'affiliation et d'opinions différentes.

Au plan historique, tandis que se développait le mouvement syndical, des conceptions divergentes étaient avancée sur l'ampleur de l'intervention syndicale. Dès le début, une discussion a été soulevée sur la justification, pour les syndicats, d'avoir un intérêt politique et de remplir un rôle politique. A savoir si les syndicats devraient limiter leurs activités à certains thèmes comme la sécurité de l'emploi, les salaires et les conditions de travail.

D'autres vues disaient que les syndicats devraient s'intéresser à la politique et agir positivement pour éliminer ce qu'ils appelaient la nature «inacceptable» du capitalisme. Ils apelaient à l'action politique pour obtenir des réformes afin d'user du pouvoir de l'Etat pour réduire le pouvoir des monopoles, nationaliser les industries de base et assurer un niveau adéquat de protection sociale aux travailleurs.

Il existait des divergences parmi ceux qui se sont prononcés en faveur de l'action politique. Tandis qu'un courant de pensée ne souhaitait pas changer le système social en tant que tel, un autre considérait que les structures capitalistes devaient être totalement abolies et pas seulement réformées.

Dans notre monde, dans les pays dotés de systèmes sociaux différents et à différents niveaux de développement, l'évolution des syndicats a suivi diverses tendances, selon la nature du pouvoir étatique et des droits constitutionnels et légaux dont bénéficiaient les syndicats, ainsi que les possibilités d'intervention syndicale existant dans l'économie et la société.

Nous pensons que nous sommes tous aujourd'hui assez raisonnables pour mettre l'accent non sur la justesse ou l'erreur des différentes conceptions, mais sur l'expérience des travailleurs de tous les pays, de tous les systèmes sociaux et niveaux de développement, qui doit être mise en commun, afin que les travailleurs et les syndicats de tous les pays puissent apprendre les uns des autres.

Cela est d'autant plus vrai alors que les capitalistes et leurs gouvernements lancent des attaques généralisées contre les droits syndicaux, dirigées contre toutes les conceptions syndicales. Ainsi que l'explicitera en détail le camarade Gupta dans son co-rapport sur ce thème, cette attaque va jusqu'à remettre en question l'existence-même des syndicats. Les monopoles prétendent que l'industrie serait plus saine sans les syndicats.

Nous, dans le mouvement syndical, pouvons nous permettre d'avoir des vues divergentes sur certaines questions, sauf sur celle concernant notre existence et notre liberté de remplir notre devoir. L'histoire nous condamnera si nous accordons la plus petite concession sur nos droits.

Lorsque ces droits sont attaqués avec tant d'acharnement, notre devoir est de serrer les rangs, de consolider notre unité et de bâtir un front syndical international puissant pour affronter cette attaque organisée au niveau international.

Malheureusement, nos collègues à la direction de la CISL n'agissent pas dans cet esprit.

Dans une «enquête» récente publiée par la CISL sur les droits syndicaux, ils ont été jusqu'à lancer des déclarations fantaisistes sur la situation syndicale dans les pays socialistes, mettant tout à l'envers.

Dans cette enquête compilée par certains membres de la CISL qui n'ont même pas pris la peine d'étudier la législation du travail et les pratiques ouvrières dans les pays socialistes, ils font des remarques curieuses du genre: *«De par leur nature, les régimes communistes d'Europe de l'Est continuent de priver les travailleurs de leurs droits syndicaux les plus élémentaires».*

La plupart des affiliés de la CISL maintiennent des relations bilatérales avec les affiliés de la FSM dans les pays socialistes et envoient de nombreuses délégations dans ces pays. Beaucoup d'entre elles sont favorablement impressionnées par le fait que tandis que dans les pays capitalistes occidentaux, les milieux dirigeants s'attaquent aux droits syndicaux, avançant que les syndicats font obstruction au développement économique, dans les pays socialistes, la discussion porte sur l'élargissement des droits des syndicats, pour leur donner un plus grand rôle dans l'économie et la société. Dans tous les cas, ce Congrès se réunit dans un pays socialiste, et les participants peuvent donc voir la situation telle qu'elle existe ici. Il nous faut donc dire que des déclarations aussi irresponsables de la part des auteurs de l'enquête de la CISL ne font qu'affaiblir la solidarité internationale et facilitent la tâche des monopoles qui veulent priver les travailleurs de leur arme éprouvée: l'unité et la solidarité. Ils ne veulent qu'anéantir les efforts conséquents déployés de tous côtés pour promouvoir la compréhension et la coopération internationales entre toutes les composantes du mouvement syndical mondial.

Le mouvement syndical est maintenant devenu une importante force sociale sans laquelle il est impossible de parler de développement véritable dans l'intérêt des peuples. Il est appelé à confirmer son rôle actif dans la lutte pour l'indépendance politique et économique, contre la répression, pour la souveraineté nationale, la paix et le progrès social.

Pour accomplir cette tâche aussi efficacement que possible, il doit s'unir au plan national, régional et international.

Pendant les quatre ans et demi qui nous séparent du Xème Congrès syndical mondial, le mouvement syndical s'est développé et il a largement prouvé son engagement dans les luttes des peuples. Il n'existe pratiquement plus de pays ou territoire du monde qui demeure sans organisation syndicale. Bien que la crise capitaliste, responsable du licenciement de millions de travailleurs, ait affecté la force numérique du

TÜRKİYE SOSYALİST İŞÇİ KARŞITI VAKFI

mouvement syndical, ce dernier a conservé sa vitalité, sa nature combattante et mieux, son existence.

Face à l'agressivité accrue de l'impérialisme, le mouvement syndical a prouvé être une force de progrès démocratique et social sur laquelle on peut compter.

Le mouvement syndical était au cœur des luttes populaires pour renverser les dictatures militaires et autres régimes répressifs soutenus par l'impérialisme américain en Argentine, en Uruguay, au Brésil, en Bolivie, au Soudan, aux Philippines, en Haïti et ailleurs. Il est maintenant au cœur de la lutte des travailleurs et du peuple chilien pour mettre un terme à la dictature de Pinochet, mise en place et soutenue par l'administration des USA et les sociétés transnationales de ce même pays. Il en va de même dans la lutte contre le régime d'oppression du Paraguay. Qui peut nier qu'en dépit de toutes les difficultés, le mouvement syndical est aujourd'hui aux premiers rangs du peuple sud-africain, luttant pour en finir avec l'apartheid et l'occupation illégale de la Namibie? Le rôle rempli par les travailleurs libanais et leurs organisations syndicales pendant l'occupation de leur pays et le siège barbare de Beyrouth par les Israéliens n'est-il pas admirable? La même admiration est due aux syndicats du Nicaragua, qui, avec toutes les forces patriotiques du pays, défendent l'indépendance et la souveraineté nationales face à l'agression impérialiste des Etats-Unis. En dépit de la répression féroce, les syndicats du Salvador luttent avec héroïsme pour les libertés démocratiques et les droits de l'Homme.

La FSM a toujours été aux côtés des travailleurs et syndicats en lutte pour la libération nationale, la liberté et le développement et aujourd'hui encore, nous déclarons notre soutien total à cette lutte menée par nos camarades, hommes et femmes, de par le monde.

Quelles que soient leur conception, idéologie ou affiliation internationale, les syndicats sont partout dans le monde engagés dans la lutte. Que cette lutte vise à consolider et à développer encore le socialisme, là où les travailleurs sont au pouvoir, ou à défendre leur droit au travail et à revendiquer des réformes structurelles profondes dans l'économie des pays capitalistes ou bien encore un développement démocratique et social réel, les syndicats traversent une période inédite dans toute leur histoire, une période de mutations et d'expériences qui indique clairement une nouvelle intensification de la lutte des classes.

Nous rendons hommage aux fils et filles courageux de la classe ouvrière qui ont donné leur vie, pour la cause, à ceux qui ont passé des années en prison et dans les camps de concentration, à ceux qui ont perdu leur emploi à cause de leur activité syndicale. Ces sacrifices s'ajoutent à ceux des pionniers victimes de la répression du capital il y a cent ans à Haymarket, Chicago, et qui donnèrent naissance à la journée internationale de solidarité ouvrière, le Premier Mai.

Dans ses discussions, le Congrès ne peut ignorer les souffrances de millions d'êtres humains qui sont soumis à une agression impérialiste des plus brutales et odieuses.

Des millions de palestiniens vivent sans foyer depuis 38 ans déjà. Ils sont éparpillés de par le monde, privés de leur identité en tant que peuple. Avec l'aval des Etats-Unis, Israël est non seulement responsable de cette situation tragique du peuple palestinien, mais perpétue encore cette agression contre d'autres peuples arabes. Encouragé par la capitulation de certains dirigeants arabes, comme Sadat qui a signé les accords de Camp David, Israël refuse toute solution à la crise du Moyen-Orient basée sur le retrait total de tous les territoires arabes occupés et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit au retour dans sa patrie et l'établissement de son Etat sous la direction de l'OLP, son unique représentant légitime.

Les menaces et provocations constantes contre la Syrie, à cause de sa position ferme en faveur d'un règlement juste au Moyen-Orient, l'agression américaine barbare con-

tre la Libye et la présence continuelle de navires de guerre américains dans la Méditerranée près des côtes arabes, s'inscrivent dans la doctrine de Reagan, qui vise à empêcher, même par la force des armes, toute tentative des travailleurs et des peuples arabes de réaliser leur libération sociale.

La guerre Irak-Iran dure déjà depuis près de 7 ans; elle a coûté aux deux pays des pertes humaines et des dégats matériels considérables. L'Iran s'entête encore à refuser toute médiation pour mettre un terme à la guerre et résoudre le problème par la négociation. Seuls les ennemis du progrès dans cette région tirent profit de cette guerre insensée.

Lorsqu'il y a 7 ans, la révolution sandiniste a triomphé et que le boucher du peuple nicaraguayen, l'ami des Etats-Unis, Somoza, a été renversé, une véritable vie démocratique a commencé dans le pays. Dès les premiers jours, une mobilisation générale a été lancée pour rebâtir le pays par la réforme agraire et reconstruire l'industrie et l'agriculture. Pour la première fois depuis des générations, les couches démunies sont descendues dans les rues pour respirer l'air de la démocratie et chercher une vie convenable dans la stabilité et la paix.

Mais la volonté du peuple nicaraguayen n'était pas du goût de l'administration américaine. C'est pourquoi elle a pris la décision de déstabiliser le régime sandiniste, de le renverser et le remplacer par les éléments de la vieille garde de Somoza, que le président Reagan aime appeler les combattants de la liberté. Les 100 millions de dollars qu'il vient de fournir à ces bandits et son refus de se plier à la décision de la Cour internationale de justice prouvent encore une fois que les Etats-Unis sont incapables de reconnaître que les temps ont changé et que l'Amérique latine n'est plus leur arrière-cour.

Aussi bien en Amérique centrale, dans le reste de l'Amérique latine que dans les Caraïbes, les peuples rejettent fermement cette conception dépassée et luttent pour bâtir leur vie comme ils l'entendent, sans la domination des Etats-Unis et de leurs sociétés transnationales. Reagan peut envoyer ses forces armées, comme il l'a fait à la Grenade, mais l'histoire ne fera jamais machine arrière.

Parallèlement, l'empreinte de l'administration américaine se retrouve dans les souffrances de la population noire d'Afrique du sud.

Pratiquement tout le monde a condamné l'apartheid comme un grave crime de lèse-humanité. Cependant, lorsque la communauté internationale veut prendre des actions contre ce crime, le véto des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne y fait obstruction.

Des centaines de personnes sont aujourd'hui assassinées en Afrique du sud par les racistes et des milliers de combattants anti-apartheid sont en prison. Les racistes sud-africains poursuivent leur occupation illégale de la Namibie. Le régime raciste de Pretoria a encore renforcé son agression contre les Etats de la ligne de front et lance constamment des opérations militaires, particulièrement contre l'Angola. De même que les racistes sud-africains, les bandes de Savimbi sont armées et financées par l'administration Reagan. Aux Nations-Unies, la majorité écrasante des Etats membres a décidé de prendre des mesures strictes pour mettre un terme à l'apartheid et libérer la Namibie. Ils ont donc appelé à prendre des mesures contraignantes contre le régime de Pretoria. Cet appel a été accueilli avec grande satisfaction par le peuple d'Afrique du sud. Mais M. Reagan, Mme Thatcher et leurs alliés de Bonn, Paris et Tokyo, protégeant les intérêts de leurs sociétés transnationales opérant en Afrique du sud, s'opposent aux sanctions car ils prétendent, hypocritement, qu'elles affecteraient la population noire de ce pays. C'est oublier que la population noire souffre dramatiquement du système inhumain de l'apartheid!

Nous saluons la présence à ce Congrès des authentiques représentants du mouvement syndical sud-africain et nous voulons les assurer que nous ferons de notre mieux

pour nous solidariser aussi concrètement et efficacement que possible à leurs luttes. Nous continuerons à tenter de convaincre nos collègues de la CISL, de la CMT et des organisations régionales de mettre en pratique le programme d'action décidé en commun il y a 3 ans à Genève, pendant la Conférence syndicale internationale, qui appelait entre autres à lancer des actions syndicales pour boycotter les navires et avions sud-africains.

La situation dans la péninsule coréenne est également alarmante. Les Etats-Unis ont fait une base de la Corée du sud, dotée des armes les plus modernes, y compris des armes nucléaires. Toutes les tentatives de la République populaire démocratique de Corée, visant à la réunification pacifique du pays sont centrées. La paix dans la région et dans le monde est ainsi mise en danger.

Nous pensons que notre Congrès devrait à nouveau lancer un appel pour le retrait des troupes américaines de Corée du sud et la réunification pacifique du pays.

Si le mouvement syndical veut aborder avec sérieux et efficacité les tâches multiples et difficiles qui l'attendent, il doit s'adapter à notre époque, se débarrasser de méthodes de travail dépassées et avant tout, rechercher les points qui peuvent unir ses rangs. Ceci est également valable pour la FSM.

Cent ans après la naissance du Premier Mai, un centenaire riche en expériences, un centenaire de luttes, de réalisations mais aussi, parfois, d'échecs, nous devrions être à même de pouvoir préciser ce qui est nécessaire et de nous préparer comme il se doit à l'avenir.

Il ne peut y avoir de meilleur endroit pour ce faire que notre rassemblement, qui réunit les représentants de l'écrasante majorité des travailleurs organisés dans des syndicats. Nous regrettons seulement que certains dirigeants syndicaux ne soient pas venus. Leur présence parmi nous et leurs idées auraient indubitablement enrichi notre discussion et nos conclusions, nous permettant ainsi de refléter plus exactement la réalité actuelle du mouvement syndical international. Mais cela ne doit pas nous décourager. Cela ne doit pas non plus empêcher que nous tous ici présents, mandatés par nos millions de membres, fassions tous les efforts afin d'aboutir à une plate-forme d'action syndicale qui corresponde à la volonté et aux aspirations de tous ceux que nous représentons.

Mais nous ne pouvons, ni ne devrions, sous-estimer les efforts de ces forces qui s'en tiennent aux positions adoptées pendant la sombre période de la «guerre froide» et de la «confrontation». Par exemple, dans une circulaire envoyée à ses affiliés en mai courant, M. Lane Kirkland, président de l'AFL-CIO, reprend une position datant de 1955 — il y a 31 ans — pour s'opposer aux contacts avec la FSM et les syndicats des pays socialistes. En fait, le plus curieux est que cette circulaire a été envoyée après le sommet américano-soviétique de Genève. L'AFL-CIO poursuit sa politique stérile: il conseille le Département d'Etat sur l'octroi ou le refus de visas à des syndicalistes des pays socialistes. Le Département d'Etat invoque souvent la position de l'AFL-CIO pour refuser arbitrairement des visas. Depuis l'élection du président Reagan, le Département d'Etat a refusé 17 fois d'octroyer un visa à des syndicalistes soviétiques. Parallèlement, en une année (1985), les syndicats soviétiques ont reçu 17 délégations syndicales des Etats-Unis, soit un total de 300 personnes. Ces délégations étaient composées de syndicats américains représentant 4 millions de membres. De plus, les syndicats soviétiques ont reçu 18 groupes touristiques de travailleurs américains. On s'interroge donc sur le but du président du l'AFL-CIO, lorsqu'il réaffirme ses positions de guerre froide et veut que les membres de son organisation restent à l'écart d'un tiers des travailleurs du monde et de leur puissant mouvement syndical.

Sur la table des négociations internationales sont posées des questions qui affectent l'avenir du monde et de l'humanité. Une question cruciale porte sur le gaspillage col-

ARCHIVES FSM - SECRETARIAT STEPHANAKIS

lossal et l'abus de ressources et comment l'empêcher — des ressources gaspillées dans la course aux armements, la spéculation et la course aux profits, et des ressources extorquées aux travailleurs. Il s'agit de milliards de dollars. Le mouvement syndical mondial doit donc mobiliser les travailleurs du monde pour reprendre ces milliards de dollars, redonner ces ressources à ceux qui en sont privés et en assurer l'utilisation rationnelle, pour créer des emplois, bâtir une vie meilleure pour tous.

C'est pourquoi nous devons surmonter tous les obstacles placés sur la voie de l'unité du mouvement syndical mondial. C'est pourquoi nous devrions présenter avec plus de force nos propositions en faveur de la coopération syndicale internationale.

En fait, tout indique que depuis le Xème Congrès syndical mondial nous avons fait de notre mieux pour créer un meilleur climat d'actions syndicales conjointes. Nous n'avons jamais cessé de lancer nos appels à l'unité et à l'action unitaire. Nous nous sommes particulièrement efforcés d'améliorer les méthodes de travail de la FSM et des UIS et d'être plus proches des luttes quotidiennes des travailleurs et de leurs syndicats. Nos actions de solidarité ont revêtu un caractère plus concret et diversifié. Bien que nous soyons fiers de ce que nous avons accompli, nous ne sommes pas encore pleinement satisfaits et nous pensons qu'il reste encore beaucoup à faire. Nous devons rechercher de nouvelles formes et méthodes d'actions solidaires pour contrer les nouvelles stratégies et attaques des grands monopoles et des gouvernements sous leur coupe contre les syndicats. Le projet de Document principal du Congrès propose certaines mesures à prendre dans cette direction et, comme il l'est dit dans ce document, la FSM, les UIS et les centrales nationales affiliées œuvreront pour mettre en pratique ces mesures et ainsi, créer des conditions objectives plus favorables pour progresser sur la voie de l'unité et de l'action unitaire.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARŞİVİ VAKFI

CO-RAPPORT SUR LA PAIX ET LE DESARMEMENT par HARRY TISCH, Président, FDGB (RDA) et membre du Bureau de la FSM

La paix, le travail, le développement, le progrès social et la solidarité, tels sont les piliers de l'activité syndicale à notre époque.

Je pense que nous ressentons tous nettement la dimension de la responsabilité, que nous devons assumer aujourd'hui, alors que nous délibérons de ces préoccupations essentielles du monde du travail devant le forum du présent Congrès syndical mondial.

Ce qui caractérise le monde d'aujourd'hui c'est la grande diversité des conditions d'existence humaines, des intérêts qui en découlent et des conditions de la lutte syndicale.

La vie sociale sur notre planète est pleine de contradictions: c'est le bien-être d'une part et le sous-développement et le chômage de l'autre. Pour des millions de personnes, la faim fait partie de la vie quotidienne. Les statistiques qui parlent un langage sans émotion nous disent qu'à l'heure actuelle, 40.000 nouveau-nés et enfants meurent tous les jours de sous-alimentation.

La diversité des conditions de vie est aussi reflétée par les délégués de notre Congrès et — c'est compréhensible — par l'appréciation qu'ils portent sur les exigences impérieuses de notre époque.

Le bon droit est du côté de nos camarades d'Afrique du sud, lorsqu'ils élèvent leur voix pour exiger avec force la liberté et la suppression totale de la politique barbare d'apartheid.

Le bon droit est du côté de nos camarades du Nicaragua, lorsqu'ils ripostent aux actes de violence terroristes perpétrés par les contras, encouragés sur le plan financier et matériel par l'impérialisme US, lorsqu'ils défendent le développement indépendant de leur pays, acquis d'âpre lutte et au prix de nombreux sacrifices.

On pourrait ainsi citer encore beaucoup d'autres exemples dans les différentes régions de notre monde.

Mais quelle que soit la priorité vitale de tel ou tel peuple, il est indéniable que ces priorités ne pourront être réalisées que si l'on réussit à maintenir la paix dans le monde. Chaque problème n'aura une chance de trouver sa juste solution que si notre terre n'est pas transformée en une planète morte, c'est-à-dire que si le danger d'une conflagration nucléaire est écarté à jamais.

Le Xème Congrès syndical mondial, qui nous avait réuni sur le continent américain, à La Havane, a donné une juste orientation aux luttes syndicales d'aujourd'hui. Mais à l'heure actuelle, en 1986, nous devons cependant constater que le danger d'une catastrophe de guerre nucléaire risquant d'embraser le monde entier et nous tous n'est toujours pas conjuré et persiste.

La situation dans le monde est incompatible avec celle à laquelle aspirent les adhérents de nos organisations syndicales. Nous sommes dans une situation où la course aux armements, qui poursuit son escalade, peut devenir incontrôlable, et où les mécanismes politiques destinés à juguler, désamorcer et régler les conflits par la voie pacifique peuvent être paralysés et purement éliminés

Le projet de Document principal de notre Congrès explique quelles sont les raisons de la forte aggravation de la course aux armements et qui en sont les promoteurs.

ÚRVÁLTÓSÜSZTÁV TÖRTÉNETI ARCHÍVUM

En effet, les forces les plus réactionnaires de l'impérialisme n'ont pas accepté les changements intervenus au cours des dernières décennies dans l'arène mondiale. Ils veulent non seulement arrêter la tendance générale du développement historique vers l'indépendance et le progrès social, mais la renverser. Ces forces s'accrochent opiniâtrement à l'idée dépassée que la guerre est un moyen comme un autre pour atteindre des objectifs politiques.

Mais l'attachement à ce dogme se reflétant dans le projet démentiel de militariser l'espace à l'aide du fameux programme de «guerre des étoiles», provoque le danger d'extermination de l'humanité.

Nous avons vu dans l'histoire et nous constatons aujourd'hui aussi que ceux qui sont à l'initiative et qui profitent de la course aux armements justifient leurs manœuvres dangereuses au nom du concept de sécurité nationale.

Nous ne sommes pas contre le désir normal d'un pays de vivre en sécurité, bien au contraire. Mais ceci doit être valable pour tous, aussi bien pour les petits et moyens pays que pour les grandes puissances, qu'il soient situés au Nord ou au Sud, à l'Ouest ou à l'Est. Il est également évident qu'en notre siècle cosmique et nucléaire, où les moyens existant déjà peuvent exterminer plusieurs fois toute l'humanité, une autre approche de ces questions, une autre façon de penser sont nécessaires. La sécurité ne peut plus être assurée aujourd'hui par la course aux armements et la confrontation entre les uns et les autres, mais seulement par des relations de bon voisinage, par la coexistence pacifique d'Etats à régimes sociaux différents.

La nécessité impérieuse du bon voisinage, de la coexistence pacifique et de la coopération au siècle cosmique et nucléaire est démontrée aussi par les enseignements qui s'imposent dramatiquement à tous les peuples après la catastrophe de la navette spatiale américaine et l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl.

Ces événements tragiques confirment enfin le sérieux de tous les avertissements disant que l'existence d'armes sophistiquées sur la terre et dans l'espace augmente aussi considérablement les dangers d'un déclenchement accidentel, non voulu, d'une guerre entraînant des conséquences incalculables.

Pour cette raison, la voie qui mène à une paix durable dans le monde passe par l'arrêt immédiat de la course aux armements et par des négociations conséquentes sur les mesures à prendre pour s'engager sur la voie d'un désarmement équilibré et strictement contrôlé, selon le principe de la sécurité égale pour tous.

Nous avons tous accueilli avec satisfaction et soulagement la rencontre des dirigeants politiques de l'Union soviétique et des USA qui s'est déroulée en 1985 à Genève et lors de laquelle les 2 parties ont exprimé l'opinion commune qu'une guerre nucléaire ne doit pas être déclenchée et qu'il ne peut pas y avoir de vainqueur.

Les négociations menées par la suite et qui devraient garantir qu'une telle guerre n'éclate jamais n'ont pas abouti, jusqu'ici, à des résultats.

Telle est la situation, bien que l'Union soviétique et les Etats du Traité de Varsovie aient avancé toute une série d'initiatives, de propositions et de mesures qui, avec une bonne volonté, auraient déjà pu conduire à des progrès réels dans le domaine de la limitation de l'armement, du désarmement et de la consolidation de la sécurité internationale.)

Nous pensons que le plus important pour arriver à un tournant, un changement radical, c'est l'arrêt de la course aux armements nucléaires en commençant en premier lieu par l'arrêt de tous les essais nucléaires.

Nous sommes heureux, et c'est pour nous un espoir et un encouragement que l'Union soviétique, réaffirmant sa bonne volonté, a prorogé une fois de plus son moratoire unilatéral d'août 1985 jusqu'au 1er janvier 1987, en vue d'atteindre un accord sur l'interdiction totale des essais nucléaires. Cette décision mérite d'autant plus notre res-

pect que les USA ont poursuivi jusqu'ici leurs essais nucléaires pendant toute la durée du moratoire.

Il existe donc en ce moment encore une chance considérable pour avancer sur la voie de l'arrêt de l'armement nucléaire, si le gouvernement des USA se joint enfin au moratoire soviétique.

Il ne faut pas prendre à la légère cette nouvelle chance et la laisser passer.

Un pas vraiment décisif pour l'humanité serait fait si Mikhaïl Gorbatchev et Ronald Reagan signaient, lors d'une rencontre au sommet, un accord soviéto-américain mettant fin aux tests nucléaires. Ceci pourrait frayer la voie au désarmement nucléaire et par la suite à la liquidation de toutes les armes atomiques avant l'an 2000, ainsi qu'à la réduction des armements conventionnels.

Je suis convaincu que c'est la préoccupation commune de tous les syndicats de notre monde, et il convient de le réaffirmer à haute voix de cette tribune et dans chaque pays.

Il est temps de mobiliser aussi la conscience du monde par nos activités syndicales, en commun avec toutes les forces réalistes et de bonne volonté, pour que la raison prenne le dessus dans les affaires internationales, et que le danger d'un holocauste nucléaire soit banni.

L'engagement croissant des syndicats dans la lutte pour la paix et le désarmement, pour l'assainissement de la situation internationale est à inscrire à l'actif du bilan de l'année de la paix proclamée par l'ONU.

Les activités syndicales reflètent la conscience toujours plus grande des travailleurs que l'aggravation des conditions de vie et de travail (tout particulièrement le chômage, le démantèlement d'acquis sociaux et démocratiques obtenus de haute lutte, les difficultés économiques dans les pays en voie de développement et d'autres problèmes d'envergure globale) sont considérablement aggravés par la course aux armements.

Ceci trouve également son expression dans les déclarations, déclarations d'intention et résolutions issues des congrès syndicaux dans toutes les parties du monde.

Le projet de Document principal du XIème Congrès fait la constatation importante que l'évolution des conditions de la lutte des classes offre de nouvelles possibilités pour la solidarité et la coopération internationales.

Et je suis convaincu que les conditions actuelles de la lutte des classes exigent impérieusement une coopération, une action commune et parallèle de toutes les composantes du mouvement syndical international, indépendamment de leur orientation et de leur affiliation internationale. Mais il faut constater que malgré des actions prometteuses, la coopération et les actions du mouvement syndical international ne sont pas encore à la hauteur des exigences de la situation politique.

Les forces de la paix et du progrès dans le monde attendent des impulsions encore plus fortes des syndicats, surtout en ce qui concerne leurs activités communes pour la limitation des armements et pour le désarmement.

Les quelques 400 millions de syndiqués du monde représentent une grande force qui peut contribuer de manière décisive au retour à une politique de dialogue et à l'établissement d'une coalition universelle de la raison.

En effet, les convergences existant actuellement sur beaucoup de problèmes sont plus grandes que jamais. Lors de rencontres bilatérales de centrales syndicales nationales, on arrive à des conclusions communes quant à l'arrêt immédiat des essais nucléaires, au rejet de la militarisation de l'espace sur des mesures à prendre pour amorcer le désarmement.

Voilà pourquoi nous sommes convaincus qu'il n'est pas seulement possible, mais nécessaire que nous surmontions les obstacles toujours existants et fassions triompher

TÜRK SOSYAL TARİHİ ARAŞTIRMA VAKFI

la coopération syndicale internationale la plus large dans les actions en faveur de la sauvegarde de la paix mondiale.

Cherchant des réponses et solutions aux problèmes cruciaux de notre temps, notre Fédération syndicale mondiale prend pleinement en considération que la lutte actuelle pour la réalisation des revendications sociales et économiques des travailleurs et la lutte pour la paix s'interpénètrent le plus étroitement.

En tant que syndicalistes nous considérons l'engagement pour le progrès social comme notre vocation essentielle. Mais, indépendamment de la région du monde dans laquelle nous agissons, cette vocation n'aura de sens que si nous réussissons à empêcher l'anéantissement de l'humanité dans une conflagration nucléaire.

Le projet de Document principal, ainsi que les projets de déclarations sur divers problèmes spécifiques contiennent des propositions, des initiatives et des actions que nous devrions approuver. Entre autres, la Fédération syndicale mondiale propose de convoquer une conférence spéciale de l'ONU sur «le lien existant entre le désarmement et le développement». Et pour mettre en relief la position syndicale sur ce problème, il serait très utile et pertinent de convoquer avant la tenue de cette conférence de l'ONU une conférence syndicale internationale. La FSM continuera aussi de soutenir de son mieux les activités du Comité international syndical pour la paix et le désarmement, dit «Comité de Dublin». Nous pensons qu'il est extrêmement important que des composantes toujours plus larges de syndicats d'orientations différentes participent au travail du Comité pour la solution des problèmes décisifs de notre temps.

La FSM appelle les syndicats du monde entier à continuer d'organiser de puissantes actions et initiatives variées, le 1[er] septembre, Journée d'action internationale des syndicats pour la paix.

Les événements en Europe sont d'une importance toute particulière pour la sauvegarde de la paix mondiale, car c'est là que les alliances militaires les plus grandes du monde sont directement confrontées et c'est là que des arsenaux les plus dangereux sont concentrés. En tant que président d'une centrale syndicale nationale d'Europe, je me permets d'avancer quelques suggestions en matière de coopération syndicale dans cette région importante.

Les programmes d'action de nombre de syndicats européens de l'Est et de l'Ouest contiennent des priorités similaires. Cela vaut pour les questions de la lutte pour la paix et le désarmement, pour les problèmes des nouvelles technologies, de la formation, de la sécurité du travail et de la protection de l'environnement.

Pourquoi ne serait-il pas possible de renforcer la coopération dans ces domaines hautement importants selon un programme de travail à convenir en commun? Pourquoi nous ne faisons pas les efforts nécessaires pour convoquer une conférence des syndicats européens sur les questions de la paix et du désarmement.

Je ne veux pas vous cacher mon espérance que par des actions concrètes nous arriverons à ranimer le système des Conférences syndicales européennes qui exprimaient d'une manière excellente les intérêts des travailleurs en Europe.

A l'ordre du jour de la Conférence régionale européenne de l'OIT qui se tiendra en 1987 sont inscrites des questions aussi importantes que le progrès technique et ses répercussions sur la situation économique, la formation de cadres et l'assistance sociale. Nous proposons d'élaborer des positions syndicales sur ces problèmes, ainsi que de s'accorder sur elles avec des responsables des organisations affiliées à la Confédération européenne des syndicats pour pouvoir prendre une position commune lors de la Conférence régionale.

La coopération entre les syndicats de branche de l'Est et de l'Ouest contient de

grandes potentialités et des possibilités inutilisées. Des initiatives comme par exemple le Séminaire international «Construction de logements — désarmement — emploi» tenu à Vienne démontrent qu'il serait de grande utilité d'élargir la coopération également dans ce domaine.

Il serait également très utile que les syndicats d'Europe qui soutiennent la création de zones exemptes d'armes atomiques ou chimiques dans cette région s'entendent pour convoquer des rencontres multilatérales, qui feraient suite à des rencontres bilatérales coordonnant leurs points de vue.

En soumettant ces suggestions, avec l'assentiment des dirigeants de la FSM, je tiens à déclarer au nom de notre Confédération des syndicats libres allemands qu'elle fera tout son possible pour mettre en pratique les décisions du XIème Congrès syndical mondial que nous aurons à adopter ici en commun.

Les syndicalistes de la RDA œuvreront et lutteront pour que plus jamais une guerre ne parte du sol allemand!

Notre époque a besoin d'une forte Fédération syndicale mondiale. Faisons tout au sein de cette grande Fédération syndicale mondiale pour que notre terre reste à l'avenir un abri sûr de la civilisation humaine.

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

CO-RAPPORT SUR LES QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES par HENRI KRASUCKI, Secrétaire général de la CGT (France)

Ce qui fascine l'esprit en cette fin de notre siècle c'est le degré inouï auquel sont parvenues les connaissances de l'homme dans tous les domaines et son savoir-faire, donc les techniques.

Et c'est en même temps la comparaison entre ces capacités et la réalité de la vie des gens et des peuples.

Une immense interrogation habite bien des consciences. Est-ce que le progrès des connaissances et des techniques servira:

— pour ou contre le monde du travail, son niveau de vie, son mieux-être, ses droits?

— pour ou contre le sort des nouvelles générations?

— pour ou contre les peuples qui souffrent du sous-développement et, pour beaucoup, de la faim?

— pour ou contre la culture, son essor, sa diffusion?

— pour ou contre la nature, ses richesses, ses beautés et ses équilibres?

— pour ou contre la vie sur notre planète et la qualité de cette vie?

— pour ou contre un degré supérieur de la civilisation humaine?

La réponse n'est pas garantie, elle dépend de l'action des peuples et d'abord de la classe ouvrière, du monde du travail.

C'est même l'enjeu de toute la lutte sociale à notre époque. C'est sur le terrain que se situe en fin de compte l'action syndicale dans chaque pays et au plan international.

Le 20ème siècle est bien celui des bouleversements les plus extraordinaires et les plus rapides qu'ait connu l'humanité.

A travers les tourmentes de deux guerres mondiales, de révolutions sociales dépassant les plus grandes du passé, de guerres de libération nationale, de luttes de classe acharnées dans les divers pays et à l'échelle mondiale, le capitalisme qui régnait autrefois sans partage a perdu son hégémonie. Il a connu lui-même bien des modifications et se trouve confronté à une crise et des contradictions qui le placent en situation difficile et le mettent en cause sur le fond, bien qu'il conserve des forces et une capacité de nuire qui restent importants.

Des sociétés socialistes sont apparues, non sans difficultés et sans problèmes mais elles représentent une partie considérable de la planète et de la population mondiale. Elles ont un acquis décisif et s'engagent sur des voies nouvelles de développement.

Qu'on en soit heureux ou non elles existent, vivent, évoluent et leur poids grandit dans le monde.

Les empires coloniaux ont été détruits. Sur leurs décombres les peuples ayant conquis leur indépendance politique combattent dans des conditions diverses pour leur indépendance économique, leur développement, contre l'exploitation impérialiste.

Leurs situations sont souvent dramatiques mais ils constituent un facteur essentiel dans la vie internationale.

Dans ce monde lourd de menaces et riche d'expériences, difficile et complexe, la lutte de classe connaît une intensité sans pareille tandis que des courants puissants et

ARŞİV SOSYALİST BİRLİK PARTİSİNİN VARİS

généreux agitent des masses importantes pour la paix, contre la faim dans le monde, pour la liberté et les droits de l'homme, pour préserver la nature.

C'est sur ce fond contrasté et mobile que se situent les problèmes économiques et sociaux de notre temps et, par conséquent, les conditions et les responsabilités considérables de l'action syndicale dans chaque pays et au plan international.

On ne peut l'envisager de façon responsable et positive qu'en rejetant le simplisme,la confusion et l'hypocrisie.

Parti des réalités, de la diversité des situations, des différences de systèmes sociaux-économiques pour discerner ce qui est essentiel dans le monde d'aujourd'hui. Chercher sur cette base ce qui est commun de nos jours au mouvement syndical international en dépit des différences idéologiques et même de conceptions syndicales qu'il serait vain d'ignorer. Réfléchir à la FSM qui correspond à cette situation-là.

C'est ce que je me propose de faire à très grands traits pour favoriser la discussion.

Les pays capitalistes et principalement ceux qui constituent les bases du capitalisme mondial affrontent les mutations technologiques dans les conditions d'une crise sans précédent. Une crise qui a ses aspects spécifiques pour chacun mais qui est internationale et affecte tout le système avec des retombées sur le monde entier et les relations économiques internationales.

Dans ces pays, les centrales syndicales, quelles que soient leurs affiliations ainsi que les diverses organisations internationales régionales ou mondiales font le même constat.

C'est aussi celui que l'on trouve dans le rapport que vient de présenter le camarade Ibrahim Zakaria et dans le projet de document du Congrès.

Partout le patronat se livre à une attaque dangereuse pour faire chuter gravement le niveau de vie des travailleurs de toutes catégories.

Le chômage massif est devenu endémique et grandissant.

Dans chacun des pays concernés, sous des formes plus ou moins variées le patronat au nom d'une prétendue flexibilité prétend faire admettre comme le mode de vie désormais normal l'insécurité permanente, la précarité généralisée du travail et de l'existence.

Avoir un travail normal, stable, correctement rémunéré avec un statut et des garanties sociales devient un privilège scandaleux qui devrait justifier tous les renoncements.

Toutes les conquêtes de l'action syndicale au cours de ce siècle, assurant des droits et des sécurités individuelles et collectives sont frappées d'un recul déjà très grave.

L'existence même des syndicats est insupportable au capital.

Comme le dit à juste titre Ibrahim Zakaria on parvient aux technologies du 21ème siècle mais on retourne aux rapports sociaux du 19ème.

Dans différents pays — et non des moindres — les capitalistes liquident de grandes entreprises industrielles et des centres entiers qui furent les foyers historiques du syndicalisme lequel obtint là les plus grandes conquêtes sociales.

Dans nombre de cas c'est une perte absolue pour la capacité de production du pays et donc une démission nationale en même temps qu'un désastre social.

Dans d'autres cas ces entreprises licencient massivement pour donner des activités entières à des entreprises de louage d'hommes dont les salariés sont privés de tous droits et sous-payés.

Des zones dites libres se répandent:libres d'obligations sociales, libres d'exploiter sans limite!

Les services publics voient leurs activités rentables transférées au capital privé, la qualité des services se détériore et le statut de leur personnel durement attaqué.

Des phénomènes analogues se produisent dans le secteur plus général des services

que l'on présentait naguère comme l'avenir de l'emploi, du niveau de vie confortable, de la promotion sociale.

Je voudrais attirer l'attention sur l'aspect international de ces phénomènes.

La crise la plus grave sévit aux USA. Avec une dette extérieure de 2000 milliards de dollars ce pays devrait être en faillite.

Parce qu'il est le chef de file du monde capitaliste et en vertu de la loi du plus fort, il rejette ses déficits, son chômage, sa crise sur les autres pays capitalistes qui s'y plient bien qu'ayant des intérêts contradictoires. Toute l'Europe capitaliste recule et décline sous cette pression, certains Etats reculant davantage que d'autres — c'est par exemple le cas de la France et de la Grande-Bretagne.

Le Japon doit réfréner ses ambitions. Mais tous ensemble, USA et autres pays capitalistes industriels s'entendent pour faire payer leur crise à ceux qu'on nomme le «Tiers-monde».

Ecrasés par un endettement total 2.000 milliards de dollars qu'ils sont hors d'état de rembourser, ils subissent des taux d'intérêt dont le seul paiement les étrangle. L'impérialisme moderne et cultivé, ses institutions vertueuses comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International font comme Shylock l'usurier médiéval, inculte et impitoyable de Shakespeare.

Ils exigent leur livre de chair humaine.

Acheter les matières premières à bas prix, vendre au prix fort les produits manufacturés, refuser d'honnêtes transferts de technologie et une coopération loyale, réparant les dégâts causés par le colonialisme: c'est toujours la loi de la jungle capitaliste.

Il en résulte pour les pays qui y sont soumis des conséquences tragiques à l'échelle des peuples et de continents entiers.

Les conditions concrètes y sont plus ou moins spécifiques selon le cas mais le désastre est là. Pour ceux qui connaissent les méthodes du capitalisme le fond n'est pas différent de ce que j'ai déjà mentionné. Mais il se produit dans les conditions de l'enfoncement pur et simple dans le sous-développement avec toutes ses conséquences.

Pour ceux qui ont choisi une voie non capitaliste et, pour certains socialiste , c'est une source de difficultés énormes alors qu'ils s'évertuent à parvenir au décollement économique.

Rien de tout cela ne profite aux travailleurs des pays capitalistes industrialisés, au contraire, car cette politique barbare aggrave la crise.

Elle est à rapprocher des pratiques des sociétés transnationales. Plus puissantes que bien des Etats importants ces sociétés ont entrepris à grande échelle de considérer la partie du monde où elles prédominent comme un vaste jeu de «Monopoly».

Fermer à tout moment, selon leurs intérêts,des entreprises dans leurs propres métropoles ou dans n'importe quel autre pays pour en installer d'autres ailleurs, où des régimes complaisants leur assurent une main-d'œuvre bon marché et des paradis fiscaux. Trop peu de travailleurs et de syndicalistes américains et de plusieurs autres pays le croyaient possible à ce point. Et pourtant c'est bien ce qui leur est arrivé et se poursuit.

C'est une sorte d'internationalisation de l'exploitation qui se produit. Elle n'améliore en rien la situation des pays sous-développés.

Elle tire dangereusement vers le bas celle des pays capitalistes industriels, elle les entraîne sur une voie de déclin économique et de recul social.

Sur tous les pays pèse le fardeau écrasant et insensé de la course aux armements dont a parlé le camarade Harry Tisch dans le co-rapport qu'il a présenté à ce sujet.

Sur les causes de cette situation il y a différentes opinions dans les syndicats du monde entier.

Nous sommes nombreux à penser que la cause directe de cette situation c'est la vo-

FÜR DEN PRIVATGEBRAUCH

lonté frénétique de rentabilisation rapide et maximale des capitaux.

Elle conduit à réduire les investissements dans la production et les activités utiles créatrices d'emplois pour se livrer à des investissements purement spéculatifs, financiers de meilleur rapport.

En quelque sorte, l'argent va à l'argent sans transiter par la production et fournir du travail aux gens.

Ce qui a été le rôle de la bourgeoisie dans l'histoire: porter l'industrie et l'activité humaine au point où elle est parvenue — fût-ce au prix inhumain de l'exploitation, de l'oppression sociale et nationale — se transforme en cette entreprise destructrice et en ce parasitisme rentier intégral.

Nous sommes nombreux à penser, donc, que cette crise qui n'en finit pas traduit l'incapacité du capitalisme à répondre de façon positive au défi des mutations technologiques, qu'il a atteint ses limites en tant que système économique et social et que par conséquence la réponse véritable nécessite la transformation de la société.

D'autres peuvent penser que les choses ne vont pas si loin.

Mais pour le moins tout le monde est à même de constater que les politiques d'austérité quelles qu'elles soient, qu'elles s'inclinent face aux exigences du capital ou qu'elles aillent au devant de celles-ci, qu'elles se fassent au nom du «néolibéralisme» ou au nom du «moindre mal» aboutissent au même résultat et c'est une impasse.

Les pays socialistes subissent eux-aussi les conséquences de la crise capitaliste: ils ne vivent pas en vase clos. Mais ce n'est pas leur crise et ils ont les moyens de s'en prémunir.

En mesurant à son importance ce phénomène et aussi le poids de la course aux armements, ce qui retient l'attention c'est ce qui est en train de se passer dans ces pays.

Pour des raisons qui tiennent à l'histoire — histoire de chacun d'entre eux et histoire collective — ils se sont développés avec des résultats remarquables malgré bien des difficultés et aussi parfois des drames.

Le fait est que les méthodes et mécanismes anciens ne correspondent pas ou ne correspondent plus (il y a plusieurs manières de l'envisager) aux exigences contemporaines.

Les adversaires du socialisme s'en réjouissaient, convaincus que ce système ne peut, par nature s'adapter ni se rénover.

Chaque pays socialiste a ses spécificités et chacun s'adapte à sa façon aux exigences de son développement.

Mais ce qui est remarquable c'est que tous sont engagés dans des réformes d'envergure en matière de gestions de l'économie, de démocratie socialiste, de rôle et de vie des syndicats, de responsabilité et de participation des travailleurs.

Avec des solutions diverses, toutes leurs recherches vont dans le même sens, répondant à des préoccupations convergentes.

Moderniser, développer impétueusement leur industrie, leur agriculture, leur économie, maîtriser les techniques les plus avancées sans chômage et en élevant le niveau de vie: tels sont leurs projets annoncés.

Les syndicats sont appelés à y jouer un rôle original, responsable et actif.

Ce ne sont pas des tâches faciles ni simples comme ils le disent eux-mêmes.

Nous avons appris les uns et les autres à voir tout cela avec réalisme et à en discuter franchement, ouvertement, en amis.

Ce qui se produit dans les différents pays socialistes et aussi les initiatives constructives de paix qui en émanent et d'abord de l'Union Soviétique suscitent de grands espoirs.

On peut en avoir des perceptions différentes et en débattre mais il n'est plus possible

d'ignorer ce qui se produit sous nos yeux ni de ne pas comprendre qu'il en résultera des conséquences de poids sur l'évolution du monde.

Dans ces conditions générales quelques questions essentielles se posent.

Est-il donc vraiment inévitable que la crise, le chômage, le recul social, le sous-développement soient le lot des travailleurs de tant de pays?

Si tel était le cas il faudrait renoncer au progrès technique et retourner aux cavernes. C'est absurde.

Il y a nécessairement des issues.

La classe ouvrière, le monde du travail ne peuvent lier leur sort à celui d'une classe dirigeante qui conduit la société au désastre. Mais pour sortir de cet engrenage infernal il faut bien que se produise une résistance suffisamment puissante et des actions pour dégager des issues, des voies nouvelles.

En réalité des luttes courageuses se déroulent à travers le monde.

C'est une responsabilité du mouvement syndical dans son ensemble de créer les conditions susceptibles de porter ces luttes au niveau indispensable. Car la force est tout de même, en fin de compte, du côté des hommes et des femmes qui créent les richesses du monde.

Il ne faut pas craindre de dire que cela pose des questions à tous les travailleurs et à tous les syndicats. Ne craignons pas de voir les choses en face, il n'y a aucun déshonneur à reconsidérer les idées pratiques anciennes, à s'adapter aux réalités nouvelles et à répondre mieux à la raison d'être du syndicalisme.

Tous les aspects de l'activité syndicale, toutes les initiatives, toutes les rencontres et tous les accords positifs qui peuvent être conclus ont leur grande importance et il ne faut en négliger aucun, avec esprit d'imagination et audace.

On me permettra d'affirmer que parmi tous ces aspects **le facteur décisif susceptible de changer les choses c'est l'action syndicale de masse des travailleurs.**

Il en fut ainsi depuis qu'existent la classe ouvrière et les syndicats et il ne peut en être autrement.

Action de masse dans chaque pays; action de masse internationale; action concrète, dynamique, dans les formes les mieux adaptées, en fonction des problèmes concrets posés. **Mais actions** c'est-à-dire intervention effective des travailleurs — telle est la force qui peut mettre en échec l'agression antisociale du capital et imposer des solutions novatrices à tous les problèmes économiques et sociaux quelle que soit leur nature dans chaque pays, sur chaque continent et dans le monde.

Personne, nulle part, ne peut défendre les intérêts des travailleurs, ni faire leur bonheur sans eux. Ils sont les auteurs de leur propre sort et les acteurs de l'histoire.

C'est aussi avec eux seulement que l'on peut défendre, développer des syndicats correspondant à leurs besoins. C'est encore avec eux que peut se créer sur des bases justes l'indispensable unité d'action en dépit de tous les obstacles.

Les thèmes et le champ de cette action sont vastes et très divers. Aucun n'est insignifiant: l'action syndicale est faite d'abord des sujets les plus simples, les plus modestes, les plus ordinaires de la vie des gens. La raison première d'être des syndicats, partout, est la défense des intérêts des travailleurs,intérêts individuels et collectifs. C'est en répondant en permanence aux plus simples, aux plus quotidiens de ces intérêts que les syndicats ont la force et la capacité de répondre aussi aux intérêts les plus vastes et aux problèmes les plus complexes qui se posent au plan national et international.

Je voudrais évoquer seulement certains de ces derniers puisque nous sommes le plus grand Congrès syndical mondial, d'une exceptionnelle représentativité.

Face à l'impasse de toutes les réponses capitalistes à la crise et à la mise en œuvre des technologies nouvelles la conjonction des actions syndicales de masse pour rendre impossible l'inacceptable va de pair avec la recherche de voies nouvelles.

Quels sont donc les résultats des incitations à la résignation et des accords négociés par certains syndicats acceptant la baisse du pouvoir d'achat et la réduction, voire la suppression des conquêtes sociales et des droits des travailleurs? Ils n'ont pas fait reculer le chômage, ils n'ont créé aucun emploi mais ils ont affaibli les travailleurs concernés, les syndicats eux-mêmes et renforcé le patronat.

Pour faire reculer le chômage bien des mesures diverses sont nécessaires, mais la seule qui soit décisive c'est de créer des emplois utiles dans l'industrie et les services pour satisfaire les besoins des populations correspondant à ce qu'est notre temps.

Cela suppose tout à la fois d'améliorer le niveau de vie, de mobiliser les fortunes, les capitaux pour les investissements utiles, créateurs d'emplois et non pas la spéculation, de donner la parole aux travailleurs, de permettre leur intervention démocratique source d'initiatives, de productivité, de qualité, bref d'efficacité industrielle et économique pour une croissance fondée sur l'emploi et la satisfaction des besoins des peuples.

Il paraît que c'est à contre-courant des modèles économiques en vigueur dans le monde capitaliste. Mais si l'on juge les résultats de ces modèles nous avons la faiblesse de penser que nos idées novatrices méritent quelque considération. Voilà une base de débat et d'action positive qui pourrait créer une dynamique nouvelle.

De même, face à l'internationalisation de l'exploitation capitaliste n'est-il pas temps d'opposer la riposte au niveau voulu?

Les syndicats sont nés de la nécessité d'unir les travailleurs pour empêcher les patrons de les mettre en concurrence les uns les autres à l'échelle locale puis nationale.

Aujourd'hui, c'est à l'échelle du monde que les sociétés transnationales mettent en concurrence des travailleurs situés dans des pays et même sur des continents différents.

Ils disposent pour cela de moyens énormes, de tous les droits et d'états-majors spécialement formés à ces méthodes.

Pourquoi donc les travailleurs et les syndicats ne se donneraient-ils pas les moyens de faire face à cette échelle-là?

Imposer enfin un droit international approprié qui limite sérieusement l'arbitraire absolu, donne aux travailleurs des différentes entreprises des moyens de défense, de contrôle, de négociations à l'échelle de ces sociétés géantes.

Organiser la coordination de l'action syndicale des entreprises d'une même société, l'échange d'informations, d'expériences, la solidarité.

Il y a là un vaste champ d'initiatives concrètes qui nécessite impérativement un soutien syndical de niveau international.

Ce que nos aînés ont su faire avec leurs faibles moyens du XIXème siècle, dans chaque pays nous devons être capables d'y parvenir, à notre époque **compte tenu des rapports de forces réels dans le monde.**

Et pourquoi n'y parviendrons-nous pas si nous faisons ce qu'il faut à la taille voulue?

La lutte contre le sous-développement, pour secouer l'oppression économique de l'impérialisme est une responsabilité non seulement pour les travailleurs et les syndicats de ces pays mais pour ceux du monde entier.

L'écho du mot d'ordre: «Refusons de payer la dette et les intérêts», le succès de la Conférence syndicale d'Amérique latine et centrale organisée à l'initiative de nos camarades de Cuba,la bataille offensive engagée à partir de là, tout cela montre la voie. Une rencontre internationale prolongeant ces initiatives comme le propose le rapport serait bienvenue. Contrairement aux apparences il n'est pas si facile aux impérialistes d'imposer leur loi: ils sont vulnérables, leur système bancaire et monétaire est suffisamment déséquilibré pour qu'il soit possible de faire reculer Shylock.

Mais l'établissement de relations normales avec les pays qui luttent pour le développement, c'est-à-dire pour créer ce qu'on appelle à juste titre un Nouvel ordre économique international est de l'intérêt des travailleurs aussi bien des pays concernés que de ceux des pays capitalistes industriels. C'est un élément de lutte contre le chômage.

Que ce Congrès soit l'occasion d'une relance de grande dimension de cette bataille.

Une initiative intéressante avait été prise en 1980 à Belgrade à ce sujet. N'est-il pas temps de lui donner une suite?

Rencontres, actions communes à l'OIT et dans les instances internationales, et surtout action concrète, solidaire pour obtenir des résultats. Voilà encore un terrain concret pour l'action syndicale.

J'ai évoqué ce qui se produit dans les pays socialistes. D'ores et déjà ils représentent un poids considérable dans la vie économique et sociale du monde. Tout donne à penser que ce poids va augmenter sensiblement dans la période qui vient et que leurs syndicats vont y tenir une grande place.

Mais les échanges économiques de toutes sortes avec ces pays ne sont-ils pas un moyen de faire reculer le chômage?

En réalité ils sont de nature à fournir des milliards de journées de travail bien nécessaires dans les pays capitalistes en crise. Et cela serait une contribution de premier ordre à la détente dans le monde.

Ils sont aveugles ceux qui s'imaginent en situation d'empêcher le développement des pays socialistes par des boycottages, des listes noires et autres discriminations.

C'est eux qui ont besoin de vendre et ils repoussent des clients! Plus tard ils leur reprocheront de ne plus avoir besoin de leurs produits!!!

Il faut voir la réalité des pays socialistes telle qu'elle est et telle qu'elle évolue. Et de même la réalité de leurs syndicats . Ni eux,ni personne n'ont besoin qu'on en fasse une présentation flatteuse seulement une information honnête et véridique, c'est l'efficacité la plus grande.

Et les relations envers eux, ne peuvent pas être celles de professeurs ou de contrôleurs quelque peu vaniteux. Des camarades francs, directs, égaux et authentiques, voilà ce qui correspond au bon sens et à la vérité de choses.

Bien des conditions nouvelles imposent des adaptations au mouvement syndical. Les syndicats sont nés ouvriers. C'est l'histoire qui l'a voulu ainsi. Et les ouvriers constituent par leur nombre, leur expérience, leur combativité une force motrice du mouvement syndical.

L'évolution des sociétés, du travail, des techniques ont donné une dimension, une importance nouvelle aux employés, aux techniciens, aux ingénieurs, aux cadres.

Leur cheminement vers l'organisation, la lutte collective, avec les ouvriers est plus complexe. Mais, salariés, eux aussi ils sont exploités, eux aussi ils sont frappés par la précarité et le chômage.

Faire avec eux le syndicat de lutte qui correspond à leurs besoins et les associer à part entière au combat du monde du travail: c'est une des grandes responsabilités du mouvement syndical dans chaque pays et au plan international.

Plus largement avoir la faculté d'être l'organisation de toutes les composantes du salariat, de toutes leurs spécificités pour être le syndicat de notre temps: cette question se pose partout.

N'y a-t-il pas dans ces domaines et dans bien d'autres (je ne répète pas ce qu'Harry Tisch vient de dire sur les problèmes de la paix et du désarmement — question décisive entre toutes, ni ce que va dire le camarade Gupta dans son co-rapport sur les libertés) n'y a-t-il pas dans tous les domaines matières à coopération syndicale internationale, à échanges de vues, d'expériences, à initiatives, à des actions et à la solidarité? Il y

ARCHIVIO CGIL NAZIONALE "TULLIO DI MAURO" SOSTEGNO ALLA RESISTENZA

a tant de raison d'espérer, mais dans l'immédiat tant de danger assaillant les travailleurs et les syndicats: n'est-il pas temps de changer quelque chose?

Les différences idéologiques, les différences de conceptions du mouvement syndical sont un héritage historique et une réalité actuelle. Il serait hypocrite de le nier et le débat sur ces questions est nécessaire et normal. Mais faut-il pour ce motif admettre d'être en position de faiblesse?

L'unité syndicale n'est pas fondée sur l'idéologie mais sur une communauté d'intérêts. C'est vrai au plan national comme au plan international.

Autrefois, dans Byzance assiégée, les hommes prétendument sages discutaient du sexe des anges alors que la défaite était déjà sur eux.

Dans de nombreus pays l'existence même des syndicats — quelles que soient leurs préférences idéologiques — est en péril. Nous le disons à tous les syndicalistes, à tous les syndicats dignes de ce nom du monde entier: ne soyons pas les «sages de Byzance» du syndicalisme d'aujourd'hui. Plutôt que de sombrer avec nos divergences, qu'un instinct vital nous amène à nous rapprocher , à conjuguer nos efforts et à vaincre ensemble!

En réalité ces idées ont déjà fait beaucoup de chemin. Le temps arrive où il faut se décider et faire. Nous y sommes prêts.

Ce Congrès doit en être et en sera la démonstration, j'en ai la conviction. La FSM évolue, elle aussi. Son Congrès de La Havane a marqué une étape importante suivie de certains progrès.

Maintenant il nous faut franchir un pas essentiel. S'adapter pratiquement — se donner les méthodes, les moyens, le style qui permettent d'être l'organisation internationale qui correspond à cette période. Une organisation plus mobile et plus concrète. S'adapter à la réalité des branches, à celle des continents et des régions.

Organisations de classe: nous ne sommes pas prêts d'y renoncer. Et organisation de masse, indépendante, unitaire. Nous sommes capables de franchir ce pas. Nous y avons travaillé et les circonstances le permettent. Le Congrès de Berlin sera cette occasion.

Face aux forces qui s'accrochent au passé le monde change! Et c'est dans le sens du progrès. Nous sommes de ceux qui y consacrent leur vie militante. Si dur soit encore le combat c'est avec la certitude de représenter l'avenir et de vaincre que nous le menons.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARŞİVİ

CO-RAPPORT SUR LES DROITS SYNDICAUX, par INDRAJIT GUPTA, Secrétaire général, AITUC (INDE) et Vice-président de la FSM

Notre discussion sur l'état des droits syndicaux dans le monde actuel se tient dans cette année du centenaire des événements du Premier Mai de Haymarket à Chicago. Mais aussi l'année caractérisée par une situation complexe. Les principaux éléments de notre opinion concernant ce problème sont contenus dans le projet de Document principal et dans ce Co-rapport, nous tenterons d'examiner seulement certains des aspects les plus importants.

Depuis le Xème Congrès syndical mondial, des progrès significatifs ont été enregistrés dans certains pays dans la bataille pour les libertés démocratiques et les droits syndicaux. Des luttes populaires unitaires, dans lesquelles les travailleurs et leurs syndicats ont joué le rôle principal, ont réussi à renverser les régimes dictatoriaux et répressifs en Argentine, en Uruguay, au Soudan, aux Philippines et dans d'autres pays. Ces succès-là sont les succès de l'unité et de la solidarité internationale.

Tandis que nous tenons notre réunion d'aujourd'hui, des luttes héroïques pour les droits syndicaux, les libertés démocratiques et les droits de l'Homme continuent dans différents pays du monde. Face à la répression brutale, les travailleurs et les syndicats lancent, grâce à leur action syndicale, un défi à l'apartheid en Afrique du sud où des centaines de travailleurs ont perdu leur vie et des milliers de travailleurs et de syndicalistes sont emprisonnés par le régime raciste. Dans les territoires arabes occupés par Israël, les travailleurs affrontent quotidiennement la répression violente du régime sioniste. Au Chili, la lutte pour les droits syndicaux et pour mettre fin à la dictature de Pinochet enregistre des progrès malgré la répression. Nous sommes témoins des avances marquées par les actions pour les droits syndicaux contre les régimes antidémocratiques et autoritaires soutenus par l'impérialisme et les sociétés transnationales.

Face à une telle poussée des luttes des travailleurs et de leurs syndicats pour leurs droits, et dans leurs tentatives de faire supporter par les travailleurs de nouveaux fardeaux afin de trouver une issue à la crise qui va s'approfondissant, les milieux dirigeants capitalistes ont lancé une nouvelle offensive généralisée dans le but de limiter et, si possible d'éliminer totalement les droits syndicaux.

Le but évident des milieux dirigeants capitalistes consiste à inverser les acquis des luttes des travailleurs et à éliminer pratiquement les droits à la négociation collective. Dans les pays industrialisés à économie de marché, il existe deux lignes d'attaque dans ce domaine. Tout d'abord, toute une série de pratiques injustes en matière de travail sont mises en vigueur au nom de la «flexibilité» prétendûment nécessaire avec l'introduction des nouvelles technologies. Cela fait perdre aux travailleurs permanents la sécurité de l'emploi,le travail temporaire et à temps partiel,ils sont soumis à une pression accrue, des formules de travail à domicile font surface. Les conventions collectives sont laissées de côté, ou bien un système de salaires à deux niveaux est appliqué. Le nombre de travailleurs embauchés sur la base de contrats individuels augmente constamment. Ces aspects sont traités dans le projet de Document principal, ainsi que dans d'autres rapports soumis à ce Congrès. Ce qu'il faut souligner ici, c'est que l'opposition organisée contre ces pratiques injustes et rétrogrades vient des syndicats. Les syndicats sont, par conséquent, sujets à des attaques perpétrées par les médias capitalistes à cause de leur opposition à la «flexibilité» et cette campagne gagne de l'ampleur pour supprimer les droits syndicaux légitimes.

Deuxièmement, l'intervention de l'Etat en faveur des monopoles capitalistes s'in-

tensifie, le système de répression est utilisé de plus en plus largement pour venir à bout des protestations des travailleurs. De nombreux amendements réactionnaires ont été introduits dans la législation du travail. Ces mesures légales antisyndicales comprennent des restrictions importantes du droit de grève, l'interdiction des grèves de solidarité, des piquets de grève pacifiques, etc. Dans certains pays, les tribunaux ont donné au code du travail une interprétation qui limite encore les activités des syndicats. Particulièrement dans le domaine du service public, des secteurs entiers sont arbitrairement déclarés «services vitaux», afin d'interdire la négociation collective et l'action syndicale. Les fonctionnaires d'Etat peuvent être licenciés sans aucune charge portée contre eux et même sans enquête. Ce pouvoir arbitraire menace en premier lieu les dirigeants et militants syndicaux. C'est là une tentative de dénier aux travailleurs du secteur public le droit à la négociation collective.

Aux Etats-Unis, l'offensive générale contre les droits syndicaux émane de l'idée des «négociations de concession», introduite dans les industries de base où les syndicats ont été obligés de renoncer à leurs acquis, d'accepter des salaires et un niveau de vie réduits. Ces pressions et chantage exercés sur les syndicats ont été sans précédent aux Etats-Unis. Le gouvernement de Washington ayant donné ordre de licencier, en raison de leur activité syndicale légitime, tous les contrôleurs de la navigation aérienne en grève. C'était une brutale persécution en masse et actuellement, une grande campagne est lancée par le grand capital aux Etats-Unis pour arriver à ce qu'ils appellent un «environnement désyndicalisé». Dans ce contexte, il convient de rappeler que le gouvernement des Etats-Unis n'a jamais ratifié les conventions de l'OIT n° 87 et 98 sur la liberté syndicale et la négociation collective.

Des nouvelles sur la persécution des syndicalistes nous parviennent de nombreux pays. Des procès sont intentés contre eux sur la base d'accusations forgées. Des militants et représentants syndicaux élus sont obligés de payer des amendes, ils sont licenciés et persécutés. Nombre de dirigeants syndicaux végètent en prison. Les procédures criminelles mises en œuvre en liaison avec l'action syndicale gagnent en intensité dans de nombreux pays. On peut citer l'exemple de la France où, en 1985, presque 10.000 militants de la CGT de 2.085 entreprises ont fait l'objet de persécution. L'intervention brutale de la police dans la grève des mineurs de Grande-Bretagne peut servir d'autre exemple.

Dans de nombreux pays, on fait état d'importantes actions syndicales contre les amendements réactionnaires des codes du travail, telles que les larges actions et grèves de protestation en RFA contre l'amendement de l'article 116 du Code du travail. On constate l'intensification des protestations contre les «interdits professionnels» (Berufsverbote), une variante du McCarthysme permettant de licencier les travailleurs à cause de leurs opinions politiques. La plainte que la FSM a soumise à l'OIT contre ces pratiques antisyndicales poursuivies en RFA a bénéficié du soutien unanime du Groupe des travailleurs à l'OIT. Nous sommes donc en présence de l'accroissement de l'unité d'action face aux attaques portées contre les droits syndicaux et les libertés démocratiques; ceci démontre les possibilités d'élargir de telles actions syndicales unitaires.

Comme le souligne le projet de Document principal, ces politiques antisociales et anti-ouvrières sont appelées «libéralisme économique», terme trompeur car ses partisans préconisent en réalité la dictature directe du capital. L'attaque généralisée contre les droits syndicaux fait donc partie de cet effort qui vise à imposer des méthodes non-démocratiques et dictatoriales de fonctionnement de l'économie et de la société.

Cette nouvelle offensive de la droite vise l'élimination de tous les syndicats, même ceux qui se prononcent en faveur de la coopération avec le patronat et pour la «paix» avec le grand capital, à moins qu'ils se soumettent inconditionnellement au dictat du

grand capital. Les forces capitalistes estiment que le chômage en hausse, qui est leur œuvre, la diminution connexe du nombre de syndiqués et la probabilité d'autres pertes d'emplois due à l'introduction des nouvelles technologies, leur permettent d'affaiblir les syndicats au point d'éliminer leur rôle dans la société. D'où l'offensive généralisée contre le mouvement syndical et les efforts dont nous sommes aujourd'hui témoins dans de nombreux pays, visant à restreindre les droits syndicaux pour les anéantir totalement ensuite.

L'attaque contre les droits syndicaux doit également être considérée sous d'autres aspects. Etant donné que les attaques sont dirigées contre les travailleurs et toutes les couches laborieuses pour réduire les salaires, augmenter la cadence de travail et maximaliser les profits du grand capital, c'est aux syndicats qu'incombe la tâche d'organiser l'opposition des forces populaires. L'attaque contre eux devient donc plus violente et on s'empresse de modifier la législation du travail dans un sens réactionnaire.

De plus, il convient de noter les efforts déployés par des groupes d'employeurs transnationaux, qui visent à restreindre autant que possible les droits syndicaux et les manœuvres de certains gouvernements pour satisfaire les exigences des STN. Ainsi, le Fonds monétaire international (FMI) insiste sur une législation antisyndicale rigoureuse, comme l'une des «conditions» à l'attribution de prêts. On constate de même les efforts déployés par certains gouvernements qui interdisent toute activité syndicale pour encourager le capital étranger. Dans les zones de traitement des exportations, les droits syndicaux sont généralement bafoués.

Dans les pays capitalistes avancés et en développement, on constate une intensification des restrictions et de la répression antisyndicale à mesure que s'étend le rôle des STN dans les diverses régions. Affaiblir les capacités de lutte des syndicats est jugé indispensable pour créer un «climat favorable aux investissements».

Un autre effort majeur est de semer la discorde pour affaiblir le mouvement syndical. Les employeurs et les gouvernements de certains pays refusent de reconnaître formellement les organisations syndicales représentatives et ils imposent aux travailleurs des «syndicats-maison». Dans tous ces cas, seuls de grands efforts en faveur de l'unité du mouvement syndical peuvent contrecarrer les tentatives de division et d'ingérence des employeurs et des gouvernements.

Il s'agit en fin de compte de développer la prise de conscience de la classe ouvrière, pour qu'elle soit capable de s'opposer efficacement aux tendances de conciliation et de capitulation face aux exigences des concessions et des «sacrifices» des travailleurs en faveur des monopoles. Ces tendances affaiblissent l'action syndicale. Il s'agit encore de démasquer les slogans bourgeois. Cela est essentiel pour la lutte des travailleurs.

Une attention particulière doit être accordée aux larges secteurs dans les pays en développement où les travailleurs ne peuvent pas exercer leurs droits élémentaires: établir des syndicats et obtenir la reconnaissance formelle de leurs organiations et le droit à la négociation collective. La répression violente des propriétaires fonciers contre les ouvriers agricoles et les paysans qui exigent la réforme agraire et des salaires adéquats, comme au Brésil, en Inde et dans d'autres pays, prouve combien il est difficile de mettre en valeur le droit d'organisation. Seule la solidarité active du reste du mouvement syndical peut soutenir ces efforts. Les organisations syndicales nationales et internationales devraient accorder plus d'attention à cet aspect.

La quasi-inexistence des droits syndicaux dans le «secteur non-organisé de l'économie» pose un problème sérieux dans de nombreux pays en développement. A la 72ème Conférence internationale du travail (Genève, juin 1986) on a beaucoup parlé des problèmes du «secteur parallèle». Certaines tentatives visent clairement à imposer des conditions de travail inférieures aux normes et des salaires bas dans ce secteur «parallèle». Comme l'a dit un Délégué travailleur à la Conférence de l'OIT cette année,

on réintroduit l'industrie familiale dans les pays hautement industrialisés à économie de marché, au nom des mutations technologiques, dans le but manifeste d'éliminer les droits des travailleurs et les normes de travail.

On peut citer de nombreux exemples d'emplois d'usines usuels, sous-traités à des employeurs qui embauchent sous condition que leurs travailleurs ne revendiqueront ni normes de travail, ni droits syndicaux. C'est particulièrement le cas dans les pays où le chômage et le sous-emploi sont élevés.

Il est vraiment tragique de constater que certaines positions de l'OIT sont abusées et servent les nouvelles stratégies des groupes d'employeurs transnationaux, pour camoufler leur offensive antisyndicale derrière la «flexibilité». Le patronat n'a jamais fait cadeau des droits syndicaux, ces droits ont été conquis de haute lutte par les travailleurs, puis officiellement reconnus par des mesures législatives. C'est à l'initiative de la FSM que des mesures ont été prises pour l'adoption des Conventions de l'OIT n° 87 et 98 sur la liberté syndicale et la négociation collective. Le mécanisme de mise en pratique de ces conventions au niveau de l'OIT accuse des carences et, en plus, il est sujet à des influences politiques indésirables. Ces carences ont coûté des vies humaines. L'OIT n'a pas réussi à empêcher le gouvernement indonésien d'exécuter les dirigeants de la SOBSI, en dépit de l'intervention de larges secteurs du mouvement syndical mondial.

On pourrait également signaler les faiblesses de l'OIT dans le contrôle des activités des sociétés transnationales et leur respect de la Déclaration du Conseil d'administration sur les entreprises multinationales, ainsi que des droits à la liberté syndicale et à la négociation collective.

Le projet de Document principal comporte un chapitre sur la situation syndicale dans les pays socialistes. La discussion en cours dans les pays socialistes se concentre sur des mesures visant à élargir encore les droits des travailleurs et des syndicats dans le développement économique et social. On a d'ailleurs demandé aux syndicats d'intervenir plus efficacement pour en finir avec les phénomènes négatifs et exercer leurs droits à la gestion de la production et de l'économie. Cela nous amène à constater que certains pays sont d'avis que ce n'est pas la limitation des droits syndicaux, mais au contraire leur élargissement, qui stimule la croissance économique.

A la différence des capitalistes qui se prétendent les seuls habilités à diriger l'économie, la législation du travail dans les pays socialistes est modifiée pour valoriser le droit des travailleurs et des syndicats de participer à la planification et à la gestion de l'économie. Les collectifs reçoivent des droits étendus s'agissant des plans de production et de l'allocation des ressources et des excédents.

Il est facile de voir les aspects économiques de ces deux démarches vis-à-vis des syndicats dans les deux systèmes sociaux. Ceux qui veulent maximiser les profits capitalistes tendent à dénier aux travailleurs le droit d'intervenir dans l'économie. Ceux qui veulent le développement social par un taux de croissance économique élevé, recherchent absolument la participation populaire dans l'économie et la planification économique.

Il est donc tout à fait absurde d'accuser les syndicats de freiner le développement économique, comme le disent les capitalistes. Les syndicats s'opposent à la politique économique des employeurs et des gouvernements capitalistes qui imposent de nouveaux fardeaux aux travailleurs et les privent d'une part juste des valeurs produites par leur travail. La démocratisation des structures économiques et la suppression du contrôle exercé par les monopoles capitalistes sur les économies nationales sont aujourd'hui largement reconnues comme un objectif de développement démocratique véritable.

Les droits d'intervention des syndicats dans l'économie ont été revendiqués car cette intervention économique est considérée comme essentielle pour éliminer les

conséquences de la crise capitaliste et imposer une nouvelle politique démocratique de développement.

C'est pourquoi, la lutte pour les droits syndicaux revêt un aspect économique vital et constitue une partie importante de la politique globale devant aboutir à une relance économique réelle, l'augmentation du nombre d'emplois et des salaires des travailleurs et la hausse de leur niveau de vie.

Les conditions sont aujourd'hui réunies pour la mise en valeur de ces droits dans tous les pays, pour riposter à l'offensive générale des employeurs et des gouvernements contre les droits syndicaux.

Les problèmes se posent donc clairement dans la lutte actuelle:

— Allons-nous permettre que l'offensive lancée par les gouvernements et employeurs contre les travailleurs et les syndicats dans le monde capitaliste réussisse; ou

— Allons-nous lutter et vaincre cette offensive, et imposer les droits démocratiques d'intervention syndicale dans l'économie et la société?

Il n'y a pas d'autre choix devant nous que de résister. Les syndicats doivent, aussi bien pour eux que pour toute la société, lutter et vaincre l'offensive capitaliste contre les droits des travailleurs.

Mais cette lutte ne peut réussir si elle est menée dans l'isolement. Aucune organisation syndicale nationale ou internationale ne peut pleinement gagner cette lutte seule. Mais unis, les syndicats du monde représentent aujourd'hui une force puissante; unis, les syndicats peuvent imposer leurs droits.

C'est pourquoi, à ce Congrès, il nous faut réfléchir sérieusement comment forger cette unité dans la lutte pour l'exercice de nos droits syndicaux, pour défendre les acquis de cent années de luttes depuis le Premier Mai 1886 et satisfaire nos revendications économiques et sociales.

Il faut sérieusement nous pencher sur nos faiblesses et carences et sur les raisons d'une mobilisation insuffisante, particulièrement pour les actions de solidarité. Il y a eu par exemple, des actions de solidarité exemplaires réalisées par les syndicats de nombreux pays et de tous les systèmes sociaux — socialiste, capitaliste et en développement — avec la grève des mineurs britanniques, qui a duré toute une année. Mais si la solidarité au niveau national avait été plus forte et si les organisations syndicales régionales et internationales avaient coordonné leurs actions de solidarité internationale, les résultats de cette grève, comme de nombreuses autres grèves de ce genre d'ailleurs, auraient pu être différents.

Vu l'importance de cet aspect, nous espérons sincèrement que la Commission qui examinera ce problème au présent Congrès, formulera des suggestions pour rehausser le niveau de coordination et d'organisation des actions de solidarité. Une proposition intéressante, digne d'une réflexion sérieuse, consisterait à créer un Centre syndical international pour la défense des droits syndicaux, dans le but de contribuer à relever les nouveaux défis qui se posent à notre mouvement syndical.

Le IXème Congrès syndical mondial (Prague, 1978) avait adopté la Déclaration universelle des droits syndicaux. Cette Déclaration a donné aux syndicats de tous les pays une arme puissante dans la lutte pour faire valoir leurs droits. On constate que le moment semble venu de chercher de nouveaux moyens de renforcer et de mieux coordonner nos actions en faveur des droits syndicaux, devant l'offensive généralisée du patronat. Peut-être le Centre international des droits syndicaux serait-il une source d'impulsion de nos efforts unitaires dans ce sens.

Nous sommes convaincus que le XIème Congrès syndical mondial, qui tient ses assises à une étape cruciale de notre bataille pour la défense et l'élargissement des droits syndicaux, donnera aux travailleurs du monde entier l'orientation nécessaire à l'avancée de cette lutte.

APPEL AUX TRAVAILLEURS ET AUX SYNDICATS DE TOUS LES PAYS

Nous, syndicalistes de tous les continents et de tous les systèmes sociaux, nous sommes réunis pour le XIème Congrès syndical mondial (Berlin, capitale de la RDA), à une période décisive de notre histoire;

Les nations et les peuples, les travailleurs du monde entier affrontent une nouvelle situation complexe et dangereuse qui affecte le travail et la vie de toute la population de la planète.

Les monopoles capitalistes, les sociétés transnationales et les gouvernements à leur service ont lancé une offensive sans précédent contre le mouvement syndical. Cette offensive s'inscrit dans leur stratégie visant la paupérisation des travailleurs par le chômage, la baisse des salaires et du niveau de vie et par la remise en cause des acquis d'années de luttes. Leurs objectif est d'éliminer tous les obstacles à l'accumulation des profits sans égard aux dommage que subit l'économie de leur propre pays et celle des autres pays. Ils veulent soumettre les travailleurs à une exploitation intensifiée et imposer la «flexibilité» au nom de la «compétitivité» et de l'«efficacité» c'est-à-dire en faveur de la réalisation des profits maxima.

Cette offensive se conjugue à la politique globale du complexe militaro-industriel de l'impérialisme qui mène la course aux armements. Le pillage, l'exploitation et les ponctions dans les budgets d'Etat servent à financer cette course aux armements et enrichissent les monopoles et font supporter par les travailleurs les coûts colossaux des dettes et les déficits des budgets publics ainsi que le fardeau intolérable de la dette extérieure et des taux d'intérêts élevés.

Nous saluons chaleureusement le développement des luttes des travailleurs et des syndicats et l'unité renforcée réalisée dans ces luttes. Nous affirmons notre solidarité internationale aux luttes pour la défense des intérêts vitaux des travailleurs, pour l'emploi, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour le développement économique et social, la paix et le progrès démocratique et social.

Les luttes pour les revendications économiques et sociales des travailleurs n'ont jamais été aussi étroitement liées à la lutte contre la course aux armements et le militarisme, pour la paix et le désarmement.

Plus de 1.000 milliards de dollars sont détournés chaque année vers les dépenses d'armement. Cette somme est supérieure à la dette extérieure cumulée des pays en développement: elle dépasse de loin leurs produits nationaux bruts réunis.

Parallèlement, les activités des sociétés et banques transnationales épuisent les ressources des pays, sapent leur politique nationale de développement économique et social et portent atteinte à la souveraineté nationale et à l'indépendance économique.

L'utilisation abusive des sciences et des techniques à des fins militaires et de domination économique prive la société de l'abondance qu'elle peut déjà produire à moindre coût. Les inventions servent non pas à alléger le travail, mais à écarter les travailleurs, créant le chômage de masse, n'assurant que les profits. La baisse du niveau de vie et la réduction du pouvoir d'achat, mènent à une surproduction relative et à la crise dans un monde d'insatisfaction croissante des besoins des masses. Dans de nombreux pays, déjà, jusqu'à un tiers de la capacité industrielle est inutilisée et une politique délibérée de fermetures et de licenciements en masse est poursuivie.

L'autre politique, celle que propose le mouvement syndical peut redonner un emploi à des millions de personnes, mettre un terme à la crise actuelle du développement et éliminer le gaspillage colossal de précieuses ressources humaines et matérielles.

Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est une intervention démocratique et efficace des travailleurs à travers leurs syndicats, dans tous les aspects de la politique économique, de la gestion et du contrôle.

Les forces démocratiques gagnent en puissance et renforcent leur unité. Elles se mobilisent contre la politique globale de l'impérialisme qui tente de déstabiliser la paix et la sécurité des nations et des peuples. La solidarité internationale s'accroît pour soutenir les luttes des travailleurs et des peuples pour la libération nationale et l'indépendance contre le colonialisme, le néocolonialisme, le racisme, le sionisme, l'apartheid, contre les dictatures militaires fascistes et contre l'intervention impérialiste dans les affaires internes d'autres pays.

Les travailleurs et les syndicats de tous les pays sont maintenant résolus à résister à l'offensive des monopoles capitalistes et à défendre et promouvoir les droits syndicaux et les acquis des luttes. Ils sont déterminés à lutter pour une unité syndicale plus forte.

Au nom de nos 296 millions de membres, nous, les participants au XIème Congrès syndical mondial, représentant 432 organisations syndicales de 147 pays, appelons les travailleurs et les syndicats de tous les pays à trouver des méthodes appropriées pour renforcer encore l'unité d'action et bâtir l'unité syndicale aux plans national, régional et international.

Nous appelons la FSM, la CISL, la CMT et les autres organisations syndicales internationales et régionales à œuvrer ensemble pour la solution urgente des nombreuses questions d'intérêt commun au service des travailleurs. Nous sommes convaincus qu'une telle coopération internationale peut se développer avec succès, particulièrement pour:

— la prévention de la guerre nucléaire et l'élimination complète des armes nucléaires et autres armes de destruction massive; l'interdiction de la militarisation de l'espace, la réduction des dépenses militaires et la conversion à des buts d'utilité sociale des industries d'armement et autres mesures de désarmement;

— un programme d'emplois et une politique de plein emploi;

— l'utilisation des sciences et des techniques pour le progrès de l'humanité, et non pour la guerre et la destruction;

— le règlement politique de toutes les divergences qui peuvent survenir entre les pays, le refus de faire usage de la menace de la force et de la force elle-même et l'élimination des foyers de tension et de guerre;

— la sécurité économique et le développement social de tous les pays, l'instauration du Nouvel ordre économique international;

— la défense et l'élargissement des droits syndicaux;

— la coordination efficace des actions de solidarité internationale contre le racisme et l'apartheid, contre la violation des libertés démocratiques et des droits de l'homme, contre le colonialisme et pour l'indépendance nationale;

— la protection du cadre de vie et du milieu de travail, la mise en place de normes internationales de sécurité régissant les nouveaux produits et processus nuisibles à la santé.

La solidarité internationale est aujourd'hui d'importance capitale pour le succès des luttes des travailleurs. Œuvrons ensemble pour bâtir et renforcer la solidarité internationale des travailleurs et des syndicats du monde!

MESSAGE A M.S. GORBATCHEV, SECRETAIRE GENERAL, CC DU PCUS;

RONALD REAGAN, PRESIDENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE;

JAVIER PEREZ DE CUELLAR, SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le XIème Congrès syndical mondial s'est réuni à Berlin, capitale de la RDA, du 16 au 22 septembre 1986, à un moment crucial et extrêmement dangereux de l'histoire. Il s'agit de savoir sur quelle voie s'orientera le développement du monde: soit vers la victoire des valeurs humaines et le réalisme dans l'intérêt des travailleurs, soit vers une catastrophe nucléaire et la disparition de la race humaine. On ne peut être d'accord pour que la course aux armements engloutisse des ressources matérielles et intellectuelles énormes. Il est scandaleux que plus de mille milliards de dollars par an soient consacrés chaque année à des fins militaires, somme supérieure aux revenus cumulés des pays regroupant plus de la moitié de la population de la planète.

Le Congrès est convaincu qu'à l'heure actuelle, la course aux armements constitue le principal obstacle à la croissance équilibrée et générale de l'économie mondiale. La course aux armements en particulier représente déjà une menace concrète pour la sécurité de notre planète et pour toute vie sur la terre. Il est dit à juste titre que si l'humanité ne peut mettre un terme à la course aux armements nucléaires, la course aux armements est celle qui anéantira l'humanité.

Des études d'experts révèlent qu'en mettant fin à la course aux armements, il sera possible de supprimer le chômage massif. Une telle perspective doit être étudiée, devant le chômage et le sous-emploi qui affectent énormément de nombreux pays.

Le mouvement syndical mondial s'est toujours prononcé en faveur d'accords internationaux pour stopper et inverser la course aux armements. La Seconde session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur le désarmement (1982) avait proposé, concrètement, un accord sur une réduction de 10% des dépenses militaires. Si cette proposition avait été acceptée à l'époque, des fonds importants auraient été dégagés pour de nouveaux investissements productifs; la coopération économique globale aurait de même pu être renforcée, en fournissant une aide accrue aux pays en développement et aux millions d'êtres humains aujourd'hui privés de moyens d'existence décents.

Le XIème Congrès syndical mondial se déclare totalement opposé à toute nouvelle escalade de la course aux armements. Ainsi que l'a demandé l'écrasante majorité des Etats membres des Nations unies, il insiste aussi pour que l'espace demeure exempt d'armes nucléaires. Une stratégie de «guerre des étoiles» ne nous est d'aucune utilité pour sauvegarder la sécurité du monde; il nous faut une stratégie pour l'emploi, de lutte contre la pauvreté et, comme l'exigent les forces éprises de paix du monde, une stratégie de sécurité internationale globale, fondée sur l'amitié et la coopération entre les nations et les peuples.

Le XIème Congrès syndical mondial soutient toutes propositions avancées par des Etats ou groupes d'Etats qui contribuent à un programme de désarmement. Le

ARCHIVE OF TARIH VAKFI

Congrès accueille favorablement le moratoire unilatéral sur les essais d'armes nucléaires déclaré par l'Union soviétique et invite les Etats-Unis et les autres puissances nucléaires à suivre cet exemple. Les propositions de ce même pays visant à éliminer les armes nucléaires d'ici l'an 2000 répondent aux aspirations des travailleurs et des peuples. Le Congrès appuie totalement ces propositions favorables à l'arrêt de la course aux armements et au désarmement, ainsi que celles émanant du 8ème Sommet des non-alignés, tenu à Harare, au début de septembre 1986, celles contenues dans la Déclaration de Mexico des Six de New Delhi et autres initiatives en faveur du désarmement avancées par diverses forces politiques et organisations de masse.

Au nom de 296 millions de travailleurs organisés dans 432 organisations syndicales de 147 pays de tous les continents, le Congrès considère que l'Organisation des Nations unies et tous ses Etats-membres, en particulier les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, doivent prendre d'urgence des dispositions pour conclure des accords internationaux sur l'arrêt de la course aux armements et de tous les essais nucléaires, sur l'élimination des armes nucléaires et autres armes de destruction massive et sur la ré-attribution des ressources dégagées par le désarmement au développement économique et social accéléré. Des mesures devraient être prises dans tous les pays pour convertir les industries d'armes à des buts d'utilité sociale. Le Congrès réaffirme son opinion qu'une stratégie de paix et de désarmement est devenue un facteur crucial de la stratégie internationale de développement, pour assurer une vie meilleure à toute l'humanité.

Le XIème Congrès syndical mondial vous demande instamment de consacrer toute votre attention à ces questions préoccupantes pour toute la communauté internationale, et de tenir compte des espoirs et aspirations des travailleurs du monde entier, qui ont manifesté ouvertement, à tous les niveaux, leur opposition à la course aux armements.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH VAKFI

ACTIONS DES SYNDICATS POUR LA PAIX ET LE DESARMEMENT

Le monde traverse aujourd'hui une des plus difficiles périodes de l'histoire d'après-guerre. L'approfondissement de la crise du système capitaliste a de graves conséquences économiques et sociales sur des millions de travailleurs et suscite de nombreuses luttes. Le grand capital tente de dépasser ses difficultés en développant une politique de tension. Le déploiement en Europe de missiles Pershing II et de croisière, avait suscité une forte opposition dans le monde débordant déjà de moyens ultra-sophistiqués de destruction massive. Le risque d'un conflit thermonucléaire se préciserait encore davantage, si l'administration américaine mettait en œuvre ses plans de guerre des étoiles.

Le surarmement est à un tel stade qu'il **menace pratiquement toute l'humanité de disparition.** A l'heure actuelle, les arsenaux sont dotés d'engins explosifs suffisant pour effacer plusieurs fois toute vie de la planète. Dans cette situation, **la lutte pour arrêter et inverser la course aux armements, principalement aux armements nucléaires** est un des objectifs politiques prioritaires pour les forces progressistes du monde. L'ensemble des luttes syndicales sur tous les terrains pour l'amélioration de la vie des travailleurs concourt directement à la réalisation de cet objectif.

Les syndicats rejettent le surarmement à l'Est comme à l'Ouest. Inévitablement, tandis que la course aux armements rapporte des profits fabuleux au complexe militaro-industriel, elle aggrave tous les problèmes sociaux dans les pays capitalistes avancés et les pays en développement. Elle comprime le progrès économique dans les pays socialistes et freine la hausse du niveau de vie de leurs populations. Les pays en développement, lancés dans la course aux armements générale, sont contraints de dépenser des sommes fabuleuses pour les armes, ce qui limite à l'extrême les ressources attribuées à la solution de leurs problèmes économiques et sociaux les plus aigus.

Le mouvement syndical mondial a pleinement conscience du **fardeau économique et social gigantesque que la course aux armements fait peser sur les travailleurs du monde entier.**

Le militarisme et les dépenses d'armement connexes sont devenus un des principaux obstacles à la solution de problèmes aigus de grande envergure; faim, maladie, analphabétisme, taux de mortalité élevé, carences dramatiques des services sanitaires et de logement, etc. **Le militarisme et son aspect spécifique, la course aux armements,** privent les travailleurs de leur emploi, des prestations sociales, d'un salaire, etc. **Le militarisme et la tension internationale qu'il cause** sont devenus les principaux ennemis du progrès politique, social, économique et culturel.

Les travailleurs sont les premières victimes, aussi bien des guerres que de la course aux armements. C'est pourquoi aujourd'hui, **la lutte contre le militarisme et la course aux armements n'est pas seulement la lutte pour la survie de l'humanité.** C'est également la **lutte pour protéger les droits politiques, économiques et sociaux des travailleurs et pour améliorer leur nivau de vie.**

La prise de conscience de cette interdépendance évidente est la raison sous-tendant l'engagement accru des syndicats au mouvement contre la guerre. Ils s'opposent assidûment au gaspillage des dépenses d'armement globales, — qui atteignent la somme colossale de mille milliards de dollars par an, car ils sont conscients que:

Une réduction des dépenses militaires, entraînerait, à long terme, davantage d'emplois, la hausse des investissements sociaux, la réduction des taux d'inflation, l'aug-

mentation du pouvoir d'achat des travailleurs et l'élévation du niveau de culture et d'éducation de la population;

Une réduction des dépenses militaires permettrait d'assainir les économies, de diminuer les dettes extérieures, de renforcer l'indépendance nationale, d'instaurer rapidement un Nouvel ordre économique international équitable et d'exercer plus librement les droits et libertés politiques;

Une réduction des dépenses militaires signifierait également un environnement meilleur, une atmosphère internationale plus sûre et le développement fructueux des relations économiques, technologiques, scientifiques et culturelles entre toutes les nations, sur la base de l'avantage mutuel.

Les travailleurs du monde n'entrevoient qu'une alternative raisonnable à la course aux armements croissante: le **désarmement.** Pour les syndicats, la paix et le désarmement doivent être trés étroitement associés à la **conversion** des industries de défense et à l'utilisation de la recherche scientifique à des fins pacifiques. C'est dans ce domaine de la lutte contre la guerre qu'ils doivent apporter leur contribution majeure.

Des études entreprises récemment par l'IES, le BIT, le Comité syndical international pour la paix et le désarmement (Comité de Dublin) et par un nombre croissant d'organisations syndicales nationales peuvent servir à prouver irréfutablement aux travailleurs irrésolus que le désarmement **n'est pas** synonyme de chômage mais qu'au contraire, la conversion crée **plus** d'emplois. L'issue de la 2ème Conférence syndicale mondiale sur les aspects économiques et sociaux du désarmement (Dublin, mai 1986) réaffirme la conviction grandissante des syndicats qu'une transition planifiée de la production militaire à la production civile peut et doit être réalisée sans porter préjudice aux travailleurs.

Les syndicats du monde devraient largement soutenir l'appel lancé par le Congrès de la CES (Milan, Italie), favorable à la création d'agences nationales de conversion, chargées de trouver des alternatives d'emplois pour les branches et secteurs affectés par les coupes dans les dépenses militaires.

Le lien direct entre le désarmement et le développement a été mis en relief une fois de plus. Il est certain qu'à moins d'infléchir la course aux armements et d'entamer le processus de désarmement, tous les efforts visant à l'instauration d'un Nouvel ordre économique international équitable et à la solution des problèmes pressant du développement économique et social auront été vains.

De larges milieux du mouvement syndical **dénoncent la course aux armements comme un instrument impitoyable de l'impérialisme et de la réaction contre les forces du socialisme, de la démocratie et du progrès, utilisé dans l'intérêt des complexes militaro-industriels.** Les syndicats devraient agir avec encore plus d'énergie et de conviction pour dévoiler la vraie nature et caractère des complexes militaro-industriels, force motrice de l'escalade massive des armements.

Il est encourageant de constater que **la vague militariste actuelle sans précédent qui s'est répandue dans le monde suite à la politique d'agression de l'impérialisme a été suivie avec succès d'un aussi large mouvement des forces de paix.**

Ce mouvement de grande envergure est caractérisé par la participation massive des syndicats, à l'Ouest et à l'Est, sans pareille dans la récente période. Vivant des situations très diversifiées, ils commencent à se rendre compte de l'immense responsabilité qu'ils ont à assumer devant leurs membres face à la destinée du monde. En réalité, le monde se trouve en présence d'un phénomène nouveau et remarquable — **l'apparition d'un mouvement syndical des forces de paix.**

Cependant, pour que ce mouvement devienne une vraie force mobilisatrice, les syndicats devront trouver une manière d'unir leurs efforts et de coopérer avec d'autres or-

ganisations de masse. Les différences idéologiques ou autres n'ont aucun sens lorsque la survie de l'humanité est en jeu.

L'engagement confirmé par la CISL à son Congrès d'Oslo — «Pain, paix et liberté» et la lutte de la FSM — «Emplois, paix et progrès social» sont de nature très similaire. Il en va de même avec la majorité des revendications contre la guerre actuellement posées par les Secrétariats professionnels internationaux, les Unions internationales des syndicats et les organisations syndicales dans diverses régions du monde. Ceci souligne la nécessité d'actions conjointes.

Devant cette situation, tous les syndicats, indépendamment de leur caractère ou affiliation internationale, doivent d'urgence conjuguer leurs efforts pour mobiliser les masses de travailleurs dans la lutte des forces éprises de paix pour:

— L'élimination complète de toutes les armes nucléaires avant la fin de ce siècle ou même plus tôt. Sur cette voie, les pas essentiels devraient être un moratoire menant à l'interdiction totale des essais nucléaires, au gel complet de tous les arsenaux nucléaires et la prévention de la course aux armements dans l'espace;

— L'interdiction de développer, produire, déployer et stocker des armes nucléaires, chimiques, biologiques, des armes à laser et toutes autres armes de destruction massive;

— La promotion de zones dénucléarisées, de zones exemptes d'armes chimiques et de zones de paix dans l'océan Indien, la Méditerranée, le Pacifique, l'Europe du Nord, les Balkans, le Sud-Est asiatique, la péninsule coréenne, en Europe centrale, la mer Rouge, la Corne de l'Afrique, la péninsule arabe, la région du Golfe et ailleurs dans le monde;

— L'arrêt de la course aux armements conventionnels, suivi de coupes substantielles dans les armes et les forces armées; les ressources ainsi dégagées devant servir à des fins de développement et à la satisfaction des besoins vitaux des travailleurs.

Le mouvement syndical international devrait renforcer son soutien aux initiatives de paix des Nations-Unies et aux propositions de l'Union soviétique et d'autres pays qui contribuent à un désarmement concernant aussi bien les armes nucléaires que conventionnelles et peuvent être le point de départ à des négociations ayant des résultats positifs. Des pressions devraient être exercées sur les gouvernements concernés pour qu'ils mettent en vigueur la Déclaration des Nations-Unies sur le droit des peuples à la paix.

Le XIème Congrès syndical mondial propose que:

1) Les syndicats du monde, indépendamment de leur caractère ou affiliation internationale devraient continuer à organiser sans relâche des actions de paix, des manifestations et autres activités sous les slogans «Travailleurs et syndicats pour la Paix et l'Emploi» et «Pain, Paix, Liberté» au niveau régional et national, dans les villes, dans l'industrie et le commerce, dans les usines et les entreprises.

2) Le mouvement syndical mondial doit apporter chaque année son soutien actif au 1er septembre, journée traditionnelle d'actions communes, parallèles ou coordonnées d'actions syndicales anti-militaristes. Chaque année, cette date devrait mettre en lumière une facette particulière de la lutte des syndicats pour la paix et marquer le début de la campagne d'automne des forces de paix du monde entier, dont le point culminant serait la Semaine des Nations-Unies pour le désarmement, fin octobre. Cette campagne doit inclure le développement de l'enseignement de la paix dans les écoles.

3) Les syndicats du monde prient la 41ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies de fixer la date et le lieu de la conférence sur le rapport entre le désarmement et le développement qui, malheureusement, ne s'est pas déroulée cette année.

4) **Une conférence syndicale internationale de suivi soit organisée dans un très**

proche avenir pour analyser le lien existant entre le désarmement et le développement, notamment l'instauration d'un Nouvel ordre économique international.

5) Un soutien devrait être accordé à une coopération plus ample des syndicats sur les questions de la paix et du désarmement en faveur de l'organisation d'une conférence des syndicats européens sur ces questions.

6) Davantage d'appui soit donné aux activités du Comité syndical international pour la paix et le désarmement (Comité de Dublin), qui tente d'agir sur les problèmes pressants de la lutte pour la paix et le désarmement, acceptable pour les syndicats provenant de contextes divers. Le Comité doit poursuivre et élargir son travail en particulier l'analyse des thèmes et situations liés aux conditions de vie spécifiques des salariés à l'heure actuelle.

7) Les syndicats du monde entier soutiennent l'appel à faire des 6 et 9 août — Journées de Hiroshima et Nagasaki — des dates d'action de masse intensifiée du mouvement de paix international contre la menace nucléaire.

8) Le mouvement syndical international soutient le Congrès mondial consacré à l'Année internationale de la Paix qui se tiendra à Copenhague du 15 au 19 octobre 1986, ainsi que le forum syndical qui sera organisé dans ce cadre.

9) Pour réaliser ces objectifs, les centrales syndicales doivent inviter tous les syndicats à agir sur tous les lieux de travail, pour faire connaître les dangers existants à l'ensemble des travailleurs et les appeler à agir, en multipliant les initiatives, en faisant signer largement les propositions faites dans ce document.

Malgré les problèmes graves et complexes existant aujourd'hui dans le monde, toutes les forces progressistes et pacifiques, parmi lesquelles les syndicats, peuvent, si elles sont unies, mettre un terme à la course aux armements et instaurer un meilleur climat politique et la paix universelle.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

ACTION SYNDICALE SUR LES QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES

Se basant sur le Document principal adopté par le XIème Congrès syndical mondial, la Commission sur les questions économiques et sociales considère que la question centrale aujourd'hui pour le peuple travailleur et ses organisations est la consolidation et l'intensification de la lutte et de l'unité d'action aux niveaux national, régional et international. La situation des travailleurs dans de nombreux pays s'est gravement détériorée et aurait pû être encore pire sans les luttes opiniâtres des travailleurs et de leurs organiations depuis le Xème Congrès syndical.

Pendant les 4-5 dernières années, des actions courageuses ont dû être organisées et des sacrifices énormes consentis pour s'opposer à l'offensive globale du grand capital contre l'emploi, le niveau de vie et les droits des travailleurs. Au cours de ces luttes, les travailleurs et leurs organisations ont manifesté souvent une unité d'objectifs et mené dans un certain nombre de cas des actions convergentes.Les succès remportés auraient été plus importants et viables si l'unité d'action avait été plus ferme, durable et globale en termes de problèmes et de forces. Dans beaucoup de cas, le manque d'unité d'action des travailleurs et des syndicats aux plans national, régional et international, a posé un obstacle sérieux, sinon insurmontable devant les travailleurs, qui n'ont pas donné la réponse voulue aux attaques du grand capital contre leurs droits conquis à l'issue de rudes luttes. Le grand capital s'appuit sur cette situation pour continuer ses attaques contre les moyens d'existence des masses laborieuses, comme en témoigne la grave détérioration de la situation depuis le Xème Congrès.

Le grand patronat, à la recherche du maximum de profits, en particulier financiers et les gouvernements qui le soutiennent, sont responsables de la destruction des activités productives, du chômage massif, de la précarité de l'emploi, de la dépression de la consommation populaire, des reculs du pouvoir d'achat des salaires, de la protection sociale et du niveau de vie des travailleurs.

Les stratégies du capital ont conduit dans de nombreux pays, au déclin et à la précarité de l'emploi, à la stagnation économique, à la crise du développement et des relations économiques internationales.

La politique de déréglementation et de privatisation, les pratiques visant à la «flexibilité» de la force de travail, ainsi que toutes les autres mesures qui élargissent les pouvoris arbitraires du patronat aggravent la crise.

Des actions énergiques sont nécessaires contre les forces responsables de la crise et pour que l'action de l'Etat, le secteur public, soient placés au service d'objectifs de développement et de création d'emplois.

Il est donc important d'opposer un large front des travailleurs aux diverses attaques contre l'emploi et le niveau de vie des travailleurs. Une campagne internationale intensifiée pour l'emploi, contre le chômage est devenue essentielle. A ce propos, il est important d'encourager dans les industries, particulièrement celles en restructuration (textile, télécommunications, métallurgie, etc.) des consultations conjointes entre experts syndicaux des pays capitalistes, socialistes et en voie de développement, sur les questions liées à la revitalisation des industries concernées et au développement industriel équilibré. Une action syndicale commune est nécessaire au niveau de l'OIT afin de faire adopter une convention relative au droit au travail et de prendre des mesures concrètes pour étudier la question du chômage. Les organisations syndicales doivent apporter une attention particulière aux effets de la crise sur les travailleurs agricoles et

aux revendications spécifiques qui en découlent et à l'application de la convention de l'OIT sur les droits des travailleurs ruraux.

La lutte pour le plein emploi, contre le chômage, les formes d'emplois précaires et les abus du travail à temps partiel, requiert une meilleure coordination entre les syndicats. Des consultations entre les organisations nationales, régionales et internationales pour l'établissement de cette coordination sont souhaitables. L'action coordonnée et la prise des mesures nécessaires pourrait aboutir à une journée internationale de lutte contre le chômage, la défense et la création d'emplois. Il est nécessaire de rechercher à organiser les chômeurs, les travailleurs à domicile, et les intérimaires, au sein des organisations syndicales et aux côtés des travailleurs permanents de mener la bataille contre le chômage et la défense des postes de travail.

Les récentes conférences et activités syndicales sur le développement, ainsi que les conclusions adoptées à l'unanimité par la Conférence syndicale mondiale sur le développement (Belgrade, 1980) ont mis en relief la communauté d'intérêts qui existe entre les syndicats des pays en développement, des pays capitalistes avancés et des pays socialistes autour des thèmes du développement. Le monde du travail, indépendamment de systèmes sociaux ou de niveaux de développement, a soutenu pleinement la Déclaration des Nations Unies concernant l'instauration d'un Nouvel ordre économique international. La mise en application de cette Déclaration est une nécessité urgente. Mettre un terme aux relations économiques injustes et inéquitables imposées par les sociétés et banques transnationales pourrait dégager des ressources adéquates pour le développement économique et social. En mettant un terme à l'exploitation des nations et des travailleurs par les STN et leurs banques, il serait possible d'instaurer une coopération économique entre Etats fondée sur l'égalité et l'avantage mutuel. Une juste distribution et le développement économique des pays en développement permettraient de créer davantage d'emplois, limitant les mouvements migratoires y compris la fuite des cerveaux. Grâce à la relance du commerce et à la coopération économique le niveau de vie des travailleurs des pays industrialisés pourrait aussi être amélioré. De même, mettre un terme à la course aux armements et au détournement inoui de ressources considérables à des fins de destruction dégagerait des ressources financières et humaines indispensables au développement économique et social. C'est pourquoi il est nécessaire de lancer des actions concertées et de promouvoir diverses formes de solidarité autour des thèmes du développement. Ces questions devraient être étudiées, pour ensuite intensifier l'action syndicale régionale et globale.

A ce propos, il serait bon après la Première conférence syndicale mondiale sur le développement, qui a eu des résultats positifs, de tenir une nouvelle initiative réunissant à nouveau dans l'unité les syndicats des pays en développement, des pays capitalistes avancés et des pays socialistes. Les institutions des Nations Unies concernées, et plus particulièrement l'ECOSOC pourraient contribuer à une meilleure approche du développement en organisant une table ronde des organisations syndicales internationales et de spécialistes des Nations Unies sur l'évolution de la stratégie internationale du développement pour la Troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

12 années après la proclamation par l'ONU de la déclaration et du programme sur le NOEI, celui-ci ne s'est pas concrétisé dans les relations économiques internationales. Il est nécessaire pour les syndicats d'intensifier leur action et leur pression pour leur application.

Les effets de la dette extérieure des pays en voie de développement ont provoqué une situation telle, que ses conséquences se traduisent non seulement par l'impossibilité du développement, mais aussi par la chute constante des niveaux de consommation déjà très bas. Cela compromet, notamment dans le cas de l'Amérique latine, l'existence même des processus démocratiques en cours. Cela résulte de la contradiction

entre le service de la dette et le processus de développement des pays sous-développés.

La dette externe pèse lourdement sur la situation des travailleurs, des peuples et notamment ceux des pays en voie de développement, c'est un enjeu pour tous les travailleurs du monde. Les syndicats du monde entier ont accueilli avec satisfaction la Résolution sur **le fardeau de la dette extérieure** de nombreux pays en développement, adoptée à l'unanimité par les délégués travailleurs et toutes les organisations syndicales internationales présentes à la 72ème Conférence internationale du travail de l'OIT. **Cette unité d'action doit être encore intensifiée.**

Les syndicats des pays d'origine des banques transnationales devraient prendre des mesures concrètes contre l'usure et l'exploitation injuste qui épuise les ressources réelles des pays et constitue un vrai pillage. Le mouvement syndical mondial devrait encore renforcer ses actions coordonnées contre la politique imposée par le Fonds monétaire international, à mener la lutte pour un NOEI et des formes de coopération économique régionale dans la perspective du développement.

Les actions syndicales régionales de lutte contre les conséquences du fardeau de la dette extérieure et la recherche de sa solution dans l'optique du développement en Amérique latine tel le 23 octobre dans ce continent et dans des différentes régions du monde, devraient être un moyen de développer la lutte et la solidarité internationale.

Les luttes des travailleurs contre la politique «d'austérité», dont le gel des salaires, ont besoin d'être mieux coordonnées. **Les syndicats de toutes les affiliations et orientations devraient unir leurs forces pour faire face au niveau élevé de coordination atteint par les groupements patronaux transnationaux dans leur politique anti-ouvrière et anti-sociale.**

Au cours des dernières années, de nombreuses actions de grève ont mis en avant la question de la réduction des heures de travail sans perte de salaire, en particulier par rapport à l'introduction des nouvelles technologies, et la nécessité de créer davantage d'offres d'emploi. Dans certains cas, les syndicats ont réussi à obtenir la réduction du temps de travail, soit hebdomadaire, soit annuel par l'allongement du temps de vacances et l'abaissement de l'âge de la retraite avec des droits complets.

Une attention particulière devrait être accordée à la détérioration de la protection sociale des travailleurs, conséquence de la crise, et aux mesures «d'austérité» préconisées par les gouvernements de la plupart des pays capitalistes. Il convient de réviser et d'analyser les modifications apportées aux systèmes de sécurité sociale dans les pays industrialisés et les pays en développement et d'organiser des actions syndicales unitaires appropriées aux niveaux national, régional et international pour obtenir la mise en application de la Charte de la sécurité sociale adoptée par le Xème Congrès syndical mondial.

Devant les menaces qui pèsent sur les régimes de retraite, les travailleurs retraités, et les actifs, doivent développer des actions pour le maintien et l'amélioration du pouvoir d'achat de celles-ci. Des initiatives doivent être développées dans ce but par les syndicats.

A cela s'ajoute les actions pour l'extension du droit aux loisirs, pour l'obtention des moyens de leur exercice, par la mise en valeur du tourisme social et des loisirs.

Les progrès des sciences et des techniques, leur application, ouvrent d'immenses perspectives pour l'homme, son épanouissement, le progrès de la société et l'environnement. Les travailleurs sont pour le progrès scientifique et technique à condition qu'il soit mis au service du progrès social.

Dans de nombreux pays, les travailleurs ont mené des luttes acharnées pour protéger leurs droits et intérêts lorsque les employeurs introduisaient des **technologies nouvelles.** Les syndicats devraient donc développer l'action et imposer des formes oppor-

tunes de solidarité et des mesures pour prévenir un emploi abusif des nouvelles technologies, leur introduction unilatérale conduisant à des conséquences sociales défavorables sur l'emploi, les salaires, la classification, la qualification, la santé, la sécurité, etc.

Les politiques des pays socialistes font que les investissements dans les secteurs industriels ne sont pas en opposition ni avec le droit au travail ni avec les droits sociaux. Au contraire, ils ouvrent de grandes perspectives pour les travailleurs par une plus grande participation des organisations syndicales aux prises de décisions de caractère économique et social dans le domaine des salaires, de la sécurité du travail, de l'organisation de la vie sociale, culturelle, etc...

Il serait utile que les syndicats développent encore plus leurs échanges d'informations, qu'ils entreprennent des recherches en commun, notamment sur les mutations structurelles de la force de travail et autres aspects découlant de l'introduction de nouvelles technologies et encourageant les formes les plus appropriées d'actions régionales et internationales. Dans ce contexte, il serait bon d'examiner les possibilités d'établir un centre pour de tels échanges entre les syndicats sur les problèmes des nouvelles technologies.

Dans le contexte d'évolution rapide de l'application dans l'activité économique des résultats des progrès scientifiques et techniques, la nature des emplois, ainsi que la qualification requise se modifie. Ceci nécessite une formation plus poussée suivie de possibilités d'avoir une formation complémentaire de mise à jour des connaissances. L'analphabétisme existant encore pose aux syndicats la nécessité d'agir davantage pour que chaque travailleur puisse par un enseignement public répondant aux besoins, accéder à la formation nécessaire à l'exercice de son emploi, ou adaptation aux évolutions scientifiques et techniques, sa promotion sociale et son épanouissement culturel. Dans cette perspective il est important que les syndicats développent leur coopération avec l'organisation des Nations Unies qu'est l'UNESCO.

Les employeurs cherchent à se servir des nouvelles technologies pour introduire des pratiques discriminatoires de recrutement, de fixation des salaires, etc. Au nom de la «flexibilité», les normes ouvrières fixées après des décennies de négociation collective sont modifiées ou totalement éliminées. L'action syndicale sur le plan national et international devrait donc être renforcée pour faire face à cette politique anti-syndicale.

L'interdépendance accrue de l'économie globale, les activités des STN, la politique anti-ouvrière coordonnée des Etats d'origine des STN et les besoins de la solidarité exigent de mieux coordonner les luttes syndicales pour les revendications économiques et sociales. Il est chaque jour plus clair qu'aucune organisation ne peut, seule, relever les défis lancés au mouvement syndical mondial. Il est temps de prendre des mesures énergiques pour rehausser le niveau de coopération et de coordination syndicale internationale et pour promouvoir l'unité d'action sur les questions économiques et sociales importantes.

Partant de l'expérience des coordinations syndicales acquises dans certaines STN, il faut amplifier ce mouvement et renforcer l'activité de la commission des STN décidée par le Xème Congrès. Le mouvement syndical mondial devrait développer son programme afin de contrer la stratégie et la politique des STN.

Le mouvement syndical doit exercer des pressions et exiger des sanctions à l'encontre des investisseurs étrangers dans les pays qui privent les syndicats des droits minimums reconnus par l'OIT. Il devrait en outre exiger la négociation conjointe, au niveau mondial, avec des STN spécifiques, des conférences et consultations entre tous les syndicats opérant au sein d'une même STN. Le mouvement syndical doit lutter contre la concurrence en matière d'emploi, organisée par le capital, entre les travailleurs des différents pays et des différentes régions du monde.

TOUTE REPRODUCTION INTERDITE

Le Centre de l'ONU des STN s'efforce sans résultat depuis 13 ans déjà d'élaborer un **Code international de conduite qui régirait les activités des STN.** Ceci montre combien les STN sont capables de faire pression sur les gouvernements de leurs pays de base, contre toute tentative d'imposer un règlement international. Il est donc nécessaire de mobiliser l'opinion publique mondiale contre ces stratégies de domination des STN. Un Code de conduite contraignant, devrait permettre l'application et l'actualisation concrètes de la Déclaration tripartite de l'OIT sur les multinationales...

Les syndicats doivent intensifier les actions pour la ratification et donc l'application de la convention de l'ONU sur l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes, ainsi que des conventions de l'OIT concernant le droit des femmes travailleuses et leur opposition à toutes les violations de ces principes. Au cours des dernières années de la Décennie des Nations Unies pour la femme et de l'année internationale de la jeunesse, les organisations syndicales ont entrepris de nombreuses activités autour des problèmes spécifiques des femmes et des jeunes travailleurs. Ces activités ont créé des conditions permettant d'élever le niveau de l'action unitaire et de parvenir à une meilleure coordination dans ce domaine entre les syndicats des différents pays. Il serait donc bon de préparer dès maintenant certaines initiatives spécifiques pour faire progresser ces actions unitaires. Il serait par exemple opportun de préparer et de tenir une Conférence syndicale internationale élargie des femmes travailleuses, ainsi qu'une Conférence syndicale internationale des jeunes travailleurs. Les droits des travailleurs migrants qui, au cours des dernières années, ont subi davantage d'exploitation, de discrimination, de répression et de violence raciste dans de nombreux pays, nécessitent une action syndicale plus intense et des initiatives doivent être prises.

L'introduction des nouvelles technologies a encore rehaussé le rôle des **ingénieurs, cadres et techniciens** (ICT). Ils occupent une place importante dans l'activité économique. Ils sont devenus un facteur important dans les luttes. Ce personnel technique et administratif est dans un certain nombre de pays insuffisamment organisé et intégré dans les syndicats et dans de nombreux pays la coordination est insuffisante; dans d'autres la coopération entre ces catégories et le mouvement syndical n'existe pas. Il est nécessaire de surmonter ces faiblesses et les syndicats devraient encore renforcer leurs activités sur les revendications spécifiques des ICT.

Dans les zones franches les travailleurs sont privés de leur droit à s'organiser et parfois même de leurs droits les plus élémentaires. C'est une grande préoccupation du monde du travail. Il appartient aux syndicats de tout faire pour organiser les travailleurs de ces zones et pour assurer la défense de leurs intérêts.

Les récents événements liés à l'utilisation de nouvelles technologies qui se sont produits dans différents pays, la pollution de la nature, montrent la gravité des problèmes de l'environnement et de nouveaux risques du travail. Les syndicats exigent une intervention adéquate des Etats afin de mettre un terme à la détérioration de l'environnement et d'introduire des normes de sécurité convenables. Dans ce sens il serait souhaitable de tenir une conférence internationale élargie sur la sécurité au travail et la protection de l'environnement. Une telle conférence pourrait rassembler les plus vastes milieux intéressés pour agir dans l'unité contre les négligences accrues des normes de sécurité et pour la protection de l'environnement.

L'UNITE D'ACTION POUR LES DROITS SYNDICAUX

L'expérience historique a montré que les syndicats ont une fonction vitale dans la société en exprimant les aspirations collectives des travailleurs à plus de justice sociale, en apportant une contribution indispensable au développement économique et au progrès social, en défendant la démocratie et la paix.

En même temps les travailleurs ont fait la dure expérience qu'aucune avancée sociale n'a été possible sans les luttes, souvent acharnées, qui ont marqué le mouvement ouvrier international comme celle des travailleurs américains de Chicago il y a cent ans.

La crise actuelle qui frappe la société capitaliste remet à l'ordre du jour la vieille réalité de la lutte de classe.

La course aux profits, la domination des monopoles sur l'économie et la politique des Etats, le rôle particulier que jouent les sociétés transnationales et les institutions financières internationales — comme le FMI, expriment la volonté des forces du capital de faire supporter le poids de la crise aux travailleurs et aux peuples.

Pour parvenir à cet objectif une offensive sans précédent est menée dans l'ensemble des pays capitalistes contre le mouvement syndical. Afin de trouver une issue à leur crise qui va s'approfondissant, ces forces s'acharnent à vouloir instaurer un type de société où seraient supprimées toutes les garanties individuelles et collectives.

Dans l'ensemble du monde capitaliste les travailleurs sont confrontés à une stratégie organisée qui vise tous les types d'entreprises — grandes et petites, publiques et privées, toutes les catégories professionnelles et les composantes du salariat quel que soit l'âge, le sexe ou la nationalité. Elle vise aussi les intérêts vitaux de familles entières et des retraités qui sont de plus en plus menacés par la précarité qui frappe déjà des millions de chômeurs.

Les politiques actuelles de restructuration poursuivies par les monopoles à l'échelle mondiale, les redéploiements industriels et la nouvelle division internationale du travail, ont des conséquences qui affectent des domaines toujours plus larges, étant accompagnées d'une concentration et centralisation accrues du pouvoir économique et de la prise de décision. Le caractère antidémocratique de ces processus ne cesse de s'accentuer.

De nouvelles formes d'exploitation sont introduites et utilisées dans le même temps pour faire pression sur les travailleurs ayant encore un emploi et pour les contraindre à accepter le recul des acquis.

Bien que la situation varie d'un pays à l'autre et que des différences existent entre les situations dans les pays capitalistes développés et en voie de développement, l'offensive anti-syndicale souligne des convergences marquantes.

Elle se caractérise par une intense campagne idéologique s'attaquant à l'idée même du syndicalisme, autour des thèmes développés sur «l'inutilité des syndicats dans ces nouvelles conditions» ou sur «la crise du syndicalisme».

Dans les pays socialistes, une riche discussion et un travail pratique sont en cours afin d'accroître le rôle des syndicats, pour mettre pleinement à profit les possibilités multiples qu'offre la société socialiste de participation massive, active et constructive des travailleurs à tous les domaines de l'économie et de la société. L'expérience pratique des travailleurs et des syndicats des pays socialistes confirme que ces pays sont les plus avancés, dans le monde contemporain dans la consécration, la garantie et l'application des droits des travailleurs dans le domaine politique, économique, social et cul-

turel. Ils sont appelés à promouvoir avec plus de vigueur la mise en valeur de l'autogestion socialiste populaire et la politique économique et sociale qui couvre tous les aspects de la vie des travailleurs.

Dans les pays capitalistes développés où la lutte constante des travailleuses et des trvailleurs avait imposé des législations sociales garantissant la reconnaisance des droits syndicaux, des changements législatifs sont intervenus et interviennent pour restreindre ces droits et remettre en cause les acquis obtenus par négociation collective, dont le principe même est menacé.

La «flexibilité» que les monopoles essaient d'imposer représente une attaque directe contre le droit à l'emploi stable, contre les salaires garantis, la reconnaissance des qualifications, la protection sociale et les libertés. L'application des nouvelles technologies est utilisée comme alibi pour alimenter la campagne idéologique en vue d'imposer des reculs sociaux graves et la précarisation de toute la vie sociale. L'individualisation et la personnalisation des rapports entre salariés et patrons participent à l'offensive contre l'existence même des syndicats.

Dans cette situation, certaines organisations syndicales cèdent et acceptent de gérer la crise en acceptant de négocier le recul social, cependant on assiste à un développement des luttes pour sauvegarder les acquis, défendre les droits syndicaux et les libertés.

A travers le monde, la lutte des peuples contre le colonialisme et le néocolonialisme, les sociétés transnationales, pour l'autodétermination et la souveraineté nationale, prend une nouvelle dimension et touche tous les continents. Dans cette convergence des luttes libératrices le mouvement syndical tient une place originale et fondamentale par la défense quotidienne des intérêts vitaux et matériels individuels et collectifs des travailleuses et des travailleurs. Il constitue ainsi avec l'ensemble des forces progressistes un front important de la lutte contre la faim et la misère et pour un Nouvel ordre économique international.

Dans la majorité des pays en voie de développement les violations des droits syndicaux, la répression brutale sont de plus en plus fréquentes. La lutte pour les droits syndicaux va de pair avec celle pour les libertés démocratiques et les droits de l'Homme.

Les droits syndicaux n'ont pas été un cadeau offert par le patronat. Ils sont l'acquis de haute lutte par les travailleurs avant d'être officiellement reconnus à travers la législation.

L'action et l'action unie des travailleurs pour défendre et imposer de nouveaux droits est plus que jamais d'actualité.

C'est d'abord dans chaque pays, dans chaque entreprise que doit se développer l'action unitaire des travailleuses et des travailleurs pour être en mesure de promouvoir une riposte efficace et générale à l'offensive antisyndicale. Le mouvement syndical dipose de potentialités considérables — l'unité d'action et la solidarité internationale, le soutien des travailleurs des pays socialistes et de leurs syndicats, les expériences accumulées par la lutte de plusieurs générations de travailleurs dans le monde entier. Le mouvement syndical dans le monde, dans ses différentes composantes regroupe quelques 500 millions d'hommes et de femmes. Le siècle de lutte qui s'est écoulé depuis le 1er Mai 1886 a appris aux travailleurs et aux syndicats que leur force réside dans l'unité et la solidarité.

L'offensive actuelle exige une nouvelle stratégie des luttes, dans tous les pays concernés. Il est impérieux que les actions aux niveaux national, régional et international, soient plus complémentaires, plus coordonnées et plus unitaires. Cela suppose avant tout une mobilisation, la plus large possible, des travailleurs et de leurs syndicats, qui s'étendrait à tous les pays. Elle devrait être orientée, sur la base de la Déclaration universelle des droits syndicaux adoptée par le 9ème Congrès syndical mondial:

1) Pour la reconnaissance du droit à l'activité syndicale dans l'entreprise et pendant le temps de travail; à la négociation collective d'entreprise ou pour compléter, adapter, les Conventions collectives nationales; à l'élection et la protection des représentants syndicaux.

2) Dans les sociétés transnationales, exiger le droit de consultations entre syndicats et de négociation collective intéressant l'ensemble du personnel par la société.

En direction du patronat:

1) Pour que soient prises les mesures abolissant toutes les lois ou actes administratifs qui empêchent ou restreignent le libre exercice du droit syndical.

2) L'adoption de lois assurant l'exercice effectif et sans restriction des droits syndicaux, de négociation collective, y compris le droit de grève et la garantie de l'application de ces lois.

3) Pour que soient ratifiees les Conventions internationales caractérisant les droits et les libertés syndicales.

En direction des Nations Unies:

Considérant qu'il ne peut être possible d'assurer le respect des libertés civiles sans que soient respectées les libertés syndicales:

Action auprès du Centre pour les droits de l'Homme de l'ONU, pour exiger une contribution plus efficace en faveur des droits collectifs contenus dans les Pactes Internationaux relatifs aux droits économiques et sociaux et aux droits civils et politiques.

En direction de l'OIT:

Engager l'action unie du Groupe des travailleurs, des Conférences internationales du travail et du Conseil d'Administration pour l'amélioration et l'élargissement des Conventions existantes touchant les droits et les libertés syndicales dans les secteurs industriels, agricoles et de la fonction publique, garantissant notamment:

— le droit à exercer les activités syndicales au sein des entreprises et autres lieux de travail;

— le droit à négocier les salaires et les autres conditions des travailleurs;

— le droit à la participation des syndicats dans les entreprises et dans l'économie en général;

— le droit à participer à l'élaboration des législations du travail;

— le droit de grève;

— le droit de participer pleinement aux activités syndicales nationales et internationales;

— le droit à l'accessibilité des syndicats aux moyens de communications de masse;

— le droit à la protection contre toute discrimiantion en matière d'affiliation et d'activité syndicale.

Cet ensemble de propositions exige l'élévation à un niveau supérieur de l'action de l'ensemble du mouvement syndical national, régional et international. Dans de nombreux pays l'existence même des syndicats, quelle que soit leur orientation, est menacée. Cela exige de l'ensemble du mouvement syndical d'entreprendre toutes les mesures appropriées d'action et de lutte pour faire face à cette menace.

Pour organiser la riposte nécessaire aux attaques dont est victime l'ensemble du mouvement syndical à travers le monde, nous proposons de constituer: un Centre syndical international des droits syndicaux qui pourrait avoir pour objectifs:

DEVRİMCİ SOSYALİST İŞÇİ ARŞİV VAKFI

— Rassembler sans distinction d'affiliation internationale les représentants des forces syndicales disposées à œuvrer en commun pour la défense et l'extension des droits syndicaux;

— Œuvrer contre les restrictions des droits syndicaux reconnus par l'Organisation internationale du travail et des Pactes internationaux des Nations-Unies;

— Entreprendre et faciliter l'échange d'expériences entre les centrales syndicales en organisant, selon les besoins, des journées d'études ou forums au niveau régional, ou toute autre forme d'activité...

Le XIème Congrès syndical mondial réaffirme sa solidarité agissante avec les travailleurs et les militants syndicaux persécutés, réprimés, emprisonnés, et à tous ceux qui affrontent les attaques du capital dans les dures conditions d'oppression. Il appelle tous les syndicats à intensifier la solidarité internationale avec les travailleurs et les syndicats victimes des violations des libertés syndicales et d'agir pour la défense et l'élargissement des droits syndicaux.

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARASTIRMA VAKFI

DECLARATION DE SOUTIEN A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET A SES INSTITUTIONS

Le XIème Congrès syndical mondial (Berlin, RDA 16-22 septembre 1986) constate avec beaucoup d'inquiétude la gravité de la campagne lancée par le gouvernement des Etats-Unis, par certains Etats et par les forces réactionnaires contre l'universalité des institutions des Nations Unies et contre l'efficacité de l'Organisation elle-même.

Toutes les forces éprises de paix et de liberté, en particulier le mouvement syndical, avaient accueilli avec de grands espoirs la création de l'ONU en juin 1945 après la défaite nazie, la victoire sur le fascisme et le militarisme. Le Ier Congrès syndical mondial (Paris, octobre 1945) avait souligné l'importance de la coopération entre les syndicats et les nouvelles institutions internationales créées pour assurer la paix, la sécurité, la coopération économique, sociale et culturelle entre toutes les nations. Il avait aussi renouvelé son exigence de voir le mouvement syndical représenté au Conseil économique et social (ECOSOC) avec un statut consultatif.

Depuis lors, les travailleurs et les peuples ont remporté d'importantes et nombreuses victoires dans leur lutte pour l'émancipation et l'indépendance nationale, en particulier dans les pays anciennement colonisés qui ultérieurement sont devenus membres des Nations Unies et ont rejoint pour la plupart le mouvement des non-alignés.

Cette évolution du monde et des peuples vers l'indépendance nationale, le progrès social, le maintien et le renforcement de la paix, contre les forces de l'impérialisme et du néo-colonialisme a largement influencé les Nations Unies et leurs institutions dans l'orientation de leurs activités au service de l'humanité. C'est ce qui explique les attaques des puissances impérialistes et réactionnaires, et la raison pour laquelle les gouvernements des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de Singapour ont quitté l'UNESCO, tentant ainsi de freiner l'évolution positive des activités de cette institution.

L'impérialisme, le néo-colonialisme et les sociétés transnationales font obstacle à l'application des documents de l'ONU, tels que «la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un Nouvel ordre économique international», la «Charte des droits et devoirs économiques des Etats» et s'opposent à l'adoption par l'ONU d'un code de conduite régissant les activités des STN. Ce sont les gouvernements des mêmes puissances qui sont responsables des abus et injustices que commettent certaines institutions spécialisées comme le FMI ou la Banque mondiale. Ce sont toujours les mêmes forces qui font délibérément obstacle à l'adoption de sanctions obligatoires contre le régime raciste d'apartheid en Afrique du Sud.

Malgré toutes ces difficultés, toutes les vicissitudes que connaît l'ONU, le XIème Congrès syndical mondial apprécie ce qui a été fait et ce qui se fait dans le cadre du système des Nations Unies pour la liberté, la paix et le progrès social.

Le XIème Congrès syndical mondial réaffirme que l'OIT, qui fait partie du système des Nations Unies, devrait, par sa structure et ses procédures, permettre d'éliminer toute forme de discrimination et garantir l'application du principe d'universalité ainsi que la participation de tous ses membres, sur un pied d'égalité, à ses divers organes, ceci est particulièrement vrai si l'on tient compte des réalités actuelles au sein du mouvement syndical, et contribuerait à accroître le caractère démocratique et l'efficacité de l'OIT en orientant ses objectifs au profit du peuple travailleur.

Au nom des 296 millions de travailleurs que nous représentons au XIème Congrès syndical mondial, nous appelons les travailleurs et les syndicats de tous les pays à agir plus vigoureusement et dans une plus grande unité pour mettre en échec les manœuvres d'obstruction et les pressions politiques et financières des forces réactionnaires contre les institutions et décisions des Nations Unies. Dans cette situation difficile, il est vital que les syndicats et les autres organisations concernées soutiennent et agissent en faveur des activités et objectifs progressistes de l'ONU pour garantir:

— Une politique de paix, de désarmement et de détente.

— Le respect de l'indépendance et de la souveraienté de tous les peuples, des libertés, de la démocratie.

— Le progrès social, le développement, l'instauration du NOEI, l'aide aux pays en voie de développement, l'élaboration et mise en pratique d'un Code de conduite régissant les activités des STN.

— La coopération internationale dans tous les domaines et l'élimination des pratiques discriminatoires injustes.

DECLARATION SUR LES TACHES DES SYNDICATS EN DIRECTION DES FEMMES TRAVAILLEUSES

Le XIème Congrès syndical mondial, réuni à Berlin, RDA, du 16 au 22 septembre 1986, et représentant 296 millions de travailleurs, constate l'engagement croissant des travailleuses dans les actions syndicales à tous les niveaux. Leur participation à la vie économique et sociale est prouvée par le fait qu'elles sont 600 millions, ce qui représente 35% de la force de travail dans le monde. Ce développement positif des dernières décennies devrait se consolider et devenir un processus irréversible.

Le Congrès note que les femmes travailleuses se trouvent parmi les personnes qui subissent le plus durement les conséquences de la crise capitaliste et que leurs conditions de travail et de vie continuent de se détériorer. Dans sa course aux profits maxima, les employeurs capitalistes, en particulier les sociétés transnationales, ont largement recours aux emplois précaires aux licenciements massifs et aux attaques contre les droits des syndicats.

Dans les pays en développement le fardeau de la dette extérieure et les activités des STNs contribuent toujours à la hausse du chômage et du sous-emploi, et la paupérisation des masses laborieuses, les femmes étant parmi les premières victimes de ces maux. Dans le monde capitaliste, la discrimination à l'égard des femmes dans la vie sociale et politique, l'accès à l'éducation, la formation professionnelle et la culture, continue de se manifester. Dans beaucoup de pays, les médias contrôlés par les gouvernements et les employeurs servent ou alimentent l'offensive idéologique contre le droit des femmes au travail.

La Conférence de Nairobi a reflété ces facteurs et attiré l'attention sur les problèmes des femmes travailleuses et la nécessité de les faire participer activement dans les syndicats, à tous les niveaux. L'expérience a montré que cette participation a contribué au succès des luttes des syndicats.

KESK TÜSTAV ARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Le Congrès appelle tous les syndicats à renforcer leurs activités concernant les problèmes des femmes travailleuses, à promouvoir la participation des femmes travailleuses à tous les niveaux de la direction du mouvement syndical et à lancer des initiatives pour l'action autour des problèmes des femmes travailleuses tels que:

— Egalité des chances dans l'emploi et la promotion, égalité dans la rémunération;
— Egalité d'accès à l'éducation et à la formation professionnelle;
— Mesures de sécurité sociale sans discrimination y compris congés de maternité et assistance à l'enfance.

Le Congrès juge nécessaire de préparer la 5ème Conférence syndicale mondiale sur les problèmes des femmes travailleuses, avec une représentation aussi large que possible de syndicats d'affiliations diverses, afin d'intensifier les actions unitiares des syndicats pour la réalisation des droits des femmes travailleuses.

MESSAGE AUX TRAVAILLEURS ET AU PEUPLE DE RDA

Le XIème Congrès syndical mondial présente ses salutations et ses remerciements à la Confédération des syndicats libres allemands (FDGB) et au peuple de RDA pour les excellentes conditions mises à la disposition de cette importante assemblée du mouvement syndical international afin d'assurer son succès.

Le Congrès a eu l'honneur d'accueillir le président du Conseil d'Etat de RDA et secrétaire général du Comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), Erich Honecker, dont le discours prononcé pendant la séance d'inauguration est source d'inspiration pour nous tous.

Les efforts considérables déployés par la FDGB pour préparer et organiser le XIème Congrès syndical mondial ont largement contribué à faire de cette assemblée un forum permettant un débat libre, concret et fructueux sur les questions les plus brûlantes du mouvement syndical international, la promotion politique, pour la sauvegarde de la paix, pour des résultats concrets dans la lutte pour le désarmement, contre le danger croissant de guerre nucléaire, pour la défense et l'élargissement des droits syndicaux, pour le développement social.

Les participants au XIème Congrès syndical mondial saluent l'esprit internationaliste et révolutionnaire inébranlable de la FDGB qui a toujours contribué activement à promouvoir l'unité du mouvement syndical international et la solidarité internationale.

Pendant notre séjour en RDA, au cours des réunions et entretiens avec des travailleurs et des personnalités, nous, les participants au XIème Congrès syndical mondial, avons pu voir par nous mêmes les réalités de cet Etat socialiste prospère, les acquis sociaux, culturels et économiques remarquables, comme le plein emploi et un système exhaustif de sécurité sociale. Les avantages du socialisme ont été mis à profit pour assurer le succès de l'application de la révolution scientifique et technique, au service des travailleurs. Le rôle accru et déterminant rempli par les travailleurs et les syndicats dans la société enrichi les expériences du mouvement syndical international et encourage les luttes de notre temps. Il est clair que l'édification du socialisme en RDA

TÜRK-İŞ VAKFI ARAŞTIRMA VAKFI

constitue véritablement une partie intégrante de la lutte générale des masses laborieuses du monde entier pour la paix et le progrès social. Dans ce contexte, le XIème Congrès syndical mondial salue la position ferme adoptée par la RDA depuis sa fondation après la seconde guerre mondiale, pour qu'une guerre ne commence jamais plus sur le sol allemand.

Le XIème Congrès syndical mondial souhaite à la FDGB et à tout le peuple de RDA, des succès renouvelés dans l'édification future de la société socialiste avancée, assurant un niveau de vie élevé aux travailleurs, ainsi que dans notre tâche commune de défense de la paix et du progrès social dans le monde.

TÜRK-İŞ TARİHİ ARAŞTIRMA VAKFI

RESOLUTION DE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES ARABES

NOTANT AVEC GRANDE INQUIETUDE la situation préoccupante issue:

— des actes permanents de guerre et d'agression, de l'occupation des territoires arabes et de la poursuite de la politique agressive et expansionniste d'Israël, pleinement soutenus par l'administration américaine, et les considérant comme une menace sérieuse à la paix dans le monde;

— de la persistance de l'impérialisme américain, en collaboration avec Israël, dans ses plans visant à imposer son hégémonie militaire, économique et politique dans la région du Moyen-Orient grâce au déploiement de ses flottes et bases militaires en Méditerranée et en Mer Rouge; de la participation d'Israël à l'application du programme de Reagan sur la militarisation de l'espace;

INSISTANT SUR LA NECESSITE

— d'intensifier la solidarité internationale envers les travailleurs et les peuples arabes qui s'opposent aux plans impérialistes et sionistes visant à imposer des politiques de capitulation du type de celle contenue dans les accords de Camp David;

— de renforcer l'unité des forces anti-impérialistes, de soutenir leur lutte et d'assurer le plein respect des droits démocratiques et syndicaux en tant que base de mobilisation effective des masses laborieuses;

— de consolider l'unité au sein du mouvement syndical arabe.

LE XIème CONGRES SYNDICAL MONDIAL réuni à Berlin (RDA), 16-22 septembre 1986:

REAFFIRME sa solidarité envers les travailleurs et le peuple palestiniens en lutte, sous la direction de l'OLP, leur seul représentant légitime, contre l'occupation et la répression brutale de la part d'Israël, pour la réalisation de leurs droits nationaux inaliénables, y compris le droit au retour dans leur patrie, à l'auto-détermination et à l'établissement de leur propre Etat national indépendant, sur leur propre sol.

REAFFIRME sa solidarité et son soutien aux travailleurs et au peuple libanais, ainsi qu'à la Résistance Nationale Libanaise, dans leur lutte courageuse contre l'occupation israélienne, pour imposer le retrait total et sans conditions des forces d'occupation israéliennes de l'ensemble du territoire du Liban, conformément aux résolutions Nos 425, 508 et 509 du Conseil de sécurité des Nations Unies, et pour sauvegarder l'unité, l'indépendance et le développement démocratique du pays.

SOULIGNE son soutien à la fermeté de la Syrie face aux menaces et pressions des forces impérialistes, sionistes et réactionnaires et dans sa résistance aux projets de Camp David et autres solutions capitulardes et séparées; il réaffirme également son soutien à la lutte des travailleurs et du peuple syriens pour la libération des territoires occupés et le renforcement du progrès économique et social de leur société.

APPRECIE HAUTEMENT la tenacité des travailleurs et du peuple de la Jamahiriya arabe libyenne et leur réaffirme sa solidarité face à l'agression barbare perpétrée par les Etats-Unis avec la complicité de leurs alliés occidentaux, particulièrement le gouvernement britannique et face aux menaces militaires, politiques et économiques. Il soutient les revendications de dommages et intérêts présentées par le peuple Libyen.

REAFFIRME sa sollidarité envers les travailleurs et les peuples de la RPD du Yémen qui déjouent les projets de l'impérialisme et de la réaction et consolident leur indépendance nationale et leurs acquis politiques et sociaux.

EXIGE le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés et la convocation, pour un règlement juste de la crise du Moyen Orient, d'une conférence internationale placée sous l'égide des Nations Unies, et à laquelle participeraient l'Union soviétique, les Etats-Unis et les autres parties concernées, dont l'OLP — unique représentant légitime du peuple palestinien.

SALUE les lutes des travailleurs et du peuple du Soudan qui ont réussi à mettre un terme à la dictature de Nemeiry ainsi que leur combat pour affranchir leur pays des conséquences de cette période néfaste et du pillage commis par les sociétés transnationales.

EXPRIME sa solidarité envers les travailleurs en lutte pour leurs revendications et droits syndicaux, face à la répression, en Jordanie, en Tunisie, au Yémen du Nord, au Maroc, à Bahrein, en Arabie séoudite, à Oman et en Egypte et exige la libération de tous les syndicalistes emprisonnés.

APPELLE:

— à l'arrêt de la guerre Irak-Iran et au réglement de tous les conflits par des négociations pacifiques;

— au retrait de toutes les flottes et bases militaires de la Méditerranée et à la transformation de cette région en zone de paix;

— au démantèlement des bases et aménagements militaires et à la fin de la présence militaire impérialiste en Arabie séoudite, en Egypte, à Oman, à Bahrein, en Somalie, dans le Golfe, l'Océan Indien et la Mer Rouge;

— au règlement du problème sahraoui, dans le plein respect du droit de cette nation à l'auto-détermination et à l'indépendance, conformément aux résolutions No 4050 de l'ONU et No 104 AH de l'OUA.

Le Congrès appelle les travailleurs et les syndicats de tous les pays à intensifier encore leurs actions de solidarité avec les travailleurs et les peuples des pays arabes.

DİSK TÜRK-İŞ SOSYAL TARİH ARŞİVİ FİLİSTİN AKFI

RESOLUTION SUR LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE ET DANS LES CARAIBES

CONSIDERANT

la grave situation menaçant l'indépendance nationale des pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes et la paix dans la région, suite à l'escalade de la politique d'intervention des milieux impérialistes américains au pouvoir après leur invasion de la Grenade et les menaces contre Cuba, visant à réprimer les luttes de libération nationale des peuples de la région,

LE XIème CONGRES SYNDICAL MONDIAL, réuni à Berlin (RDA) du 16 au 22 septembre 1986

CONDAMNE les agressions criminelles menées par les Etats-Unis contre le Nicaragua, y compris l'aide politique, logistique et financière aux bandes contre-révolutionnaires et mercenaires qui commettent des actes terroristes, tuent et causent des dégats matériels considérables au pays, dans le but de destabiliser et de renverser le gouvernement sandiniste démocratiquement élu, avec la complicité du gouvernement et des forces armées du Honduras et d'autres gouvernements réactionnaires. Condamne en particulier, en tant que manifestation des plus agressives de cette politique, l'approbation par le Congrès des Etats-Unis d'une somme supplémentaire de 100 millions de dollars pour intensifier la guerre contre le Nicaragua.

EXIGE que le gouvernement des Etats-Unis respecte le jugement rendu par la Cour internationale de justice qui s'est prononcée pour la cessation de l'agression américaine et le paiement des indemnisations au Nicaragua pour les dommages causés.

DENONCE les manœuvres diplomatiques et les pressions de l'administration Reagan et de ses alliés, visant à empêcher l'aboutissement positif des efforts du groupe Contadora, pour une solution globale négociée des conflits dans la région et pour la signature d'un traité de paix qui règlemente équitablement les relations entre les Etats d'Amérique centrale, sans aucune ingérence étrangère.

EXIGE, pour répondre aux aspirations du peuple du Honduras, le retrait de forces américaines qui occupent la quasi-totalité du pays, le transformant en tête de pont pour l'agression contre les pays voisins, particulièrement le Nicaragua.

REAFFIRME sa solidarité aux forces patriotiques du Salvador, dans leur lutte courageuse contre la politique de génocide et de violation des droits de l'Homme les plus élémentaires et exprime l'espoir que le dialogue entamé entre le gouvernement et les représentants du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR) conduira à un règlement politique qui servirait les intérêts du peuple du Salvador.

EXIGE l'arrêt des pressions exercées par les Etats-Unis sur les gouvernements récemment élus au Guatemala et au Costa Rica, pour obtenir un soutien à leur politique d'agression, en dépit des déclarations contraires rendues publiques pendant leurs campagnes électorales respectives; exige en outre que le gouvernement quatémaltèque, le premier gouvernement civil dans le pays après plus de 30 ans de dictature, mette un terme à la répression et aux crimes des notoires «escadrons de la mort».

İSTANBUL BÜYÜKŞEHİR BELEDİYESİ TARİHİ BİNALAR VE MÜZELER MÜDÜRLÜĞÜ ATATÜRK KİTAPLIĞI

REAFFIRME le droit du peuple de Porto Rico à l'autodétermination et l'indépendance; exige que Porto Rico cesse d'être utilisé en tant que base pour l'accumulation des armes nucléaires et pour une agression militaire; exige la libération de tous les prisonniers politiques portoricains, détenus actuellement dans les prisons américaines.

APPELLE le mouvement syndical et toutes les forces éprises de paix et de liberté dans tous les pays à intensifier leur solidarité avec les travailleurs et les peuples d'Amérique centrale, en faveur de la souveraineté nationale, la paix et l'autodétermination des peuples.

EXHORTE les travailleurs du monde entier à développer en particulier la solidarité multiforme et l'aide matérielle aux travailleurs et au peuple nicaraguayens face à la décision scandaleuse du Congrès des Etats-Unis d'octroyer 100 millions de dollars aux groupes mercenaires pour leurs activités terroristes et face au danger imminent d'une agression directe par les troupes des Etats-Unis.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES D'AFRIQUE AUSTRALE

Le XIème Congrès syndical mondial, réuni à Berlin, RDA, du 16 au 22 septembre 1986,

REAFFIRMANT la solidarité entière du mouvement syndical mondial avec les travailleurs d'Afrique du Sud et de Namibie, dans leur lutte héroïque contre le régime raciste de Prétoria, pour la fin de l'apartheid, l'instauration d'une société unitaire, non-raciale et démocratique en Afrique du Sud et pour l'indépendance nationale de la Namibie;

SALUANT les luttes héroïques et résolues, les grèves et autres formes d'action unitaire des travailleurs d'Afrique du Sud pour leurs droits et contre l'apartheid; saluant de même l'unité accrue dans cette lutte et la fondation du Congrès des syndicats d'Afrique du Sud (COSATU);

CONDAMNANT la répression et le massacre brutal de combattants anti-apartheid;

CONDAMNANT la politique raciste du régime sud-africain qui déstabilise les Etats souverains d'Afrique australe et se caractérise par une multiplication des incursions militaires et d'incessantes actions de sabotage économique aboutissant à la destruction massive de la vie et des biens, en flagrante vilolation du droit international.

DENONÇANT AVEC FORCE le soutien accordé par les milieux dirigeants des Etats-Unis, du Royaume-Uni, d'Israël et leurs alliés au régime raciste et à leurs valets, engagés dans des actes de terrorisme contre l'Angola et les autres Etats de la ligne de front;

PROTESTANT VIGOUREUSEMENT contre les sociétés et banques transnationales complices de la politique et des actions anti-populaires du régime de Prétoria visant à perpétuer l'apartheid;

APPRECIANT les efforts de l'OUA, du Mouvement des non-alignés et d'autres organisations gouvernementales et non-gouvernementales, les syndicats en particulier, dans la lutte pour l'abolition de l'apartheid;

APPELLE à imposer des sanctions globales et nécessaires contre le régime de Prétoria et à mettre en application les résolutions des Nations Unies.

APPELLE les syndicats de tous les pays à renforcer davantage leur solidarité et leur soutien à la lutte anti-apartheid et à appuyer la campagne internationale pour:

— la levée de l'état d'urgence et la libération immédiate et inconditionnelle de tous les dirigeants et militants politiques et syndicaux emprisonnés en Afrique du Sud et en Namibie;

— le démantèlement de l'odieux système d'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie; la liberté, immédiate, pour les majorités noires opprimées, sous la direction authentique de leurs organisations, le Congrès national sud-africain (ANC-SA) et l'Organisation du peuple de l'Afrique du sud-ouest (SWAPO);

— le retrait immédiat de toutes les forces sud-africaines de la Namibie,et l'indépendance immédiate de la Namibie, sous la direction de la SWAPO, conformément à la Résolution No 435/78 des Nations Unies;

— l'arrêt de tous les actes d'agression du régime raciste contre les pays limitrophes d'Afrique australe;

— le renforcement du soutien matériel au Congrès sud-africain des syndicats (SACTU) et à la Fédération nationale des travailleurs de Namibie (NUNW), afin qu'ils puissent poursuivre la lutte pour la chute de l'apartheid et l'indépendance de la Namibie;

— l'accroissement de l'aide matérielle au mouvement syndical d'Afrique australe.

APPELLE l'ensemble du mouvement syndical à IMPOSER SES PROPRES SANCTIONS SYNDICALES contre le régime raciste d'Afrique du Sud et à assurer la coordination des actions de solidarité illustrant la démarche commune de la FSM, de la CISL, de la CMT et d'autres organisations syndicales régionales et internationales, des conclusions unanimes des conférences syndicales internationales contre l'apartheid et d'autres initiatives, telle la Conférence internationale des marins contre l'apartheid.

APPELLE les organisations syndicales régionales et internationales à prendre des mesures urgentes visant à convoquer en Afrique australe une Conférence syndicale internationale sur la paix et la sécurité dans cette région.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH VAKFI RAHİM ARMAĞAN

MESSAGE DE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE DU CHILI

Au nom de 296 millions de travailleurs du monde entier, le XIème Congrès syndical mondial réitère sa solidarité la plus active envers votre lutte pour le rétablissement de la démocratie au Chili.

Nous nous réunissons alors que 13 années se sont écoulées depuis l'instauration de l'odieuse dictature fasciste du général Pinochet, fidèle serviteur de l'impérialisme, des transnationales et de la réaction dans le pays. Le mouvement syndical mondial, indépendamment de son orientation a su d'emblée donner une forme unanime à sa condamnation des crimes de la dictature et à l'expression de sa solidarité avec les travailleurs et le peuple chiliens, et en particulier avec leur mouvement syndical.

En ces instants, décisifs pour le Chili, nous vous renouvelons notre appui et notre solidarité. Nous nous félicitons du début d'activité du Commandement National des Travailleurs, qui illustre les traditions unitaires du mouvement syndical chilien et impulse l'unité d'action la plus large de tous les secteurs démocratiques du pays, dont l'exemple le plus marquant est fourni par la composition de l'Assemblée des citoyens. Nous soulignons le rôle déterminant que les travailleurs ont joué au cours des grandes actions récentes, en particulier la grande grève nationale des 2 et 3 juillet 1986.

Nous rendons hommage aux martyrs de toutes tendances, femmes et hommes, tombés dans la lutte pour la liberté.

Nous condamnons avec indignation le renforcement brutal de la répression à laquelle le tyran donne libre cours, dans une tentative ultime et désespérée pour se maintenir au pouvoir.

Nous condamnons l'assassinat de José Carrasco, chef du Conseil métropolitain du collège des journalistes et d'autres patriotes chiliens, brutalement assassinés après leur arrestation par des patrouilles policières, militaires ou civiles.

Avec tout le peuple chilien, nous exigeons le départ de Pinochet. Ainsi serait éliminé le premier obstacle au rétablissement de la démocratie et de la paix au Chili.

Assez de crimes! Il faut en finir avec l'état de siège et la répression. Nous vous assurons que nous ferons tout notre possible pour renforcer la solidarité du mouvement syndical mondial, en faveur de votre juste lutte, afin de précipiter la chute de l'odieux régime qui vous opprime.

TÜSTAV SOCIÁLNÍCH TARIFNÍCH VZTAHŮ

MESSAGE DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ET LES TRAVAILLEURS COREENS

Le XIème Congrès syndical mondial a accordé une attention toute particulière à la tension croissante et à la confrontation aiguë prévalant dans la péninsule coréenne — conséquence de l'intervention et du soutien américains à la junte sud-coréenne. Il exprime sa profonde inquiétude devant le renforcement de la présence militaire américaine, le déploiement d'armes nucléaires — et les préparatifs de guerre dans la région, dont les manœuvres militaires provocatrices «Team Spirit» et l'alliance militaire entre les Etats-Unis, le Japon et la Corée du sud.

Au nom de 296 millions de travailleurs du monde entier, nous condamnons le complot des Etats-Unis et du régime sud-coréen visant à créer «deux Corées» et à perpétuer la division du pays, et de son peuple doté d'une même culture depuis 5000 ans, dant le but de faire de la Corée du sud une base d'agression future en Asie.

Nous vous exprimons notre ferme solidarité, à vous et à votre lutte permanente pour la réunification de votre pays dans l'indépendance et la paix. Nou soutenons les

propositions avancées par la RPDC pour l'établissement d'une République démocratique confédérale de Koryo et pour la tenue de négociations tripartites entre la RPDC, les Etats-Unis et la Corée du sud, afin de créer les conditions propices au règlement pacifique de la question coréenne en assurant le retrait des troupes américaines, visant à remplacer l'Accord coréen sur l'armistice par un Accord de paix, à adopter une déclaration de non-agression entre le Nord et le Sud, à entamer des négociations entre les autorités militaires afin d'éliminer de Corée toute tension et affrontement militaire et à transformer la péninsule coréenne en zone dénucléarisée et de paix. Ainsi donc, nous saluons les initiatives visant à faire co-organiser les 24ème Jeux olympiques par la Corée du nord et la Corée du sud.

Nous exprimons notre entière solidarité avec les travailleurs et le peuple de Corée du sud en lutte contre la cruelle dictature. La répression des syndicats et l'emprisonnement de syndicalistes en Corée du sud sont notoires même dans le pays d'origine de General Motors et des autres sociétés transnationales qui profitent de l'exploitation, des bas salaires, des longues heures de travail et conditions inhumaines imposés par des accords conclus avec la dictature. Nous soutenons la lutte courageuse des travailleurs sud-coréens pour la démocratie, la révocation de l'ignoble «Loi ouvrière» et contre l'occupation américaine.

Nous sommes convaincus que les travailleurs et les organisations syndicales de tous les pays intensifieront leur solidarité avec vos justes luttes pour la réunification indépendante et pacifique de votre patrie.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMALARI VAKFI

MESSAGE DE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE DE CHYPRE

Le XIème Congrès syndical mondial, réuni à Berlin, RDA, du 16 au 22 septembre 1986:

1. Exprime sa profonde inquiétude devant la poursuite de la violation de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de Chypre, de même que devant la division de l'île, causes de graves souffrances pour l'ensemble du peuple, tant pour les Grecs que pour les Turcs. Le Congrès est notamment préoccupé par l'aggravation de la situation à Chypre et s'oppose à toute action sapant l'unité du pays et faisant obstacle à la solution du problème.

2. La poursuite de la division et l'aggravation de la situation aiguisent l'instabilité et la tension en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient, menaçant sérieusement la paix dans cette région du monde.

3. Au nom de 296 millions de travailleurs du monde entier, le XIème Congrès syndical mondial réaffirme son plein soutien et sa totale solidarité envers la lutte des travailleurs et du peuple chypriote afin de sauvegarder l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le non-alignement de Chypre. Nous sommes fermement convaincus qu'une telle solution pourrait être trouvée dans le cadre des Nations-Unies; elle devrait s'appuyer sur les résolutions pertinentes de l'ONU et sur les ac-

cords au plus haut niveau obtenu grâce à la mission de bons offices et reposant sur l'initiative du Secrétaire général de cette organisation. Cette solution devrait permettre l'établissement d'une République fédérale de Chypre et exclure toute possibilité de partition et d'annexion — de tout ou partie — par tout autre Etat, en sauvegardant les intérêts des deux communautés.

4. A ce propos, nous soutenons fermement la reprise des pourparlers inter-communautaires sous l'égide du Secrétaire général de l'ONU pour résoudre la question chypriote et pour adopter un calendrier de retrait des troupes et des éléments étrangers selon ses propositions et par la suite, pour une démilitarisation complète de Chypre.

5. Dans le but de faciliter et de promouvoir une telle solution, le XIème Congrès syndical mondial en appelle à toutes les parties concernées pour qu'elles respectent l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le non-alignement de Chypre et qu'elles s'abstiennent de toute action susceptible d'aggraver encore davantage la situation.

6. Les participants au XIème Congrès syndical mondial s'engagent à intensifier la solidarité des travailleurs et de leurs syndicats partout dans le monde avec la lutte des travailleurs et de tout le peuple de Chypre pour la solution de la question chypriote conformément aux principes susmentionnés.

MESSAGE DE SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE DE TURQUIE

Réuni quelques jours après le sixième anniversaire du coup d'Etat en Turquie, le XIème Congrès syndical mondial se déclare pleinement solidaire des luttes que vous menez dans des conditions difficiles, pour les droits syndicaux et les libertés démocratiques, contre le chômage, la détérioration des conditions de vie et de travail.

L'expérience du mouvement syndical mondial confirme que pour défendre les intérêts des travailleurs et des peuples, la défense et l'élargissement des droits syndicaux sont décisifs. Cela est bien démontré dans l'exemple de votre pays où la DISK et ses syndicats sont toujours suspendus et les procès intentés contre eux durent depuis déjà des années. Les restrictions imposées dans la nouvelle Constitution et les nouvelles lois syndicales — en flagrante contradiction avec les normes internationales de travail de l'OIT — entravent très sérieusement la réalisation de vos revendications pour améliorer les conditions de vie et de travail.

L'ensemble du mouvement syndical international condamne ces restrictions et la répression anti-syndicale qui vous frappent.

Vos préoccupations et objectifs — «pain, paix, liberté» — s'inscrivent dans les travaux de notre Congrès. Ils sont les nôtres.

Nous nous engageons à intensifier notre soutien actif et notre solidarité avec vos luttes pour:

l'amélioration des conditions de vie et de travail;

le rétablissement des libertés démocratiques et des droits syndicaux, notamment le

droit de négociation collective sans entrave et le droit de grève, y compris la grève générale;

l'acquittement de tous les inculpés du procès de la DISK, son rétablissement dans ses droits, ainsi que celui de ses syndicats affiliés, la restitution de leurs biens et fonds;

le retour — sans conditions, avec garanties — dans leur pays des syndicalistes turcs contraints à l'exil.

MESSAGE DE SOLIDARITE AUX TRAVAILLEURS ET AU PEUPLE DE L'INDE

Le XIème Congrès syndical mondial, réuni à Berlin, RDA, du 16 au 22 septembre 1986,observe avec une grande préoccupation l'intensification des conspirations et des velléités agressives de l'impérialisme contre la souveraineté nationale de l'Inde occupant une place de première importance au sein du mouvement des non-alignés, et contre l'unité de ce peuple épris de paix. Avant l'assassinat du premier ministre Indira Gandhi en octobre 1984, des groupes terroristes agissaient déjà au nord-ouest du pays, tuant de nombreuses personnes, prétendant soutenir la revendication sécessionniste de création d'un Etat indépendant du «Khalistan». Ces forces ont par la suite intensifié leur campagne de terreur et de violence. Elles bénéficient des armes, de l'entraînement et du refuge que leur fournit sur son sol, le Pakistan, Etat limitrophe de l'Inde; elles jouissent également du soutien moral des milieux réactionnaires des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et du Canada où se trouvent d'importantes populations d'origine indienne.

En outre, diverses forces séparatistes réactionnaires sont poussées par les impérialistes à provoquer conflits et émeutes entre les différentes couches du peuple indien. A cette fin, elles exploitent les différences religieuses et linguistiques, les problèmes régionaux abordés de manière nationaliste, à courte vue, et les idées obscurantistes développées par les forces religieuses intégristes.

Une telle évolution constitue un grave danger pour l'unité de la classe ouvrière et du mouvement syndical indiens. Les impérialistes et leurs alliés s'emploient à détourner la République de l'Inde de la voie qui est la sienne: développement pacifique indépendant, non-alignement et anti-colonialisme, tout en faisant du peuple travailleur la cible privilégiée de leurs conspirations. En suscitant dissensions internes et lutte fratricide, ils espèrent affaiblir sinon détruire les forces organisées de la classe ouvrière. Ce qui concorde parfaitement avec les intérêts de classe des monopoles et du grand capital, milieux où nombreux sont ceux qui collaborent avec les sociétés transnationales.

Le XIème Congrès transmet ses plus chaleureuses salutations aux travailleurs indiens qui sont demeurés fermes dans leur opposition aux forces de la destruction en maintenant leur solidarité de classe.

Le XIème Congrès salue tous les syndicats qui, en Inde, se sont rassemblés indépendamment de leur affiliation pour s'opposer aux forces de la sécession et de la division entre communautés, dans le but de défendre l'unité de la classe ouvrière tout en

TÜRKİYE SOSYAL BİLİMLER ŞİRMA VAKFI

conservant et amplifiant ses acquis. Ces syndicats coopèrent également dans la lutte pour la paix et le désarmement, contre la militarisation de l'océan Indien et pour imposer des sanctions globales et nécessaires à l'encontre du régime raciste de Prétoria.

Le XIème Congrès souhaite de nouveaux succès aux syndicats indiens et aux travailleurs indiens qui cherchent à renforcer et amplifier leur unité. Il réaffirme sa solidarité avec le peuple travailleur de l'Inde ainsi qu'avec toutes les forces démocratiques qui luttent pour soutenir la souveraineté nationale et l'unité de l'Inde contre toutes les forces hostiles, de l'extérieur comme de l'intérieur.

MESSAGE DE SOLIDARITE AU PEUPLE KANAK ET AUX TRAVAILLEURS DE NOUVELLE-CALEDONIE

Le XIème Congrès syndical mondial, réuni à Berlin, capitale de la République Démocratique Allemande, reconnaissant le droit sacré de tous les peuples à l'autodétermination, exprime sa solidarité et son soutien actif à la lutte du peuple Kanak et des travailleurs de Nouvelle-Calédonie pour l'établissement d'une société multiraciale, démocratique et libre dans leur pays.

TÜSTAV SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

MESSAGE DE SOLIDARITE ADRESSE AUX TRAVAILLEURS ET AU PEUPLE DU PARAGUAY

Le XIème Congrès syndical mondial, réuni à Berlin, déclare son entière solidarité avec votre lutte pour le rétablissement de la démocratie et de la liberté au Paraguay, face à la plus vieille dictature sud-américaine qui continue de massacrer les meilleurs fils et filles du peuple paraguayen, en persécutant et assassinant les dirigeants de l'opposition.

Nous rendons hommage aux martyrs du peuple paraguayen tombés dans la lutte pour la liberté.

Nous nous engageons à intensifier la solidarité du mouvement syndical mondial pour soutenir votre lutte visant à mettre fin à la dictature qui opprime le peuple paraguayen.

DECLARATION SUR LA GUERRE IRANO-IRAKIENNE

Le XIème Congrès syndical mondial, réuni à Berlin, RDA, du 16 au 22 septembre 1986, manifeste sa grande préoccupation à la poursuite de la guerre irano-irakienne qui est entrée dans sa septième année, entraînant des pertes humaines et matérielles énormes des deux côtés.

L'impact de cette guerre sur l'économie et la vie des travailleurs des deux pays est désastreux. Son prolongement constitue un danger réel pour les intérêts des peuples de la région et porte atteinte à leur souveraineté nationale; cela ne peut que servir les intérêts de l'impérialisme, du sionisme et des forces réactionnaires.

La présence de la flotte américaine dans le bassin méditerranéen et le golfe accroît l'intervention impérialiste dans la région et menace la paix mondiale.

Tout en regrettant que les efforts déployés par l'ONU et différentes organisations non-gouvernementales et inter-gouvernementales pour mettre fin à cette guerre aient échoués, le Congrès salue toute initiative visant à une solution juste du conflit irano-irakien, et appelle toutes les forces démocratiques et éprises de paix et le mouvement syndical mondial à intensifier leurs efforts auprès des belligérants afin de rétablir une paix juste et sans ingérence dans les affaires des pays concernés.

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TELEGRAMMES

Sur la recommandation de la Commission des résolutions, les télégrammes suivants ont été envoyés au nom du Congrès:

— Au «Frente Unitario de Trabajadores (Front uni des travailleurs) d'Equateur, exprimant la solidarité avec la grève nationale observée le 17.9.1986 pour les revendications économiques et sociales.

— A la «United Steelworkers of America (travailleurs de la métallurgie) des Etats-Unis, en solidarité avec leur lutte contre le géant de l'acier américain (USX) et pour la sécurité de l'emploi et les droits syndicaux.

— A la Fédération nationale des travailleurs des mines d'Afrique du Sud, en solidarité avec les victimes de l'accident tragique de la mine de Kinross.

— Au gouvernement de Tunisie, demandant la libération immédiate du camarade Habib Achour et autres dirigeants de l'UGTT.

— Au Président de la Bolivie, Victor Paz Estensoro, en protestation contre la détention arbitraire et la déportation de dirigeants syndicaux.

— Au Maire de Kalamanta, Grèce, — Stavros Demos —, en solidarité avec les victimes du tremblement de terre du Péloponèse.

— Au ministère du Travail de Trinité et Tobago, demandant de mettre fin au «lock-out» des travailleurs dans l'entreprise W.R. Grace, et exprimant la solidarité avec les travailleurs de la Fédération des travailleurs pétroliers et du Conseil des syndicats progressistes.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

RAPPORT DE LA COMMISSION DE VERIFICATION DES POUVOIRS

Chers camarades, chers amis, chers invités,

Sur la base du mandat qui nous a été conféré, notre Commission a l'honneur de présenter son rapport au XIème Congrès syndical mondial qui se tient à Berlin, capitale de la RDA, du 16 au 22 septembre 1986.

Le XIème Congrès syndical mondial est de loin la plus grande rencontre syndicale de l'histoire du mouvement syndical international ainsi que le forum le plus large et le plus représentatif pour un dialogue effectif et constructif sur les préoccupations communes et les intérêts fondamentaux des travailleurs. Dans ce contexte, la Commission informe le Congrès que 1.014 participants venant de tous les continents sont présents. Ils représentent, indépendamment de leur affiliation, 432 organisations syndicales, dont des organisations internationales et régionales, soit 296 millions d'adhérents de par le monde.

14 organisations internationales non-syndicales assistent aussi à ce Congrès, dont l'OIT et l'UNESCO.

Parmi les organisations syndicales participant au Congrès se trouvent 225 centrales nationales et 164 fédérations de branche et unions locales dont:

43 d'Afrique
29 du Proche et Moyen-Orient
145 des Amériques
93 d'Asie et d'Océanie et
79 d'Europe.

Les représentants des syndicats sont classés par continents comme suit:

Afrique	122
Proche et Moyen-Orient	74
Amériques	215
Asie et Océanie	196
Europe	372

117 femmes prennent part au Congrès, soit 11,5% du total des participants.

Au total, 529 journalistes venus de l'étranger et de RDA sont accrédités au Congrès.

Chers camarades, chers amis, chers invités,

Le rapport présenté par la Commission de vérification des pouvoirs montre de manière convaincante que le XIème Congrès syndical mondial répond aux aspirations de centaines de millions de travailleurs et représente un forum susceptible d'opérer un rapprochement entre les syndicats, en vue de promouvoir la cause de la paix et la lutte des travailleurs du monde entier pour une vie meilleure.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

XIème CONGRES SYNDICAL MONDIAL (Berlin, RDA, 16—22 septembre 1986)

LISTE DES PARTICIPANTS

AFGHANISTAN
Conseil central des syndicats afghans
— Abdul Satar Purdeli, Président
— Kabir Kargar, Président du Conseil de la province de Balkh
— Deldar Naraiwal, Secrétaire
— Akhtar Ahmad Marzban, Chef-adjoint du département international

AFRIQUE DU SUD
South African Congress of Trade Unions (SACTU)
— John K. Nkadimeng, Secrétaire général
— Aaron Pemba, Chef du département international
— Zola Mtambo, Chef du département pour l'Europe occidentale
— Marriette Lineo Mabizela, Chef du service radio
— Eric Msthali, Chef du département de Propagande, information et publicité
South African Scooter and Transport Allied Workers'Union (SASTAWU)
— Joseph Moeketsi, Secrétaire général, observateur

ALGERIE
Union générale des travailleurs algériens (UGTA)
— Tayeb Benlakhdar, Secrétaire général
— Abdel Aziz Djeffal, Secrétaire national

ANGOLA (République populaire de)
Union nationale des travailleurs angolais (UNTA)
— Pascoal Luvualu, Secrétaire général
— Francisco Nsingui Massala, Secrétaire aux relations internationales
— Agostinho de Almeida Pinho, Secrétaire à l'administration et aux finances
— Daniel Feliciano, Chef de département
— Helder Claudino Albuquerque, Secrétaire régional
— Joseph Dos Santos, rédacteur en chef du journal «La voix des travailleurs»

ARABIE SAOUDITE
Fédération des travailleurs d'Arabie saoudite
— Sabri Schakir Alkahtani, Président du Comité exécutif
— Majed Ali Al-Zahrani, membre du Comité exécutif

ARGENTINE
Coordinadora Nacional de Agrupaciones Agustin Tosco
— Luis Canay, Secrétaire général
— Jorge J. Catania, Secrétaire-adjoint
Asociación de Trabajadores del Estado
— Jorge G. Acedo, membre du Comité central, observateur
Federación Argentina de Trabajadores de Luz y Fuerza
— José Antonio Foresto, Secrétaire à la presse et aux relations internationales, observateur

TÜRK-İŞ TARİHİ ARAŞTIRMA VAKFI

— Omar R.A. Roccia, Secrétaire aux affaires sociales, observateur
— Basilio Sepulveda, Secrétaire-adjoint à la presse, observateur
Sindicato de Luz y Fuerza, Buenos Aires
— Carlos Lopez Martin, Secrétaire-adjoint aux relations publiques
— Sebastian Gago, Secrétaire-adjoint aux affaires techniques, observateur
Federación de Obreros y Empleados Telefonicos (FOETRA)
— Felix Antonio d'Angelo, Secrétaire général du syndicat de Rosario
Federación de Empleados de Comercio, Buenos Aires
— Florencio Carranza, Secrétaire général
Asociación Judicial Bonaerense
— Omar Hugo Gorini, Secrétaire général

AUSTRALIE
Building Workers'Industrial Union of Australia (BWIU)
— Ernest Boatswain, Secrétaire national-adjoint
The Federated Engine Drivers and Firemen's Association of Australia
— James Robert Challis, Secrétaire
— James Ryan, membre de l'Exécutif
Seamen's Union of Australia
— Patrick John Sweetenson, Secrétaire fédéral-adjoint
N.S.W. Fire Brigade Employees'Union
— Francis Edward Bryce, Secrétaire-trésorier
Electrical Trade Union of Australia, Victorian Branch
— Ronald Allan Uthrie, membre de l'Exécutif
Australian Workers'Union, South Australian Branch
— Allan S. Bergg, Secrétaire régional
Printing and Kindred Industries'Union
— John Martin Bolger, Président, branche de Victoria
— Thomas Harry Mortimer, Secrétaire, branche d'Australie du Sud
Amalgamated Metal Workers'Union
— Robert Adamson, Organisateur national
Food Preservers Union of Australia
— Denis James Evans, Responsable industriel
— Keith Robert Thompson, Vice-président
Federated Ship Painters and Dockers'Union
— John Rainford, Vice-président, chercheur
Operative Painters and Decoraters'Union
— Malcolm John Baird, Organisateur syndical
Waterside Workers'Federation
— Arthur Patrick Moynihan, Secrétaire, branche de Brisbane
Trades and Labor Council of Western Australia
— Anthony Richard Beech, premier Vice-président
United Trades and Labor Council — South Australia
— Ronald Barklay, membre de l'Exécutif
Trades and Labor Council of Queensland
— Tom Barton, Secrétaire général-adjoint
Municipal Officiers Association of Australia (MOA)
— Michael John Spencer, Secrétaire-adjoint, branche de Queensland
Federated Mining Mechanics Association of Australia
— Gregory Robert Freeman, Secrétaire-adjoint
Miners'Federation, District Queensland
— Peter James McCarthy, Conseil de direction

TÜRK TARİH KURUMU ATATÜRK ARAŞTIRMA VAKFI

Firemen and Deckhands'Union, Sydney
— John Burke, Président

AUTRICHE
Bloc de gauche du Conseil des syndicats autrichiens
— Anton Hofer, Président
— Oswald Broz, Secrétaire
— Georg Fuss, membre du Comité exécutif
— Karin Engelmann, membre du Comité exécutif
Conseil des syndicats autrichiens (ÖGB)
— Karl Matal, Secrétaire du département international, observateur

BAHREIN
Fédération des travailleurs du Bahreïn
— Husain Abdallah, Secrétaire aux relations internationales
— Muhammed Abdeljaleh, Secrétaire aux relations internationales

BANGLADESH
Syndicat du Bangladesh Kendra (BTUK)
— Saiefuddin Ahmed Manik, Secrétaire général
— Manzurul Ahsan Khan, Secrétaire
— Abdul Hai, membre du Comité de district
Ligue Jatio Sramik (JSL)
— Shah Md. Abu Jafar, Président
— Fazlul Haque Mantu, Secrétaire général
Ligue Jatia Sramik. Bangladesh
— Md. Habibur Rahman Seraz, Secrétaire général par intérim
Organisation des travailleurs agricoles du Bangladesh (BKMS)
— Nurur Rahman, Président
Bangladesh Bank Karmachari Samonoy Kendra
— Wajedul Islam Khan, Conseiller
Bangladesh Telephone and Telecommunication Samanoy Kendra
— Abdul Hakim, membre de l'Exécutif
Bangladesh Garments Sramik Karmachari Federation
— Ayesha Arshad Khatun, Secrétaire général
Jatiyo Sramik Jote (JS)
— Mesbahuddin Ahmed, Secrétaire général
— Shams Uddin Azad, Vice-président
Bangladesh Sramik Federation
— Mohammad Toaha, Président
Fédération du mouvement démocratique des travailleurs du Bangladesh,
(Bangladesh Ganotantrik Sramik Andolan)
— Nasim Ali, Président

BARBADE
Barbados Industrial and General Workers'Union (BIGWU)
— Robert L. Clarke, Président

BELGIQUE
Centrale générale des services publics (CGSP)
— Willy Vermeire, Secrétaire national, section des cheminots

TÜSTAV TARİHİ ARAŞTIRMA VAKFI

BENIN (République populaire du)
Union nationale des syndicats des travailleurs du Bénin (UNSTB)
— Romain Vilon Guezo, Secrétaire général
— Grégoire Agbahe, premier Secrétaire général-adjoint
— Richard d'Almeida, second Secrétaire général-adjoint
— Gaston Aho, Secrétaire aux relations internationales
— Barnabé Adetonah, Secrétaire
— Antoine Menoukon, membre du Bureau de l'UNSTB
— Cassien Hygin Gbaguidi, membre du Conseil général de l'UNSTB
— Frédéric Monkon, membre du Conseil général de l'UNSTB

BOLIVIE
Confederación Sindical de Trabajadores Ferroviarios, Aeronavegación, Luz y Fuerza, Teléfonos, Aeropuertos
— Juan Urrutia Plaza, Secrétaire aux relations intersyndicales
— Gumersindo Bueno Calderon, Secrétaire aux finances

BOTSWANA
Botswana Federation of Trade Unions
— Keolopile Gaborone, membre du Comité exécutif

BRESIL
Fédération nationale des fonctionnaires du Brésil (UNSP)
— Helio de Mello, Président
— Miguel Pinto de Magalhaes, Vice-président
Confédération générale des travailleurs (CGT)
— Arnaldo Gonçalves, membre du Bureau exécutif
Institut culturel «Roberto Morena»
— Lindolfo da Silva, Secrétaire général
Centrale unique des travailleurs (CUT)
— Ana Lucia da Silva, Vice-présidente du syndicat régional, responsable aux relations internationales, observateur
Fédération des métallurgistes de Sao Bernardo do Campo
— Mario dos Santos Barbosa, Vice-président
Syndicat des travailleurs des raffineries de pétrole de l'Etat de Salvador Bahia
— Kleber Mascarenhas Silva, Secrétaire général

BULGARIE
Conseil central des syndicats bulgares
— Petar Dulguerov, Président
— Kosta Andreev, Secrétaire
— Ivan Simov Ivanov, Président de la Fédération de la chimie
— Lazar Harizanov, Président du conseil syndical régional de Vratza
— Anguel Nikolov Georguiev, mineur
— Ivan Ivanov, directeur de l'entreprise «Friedrich Engels»
— Stefka Kuzmanova, Présidente du syndicat de l'Institut technique «Sofia»
— Naska Hadjieva, travailleuse de l'entreprise agro-industrielle «Aitos»
— Damian Obreshkov, rédacteur-en-chef de «Trud»
— Gueorgui Karasimeonov, rédacteur et conseiller
— Lazar Rosnev, conseiller politique
— Zdravka Peeva, chef du département international

BURKINA FASO
Union syndicale des travailleurs burkinabé (USTB)

ARŞİV ÇOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

— Boniface Somdah, Secrétaire général
— Salif Ouedraogo, Secrétaire général-adjoint
— Michel Bere, Secrétaire à l'administration
Confédération syndicale burkinabé (CSB)
— Z. Joseph Yameogo, Secrétaire général-adjoint

BURUNDI
Union des travailleurs du Burundi (UTB)
— Marius Rurahenye, Secrétaire général

CAMEROUN
Organisation syndicale des travailleurs du Cameroun (OSTC)
— Salomé Ntsogo, 1er Secrétaire aux relations internationales, observateur
— David Kianpi, Secrétaire aux relations internationales, observateur

CANADA
Confédération des syndicats nationaux, (CSN)
— Michel Rioux, Directeur de l'information
— Luc Rufiange, Secrétaire général de la Fédération nationale des communications (FNC)
— Paul Fortin, représentant, négociateur
Alberta Federation of Labour
— Phillip Robert Oakes, Vice-président
— Norman Glen Mac Lellan, Vice-président
Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)
— Guy David, conseiller, observateur
Fédération de la métallurgie (Québec)
— Pierre Dupont, représentant
United Electrical, Radio and Machine Workers of America, U.E. Montreal
— Roger Roy, représentant
Service Employees International Union, Local 220, Ontario
— Robert Wilson McFee, représentant syndical
Hospital Employees'Union (HEU), Vancouver
— John Donald Gerow, secrétaire
United Fishermen and Allied Workers'Union, Vancouver
— John Henry Nichol, Président
Fédération nationale des Communications, Montréal
— Maurice Amram, Président
Syndicat de l'imprimerie et communications du Québec, Local 145, Conseil du travail de l'Estrie
— Yvon Rousseau, Secrétaire
Peace Research Institute, Dundas, Canada
— Sally Curry, Coordinateur, Education à la paix

CAP VERT
Fédération nationale des travailleurs (UNTC-CS)
— Manuel Silva Adelino, représentant

CHILI
Comando Nacional de Trabajadores (CNT)
— Raúl Montecino, membre de la direction
Coordinadora Nacional Sindical (CNS)
— Luis Fuentealba Reyes, Vice-président

TÜRK TARİH KURUMU ATATÜRK TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Confederación Nacional de Planificación
— Laura Aranguiz, Secrétaire
Confederación Nacional de Sindicatos, Federaciones y Asociaciónes de Trabajadores del Sector Privado de Chile (CEPCH)
— Rigoberto Villouta Canales, Vice-président
Confederación de Trabajadores del Cobre (CTC)
— Joan Tabali Capriles, Trésorier
Confederación de Trabajadores Maritimos (CONGEMAR)
— Juan Guzman Carrasco, Vice-président
— Juan Espinoza, responsable aux relations internationales, observateur
Confederación Nacional de Sindicatos de Trabajadores de la Construcción
— Sergio Ivan Troncoso Cisternas, Président
Asociación Gremial de Educadores de Chile (AGECH)
— Carlos Baeza Briones, dirigeant national
Colegio de Profesores, Regional Metropolitano
— Diva Sobarzo Bravo, Président
Sindicato Nacional Telefónico
— René Mancilla Marin, Président
Federación Nacional de los Trabajadores del Textil (FENATRATEX)
— Patricia Carrillo, représentante
Comité Exterior — Central Única de Trabajadores (CEXCUT)
— Mario Navarro, Président
— Bernardo Vargas, Secrétaire général

CHYPRE

Fédération panchypriote du travail (PEO)
— Andreas Ziartides, Secrétaire général
— M. Pavlos Dinglis, Secrétaire général-adjoint
— Christofis Lasettas, assistant au Secrétaire général
— Nicolas Mesaritis, membre du Bureau exécutif
— Nicodemos Melissos, membre du Bureau exécutif
— Costas Themistocleous, Secrétaire aux relations internationales
— Melis Lambrias, membre du Conseil exécutif
Syndicat panchypriote des employés de la fonction publique (PASYDY)
— Georgios Iacovou, Secrétaire général
— Simos Georghiou, Secrétaire général-adjoint
Fédération des employés de banque de Chypre (ETYK)
— Loizos Papaconstantinou, Secrétaire général
Fédération panchypriote des syndicats indépendants (POAS)
— Nathanael Kyriakos, Secrétaire général
Commercial and Industrial Workers' Trade Union
— Avraam Antoniou, Secrétaire général, Vice-président de l'UIS-Commerce
Fédération des syndicats révolutionnaires (DEV-IS)
— Hasan Sarica, Président
— Salih Usar, membre du Comité exécutif
Syndicat des fonctionnaires turcs de Chypre (TAMS)
— Halil Ibrahim Berkut, membre du Comité exécutif

CISJORDANIE

Fédération générale des syndicats, Naplouse
— Hassan Mahmood, Secrétaire, membre du Comité exécutif

İSTANBUL BÜYÜKŞEHİR BELEDİYESİ ATATÜRK KİTAPLIĞI ATATÜRK ARAŞTIRMA MERKEZİ

COLOMBIE
Confederación Sindical de Trabajadores de Colombia (CSTC)
— Gustavo Osorio, Président
Sindicato Nacional de Trabajadores Ferroviarios
— Heriberto Flor Quiroga, Vice-président
Federación Nacional de Sindicatos Bancarios Colombianos
— Miguel Angel Perez Gamboa, Trésorier
Federación de Trabajadores de Carreteras (FENALTRACAR)
— Jorge Eliecer Mantilla, Président
— Josefina Medina Galvis, représentante
Asociación Colombiana de Mecánicos de Aviación (ACMA)
— Francisco Martinez Mendez, membre du Bureau national
Federación Colombiana de Educadores
— Jaime Dussan Calderon, Secrétaire général
Sindicato Nacional de Trabajadores de Acerias Paz de Rio
— Diogenes Cardenas, Président
Comisión Nacional de Reclamos (SINTRAVA-CSTC)
— Luis Francisco Gomez Rojas, membre de l'Exécutif

CONGO (République populaire du)
Confédération syndicale congolaise (CSC)
— Jean-Michel Bokamba-Yangouma, Secrétaire général
— Alphonse Ondonda, Secrétaire aux relations internationales
— Ossebi — Oko, Secrétaire aux affaires sociales
— Sébastien Ebao, Secrétaire à l'éducation
— Angélique Kouamala, Secrétaire
— Jean-Claude Mopita, conseiller
— François Makaya, Département international

COREE
Fédération générale des syndicats de Corée (GFKTU)
— Kim Bong Zu, Président
— Sim Hong Gyu, chef du Département international
— Im Jong Gi, Département international
— Son Hung Bom, Département international
— Ko Ho Il, Département international
Bureau des travailleurs et des paysans du Front national démocratique de Corée du Sud
— Li Su Nam, membre du Bureau
— Kim Chol Zin, membre du Bureau
Fédération des enseignants et employés d'écoles coréens au Japon
— Ro Jae Dong, conseiller
Fédération coréenne des travailleurs du commerce au Japon
— Ho Namsu, chef-adjoint du Département international

COSTA RICA
Central Unitaria de Trabajadores (CUT)
— Orlando Solano Arroyo, Secrétaire aux relations internationales
Confederación de Trabajadores de Costa Rica
— Alvaro Montero Vega, représentant
Confederación Costarricense de Trabajadores Democráticos (CCTD)
— Carlos Madrigal Jimenez, Secrétaire à la presse et propagande

TÜRK TARİH KURUMU ATATÜRK ARAŞTIRMA VAKFI

U.P.I.N.S. (Syndicat des employés d'assurances)
— Luis E. Arias Murillo, représentant
— Carlos Guillermo Flores Ureña, observateur

CÔTE D'IVOIRE
Union générale des travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI)
— Vassiriki Soumahoro, membre du Comité exécutif, chef de département, secteur agricole d'Etat

CUBA
Central de Trabajadores de Cuba (CTC)
— Roberto Veiga Menendez, Secrétaire général
— Jesús A. Escandell Romero, Secrétaire national
— Ixart Cuenca, Secrétaire général, région de Holguin
— Jorge Torres, Secrétaire général, région de Camagüey
— Juan Aguero, chef du Département international
Asociación Nacional de Agricultores Pequeños (ANAP)
— Manuel Zamora Correa

DANEMARK
Fédération des métallurgistes, Local 14
— Jorgen Madsen, Président
Fédération nationale danoise des enseignants pré-scolaires
— Mogens Petersen, Secrétaire international
Fédération des peintres du Danemark
— Knud Jeno Jacobson, Président
Organisation centrale des apprentis et jeunes travailleurs (LLO)
— Jan Michelsen, Vice-président
Local No. 5 du Syndicat général des travailleurs de Copenhague
— Birthe E. Christensen, Président
Conseil syndical de Køge
— Torben Haack, Vice-président
Comité danois de la Conférence des travailleurs pour les pays de la mer Baltique, la Norvège et l'Islande
— Kaj Buch, Président

DOMINIQUE
National Workers'Union (NWU)
— Rawlings F.A. Jemmott, Président

EGYPTE
Fédération des syndicats d'Egypte
— Hassan Mohamed Eid, Secrétaire aux relations internationales
— Abu Bakr Gad-el-Moula, Trésorier

EQUATEUR
Confederación de Trabajadores del Ecuador (CTE)
— Bolivar Bolanos, Vice-président
— Angel Vacacela, Secrétaire
Confederación Ecuatoriana de Organizaciones Sindicales Libres (CEOSL)
— Hugo Lindao, Secrétaire général
Central Ecuatoriana de Organizaciones Clasistas (CEDOC)
— Fausto Duran, Secrétaire général

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV

ESPAGNE
Confederación sindical de Comisiones Obreras (CC.OO)
— Marcelino Camacho, Secrétaire général, observateur
— Pedro Parra Macia, Secrétaire général-adjoint, observateur
— Leonides Montero Garcia, Secrétaire aux relations internationales, observateur
— Francisco Javier Fernandez Huera, membre de l'Exécutif de la Fédération de la métallurgie, observateur
— José Pérez-Gruezo Avila, membre du Comité confédéral, observateur

ETATS-UNIS D'AMERIQUE
— Victor L. Colonna, Jr., Pennsylvania Social Services Union, observateur
— Dennis Boyle, Chicago Newspaper Employees Unity Council, observateur
— Elbert Lee Duvall, Local 1014, USWA, observateur
— George Raglan, Vice-président, Local 1, FLM-FJC-UFCW, observateur
— F. Wallace Kaufman, responsable local, Painters Union, observateur
— Carol S. Rosenblatt, Président, Local 2181, AFScmE, observateur
— Mary Anne Petersen, Vice-président, Graphic Communications'Union, Local 583, observateur
— Leo L. Robinson, ILWU Local 10, observateur
— Daniel Kane, Président, Local III ACA-IBT, observateur
— Aubrey Grossman, Secrétaire, Committee for International Support of Trade Union Rights, observateur
— Linda Joan Robertson, Local 325, UAW, observateur
— John L. Kailin, Secrétaire exécutif, Twin Cities Local AFTRA, observateur
— Michael Skytte, American Federation of Grain Millers, Local I, observateur
— Johnnie Fair, Local 2610, USWA Baltimore, observateur
— Deborah L. Albano, Rédacteur «Labor Today», observateur
— William H. Taylor, Président Local OCAW, observateur
— Bruce L. Bloy, Legislative Committee, CCIU Philadelphia, observateur
— Suzan Maureen, IBT, Minneapolis
— Bill Lenahan, Secrétaire, Local III IBT
— Babara Rabinowitz, Vice-président, SSEU Local 371, observateur
— William Moody, managing editor for Graphic Communications'International Union, observateur
— Blanche Bebb, Local 250, Hospital and Institutional Workers Union, observateur
— William H. Nuchow, Secrétaire, Local 840 IBT
— Edward Cloonan, Président, Independent State Store Union, PA
— Jack Canzoneri, Secrétaire, Teamsters,Local 375
— Charles W. Barton, Local 500 P, UFCW
— Gregory Tarpinian, Directeur exécutif, Labour Research Association
— Louis Weinstock, Retiree Organiser, Brotherhood of Painters and Allied trades

ETHIOPIE
Ethiopian Trade Union (ETU)
— Tadesse Tamterat, Président
— Johannes Teferi, Secrétaire responsable aux relations internationales
— Fantu Giegziabiek Desta, responsable du plan, de la recherche et de l'émulation socialiste
— Shimelis Tekle, Secrétaire d'un syndicat régional

FINLANDE
Organisation centrale des syndicats finlandais (SAK)

TÜRK TARİH KURUMU ATATÜRK ARAŞTIRMA VAKFI

— Hannu Juhani Ohvo, section internationale, observateur
— Turo Christer Bergman, Secrétaire de recherche, observateur
Fédération des travailleurs du bâtiment de Finlande
— Aarno Aitamurto, Président
Fédération des travailleurs de l'alimentation de Finlande
— Jarl Sund, Président
— Ritva Savtschenko, Secrétaire à l'information
Organisation centrale des employés salariés de Finlande (TVK)
— Paivikki Lindroos, Secrétaire international, observateur
Organisation centrale des associations professionnelles de Finlande, (AKAVA)
— Ulla Aittokoshi, Présidente du syndicat des pharmaciens en Finlande, observateur
Confédération des organisations d'employés techniques de Finlande, (STTK)
— Matti Hyninen, Secrétaire à l'Organisation, observateur

FRANCE
Confédération générale du travail (CGT)
— Henri Krasucki, Secrétaire général
— Joannès Galland, Secrétaire
— Jeannine Marest, Secrétaire
— Thérèse Poupon, Secrétaire
— Louis Viannet, Secrétaire
— Pierre Gensous, membre de la Commission exécutive
— Jean Magniadas, membre de la Commission exécutive
— Maïté Demons, membre de la Commission exécutive
— Gisèle Lasserre, membre de la Commission exécutive
— Christiane Porteret, membre de la Commission exécutive
— André Nogier, chef du département international
— Patricia Arbieu, Secrétaire du Centre confédéral de la jeunesse
— Gérard Negrier, chef du Département de presse
Syndicat national des enseignants du second degré (S.N.E.S.)
— Engenio Bressan, Secrétaire aux relations internationales, observateur

GABON
Confédération syndicale gabonaise (COSYGA)
— Jean Pambhou, membre du Bureau exécutif

GAMBIE
Gambia Labour Congress (GLC)
— Mohammed Masanneh Ceesay, Secrétaire général
— Sanna Sonko, Secrétaire de branche
Gambia Workers'Confederation (GWC)
— Sulayman B.A. Coker, Secrétaire

GHANA
Ghana Trade Union Congress (GTUC)
— Christian Appiah Agyei, Secrétaire général de la Fédération des travailleurs des services publics, membre du CEN du GTUC
— Sylvanus Bubui Korblah, Président national de la Fédération des travailleurs des postes et télécommunications, membre du CEN du GTUC
Public Services Workers'Union of TUC
— Korang Opare-Ababio, Secrétaire général

UNAF SOSYAL İŞLER ARAŞTIRMA VAKFI

GRANDE-BRETAGNE

T.A.S.S.
— George Mackay, Président
— Ken Gill, Secrétaire général

National Union of Public Employees
— Ronald Baird, Vice-président
— John Merrett Bloom, responsable international
— Daniel Gerard Deeds, membre du Comité exécutif national
— William A. Sinnott, membre du Comité exécutif
— Leon Gardiner, membre du Comité exécutif

National Union of Mineworkers (NUM)
— James Colgan, Secrétaire général de région
— Denis Murphy, Président de région

Scottish Trade Union Congress (STUC)
— Ronald Curran, Président, observateur
— Robert Gillespie, membre du Conseil général et Vice-président, observateur
— James Morell, trésorier, observateur
— William Queen, membre de l'Exécutif, observateur

National and Local Government Officers Association (NALGO)
— Rita Donaghy, Vice-président, Comité exécutif national
— Michael Ernest Blick, membre du Comité exécutif national
— Charles Daniel Cronin, responsable à l'organisation d'un district

The National Union of Railwaymen
— Andrew Lynn Dodds, membre du Comité exécutif
— Joseph Mauriel Higgins, membre du Comité exécutif

Associated Society of Locomotive Engineers & Firemen (ASLEF)
— Terence Clarke, Président du Comité exécutif, observateur
— Noel Kiston, membre du Comité exécutif, observateur
— St. John Rosslyn Goff, Secrétaire du district, observateur

Furniture, Timber & Allied Trades Union (FTATU)
— Philip Davies, Président
— Frank Davies, Secrétaire général-adjoint

Association of Cinematograph, Television and Allied Technicians
— Noel Harris, organisateur national
— Jack Dixon Amos, membre de l'Exécutif
— Ronald D. Barton, trésorier

National Association of Teachers in further and Higher Education (NATFHE)
— Kevin Patrick Fitzgerald, membre du Comité exécutif

Bakers, Food and Allied Workers'Union
— Joseph Robert Marino, Secrétaire général
— Richard Edward Punshen, membre du Comité exécutif

The Fire Brigades Union
— Stanley Fitzsimmons, Président
— Kenneth Cameron, Secrétaire général

T.A.S.S. (secteur du tabac)
— Douglas Greive, Secrétaire-adjoint

British Bulgarian Trade Union Association
— Leonard William Dawson, Secrétaire national

BÜLENT ECEVİT ARAŞTIRMA VAKFI

GRECE
ESAK
— Giannis Epitropou, Président
— Giannis Theonas, membre du Comité exécutif
Federation of Construction Workers and Allied Trades
— Kostas Flambouras, Secrétaire général
Autonomous All-Greek Organization of Civil Servants (ADEDY)
— Manolis Baltas, Secrétaire général, observateur
— Michalis Mathioudakis, responsable des relations internationales, observateur
— Nikos Polydoropoulos, trésorier, observateur
Panhellenic Syndicalist Struggle Movement of Workers (PASKE)
— Christos Protopapas, membre du Comité exécutif, observateur
Panhellenic Union of Merchant Navy Engineers (PEMEN)
— George Toussas, Secrétaire général
Panhellenic Union of Deckhands of the Merchant Marine (PENEN)
— Dimitris Karaliokis, Secrétaire général
General Confederation of Labour (GSEE)
— Christos Liacopoulos, Secrétaire aux relations internationales, observateur
AEM
— Dimitris Chatzissocratis, membre du Comité exécutif, observateur
SSEK
— Panagiotis Kelaidis, membre du Secrétariat, observateur
Greek Federation of Secondary School Teachers (OLME)
— Christos Michales, Président
— Vassiliki Stathopoulou, Secrétaire
Coordination Committee of the Struggle of the Working People (SEA)
— Alexandros Poularicas, Secrétaire
— Georgios Fissakis, membre du Comité exécutif

GUADELOUPE
Confédération générale du travail de la Guadeloupe (CGTG)
— Stéphane Jacob, membre du Bureau exécutif

GUATEMALA
Federación Autónoma Sindical Guatemalteca
— Miguel Angel Solis, représentant, Comité Nacional de Unidad Sindical — CNUS-Exterior
— M.A. Albizures Pedroza

GUINEE
Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG)
— Sékou Oumar Keita, Secrétaire
— Seïkou Yaya Diallo, membre de l'Exécutif

GUINEE-BISSAU
National Union of Workers of Guinea-Bissao (UNTG)
— Abubacar Dialo, Président de la Fédération des employés de la fonction publique
— José Saraieva, responsable des relations internationales et de l'éducation syndicale

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

GUYANA
Guyana Agricultural and General Workers'Union (GAWU)
— Satt Deo Mohabir, Secrétaire à l'organisation
General Workers'Union (GWU)
— Edwin James, Secrétaire général

HONDURAS
Federación Unitaria de Trabajadores de Honduras (FUTH)
— Hector Hernandez Fuentes, Président
Comité Coordinador de Organizaciones Populares (CCOP)
— Gladys Petrona Lanza Ochoa, Présidente

HONGRIE
Conseil central des syndicats hongrois (SZOT)
— Sandor Gaspar, Président
— Tibor Baranyai, Secrétaire général
— Gyula Virizlay, Secrétaire
— Ferenc Solyom, Secrétaire
— Karoly Herczeg, Secrétaire général de la Fédération de la métallurgie
— Lazslo Kovacs, Secrétaire général de la Fédération des mines
— Margit Czervan, Secrétaire général de la Fédération du vêtement
— Jozsef Timmer, Président de la Commission internationale du SZOT
— Eva Baranyai, chef du Département international
— Sandor Ujfalusi, Secrétaire-en-chef du Conseil régional des syndicats
— Tibor Szabo, membre du Conseil central
— Beatrix Kovacs, membre du Conseil central

ILES FIDJI
Fiji Teachers'Union
— Krishna Datt, Président
National Union of Municipal Workers
— Mahendra Sukhdeo, Secrétaire général

ILES SALOMON
Solomon Islands National Union of Workers (S.I.NUW)
— Joses T. Tuhanuku, Président et Secrétaire général
— Peter Vincent Bennet, Vice-président

INDE
All-India Trade Union Congress (AITUC)
— Chaturanan MISHRA, Président
— Indrajit Gupta, Secrétaire général
— Bhagwan Thorat, Vice-président
— Parvathi Muktabai Krishnan, Secrétaire
— Raghbir Singh, Secrétaire général-adjoint
— Longjam Inanendra Singh, membre du Conseil général
— Chitta Ranjan Bakshi, membre du Conseil général
— Roy Kamalapati, membre du Comité de travail, Secrétaire général du Comité de l'AITUC du Bengale oriental
— Hariharan Mahavedan, membre du Conseil
National Federation of Indian Railwaymen
— A.P. Sharma, Président

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Centre of Indian Trade Unions (CITU)
— E. Balenandan, Trésorier
All-India Federation of University and College Teachers' organisations
— Prof. Mrinmoy Bhattacharyya, Secrétaire général
Hind Mazdoor Sabha (HMS)
— Gandalal Manilal Thaker, membre du Comité exécutif
United Trade Union Centre (UTUC-L/S)
— Pritish Chanda, Président
All India State Government Employees'Federation
— Ramakant Ganesh Karnik, Secrétaire
All-India Agricultural Workers'Union
— Gujjula Yallamanda Reddy, Président
All-India Bank Employees'Association
— Sushil Kumar Ghosh
Confederation of Central Government Employees and Workers
— S. Madhusudan, Président
All-India Railwaymen's Federation
— S.L. Sethi Shankarzal, Vice-président
Trade Union Coordination Centre
— Prasanta Kumar Das Gupta, Secrétaire

INDONESIE
All-Indonesian Central Organization of Trade Unions (SOBSI)
— Hardjo Sasmito, représentant
— Yana Herman, représentant

IRAN
Commission de liaison des syndicats des travailleurs d'Iran
— Hossein Nazari, Président
— Ali Hamidi
— Hossein Elahi, représentant

IRAK
General Federation of Trade Unions of Iraq (GFTU)
— Ahmed Muhsin Aldilaimy, Président
— Mohammed Sharif Dawood, Secrétaire aux relations internationales
— Fahad Mutlag Sulaiman, Secrétaire exécutif
— Salah Aldin Abdul Majed Marof, chef du Département international

IRLANDE
Irish Congress of Trade Unions (ICTU)
— William Wallace, Vice-président
— Brian Anderson, membre du Comité exécutif
— William A. Attley, membre du Comité exécutif
— Thomas Douglas, membre du Comité exécutif
— Phil Flynn, membre du Comité exécutif
— Noirin Greene, membre du Comité exécutif
— Greg Maxwell, membre du Comité exécutif
— Kieran Mulvey, membre du Comité exécutif
— Colin Lowry, membre du Comité exécutif

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

ISLANDE
Icelandic Federation of Labour (ASI)
— Oskar Vigfusson, président de l'Organisation des marins d'Islande, observateur
— Mme.Kristin Hjalmarsdottir, présidente du syndicat des travailleurs de l'usine d'Akureyri, observateur

ITALIE
Confédération générale italienne du travail (CGIL)
— Sergio Giulianati, membre du Conseil général, observateur
Fédération italienne des travailleurs du bâtiment (FILLEA)
— Giusto Ceruti
Fédération de la représentation syndicale de base (FRSB)
— Roberto Gabriele, Président
— Pierpaolo Leonardi, Secrétaire général
— Antonio Deplano, responsable de la coordination nationale
— Felice Romanazzi, membre du Comité exécutif

JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE
General Federation of Producers
— Salem Jalloud, Secrétaire général-adjoint
— Mohamed Abuzied, Secrétaire aux relations internationales
— Omar Shalbak, Secrétaire

JAMAIQUE
University and Allied Workers'Union (UAWU)
— Lambert Brown, 1er Vice-président
— Muriel Johnson, Secrétaire général
Independent Trade Union Action Council (ITAC)
Union of School Agricultural and Allied Workers
Jamaica Congress of Labour (JCL)
— Dunston Lionel Whittingham, représentant

JAPON
Fédération des travailleurs des transports et généraux du Japon (UNYYUIPPAN)
— Hiroyoshi Hikima, Président
— Kenji Ishizawa, Secrétaire général
Fédération des travailleurs du bâtiment du Japon (ZENNICHIJIRO)
— Kazuo Hatsuta, Président
— Yanosuke Otuki, membre de l'Exécutif
Conseil général des syndicats du Japon (SOHYO)
— Fumio Okamura, membre du Conseil exécutif, observateur
— Yasuchika Suzuki, Directeur du Bureau de liaison de SOHYO à Paris, observateur
Fédération nationale des travailleurs des transports automobiles (ZLNJIKO)
— Masakatsu Harada, Vice-président
— Seiichi Kaneuoshi, Secrétaire général
Conseil japonais des syndicats de travailleurs en médecine (IROKYO)
— Yoshinoba Horiuchi, Vice-président
— Isamu Ina, membre de l'Exécutif
Fédération des travailleurs du bâtiment de ministères (ZENKENRO)
— Kohichi Yamada, Vice-président
— Seiichiro Takamoto, Président d'une branche locale

TÜRK-İŞ TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Fédération des enseignants du secondaire (NIKKOKYO)
— Takeshi Kaneko, Président
Fédération japonaise des employés des services publics (KOKKO-ROREN)
— Takeshi Kawashima, Vice-président
— Yukio Otonagi, membre du Comité exécutif
Conseil japonais des travailleurs de l'énergie électrique (ZENDENRYOKU)
— Toshihiro Mori, Vice-président, observateur
Fédération japonaise des travailleurs de la presse écrite (SHIMBUN RORENI)
— Shinsuke Miyano, Secrétaire
Fédération nationale des travailleurs des chemins de fer (KOKURO)
— Toshio Shimada, Secrétaire, observateur
Fédération japonaise des travailleurs de l'aviation civile (MINKO RORENI)
— Mitsuharu Aizawa, Vice-président, observateur
— Eihachiro Sakai, conseiller, observateur
— Mari Oguma, conseiller, observateur
Fédération japonaise des travailleurs du textile, de l'habillement et des chaussures de cuir
— Michiji Nakajima, Secrétaire général, observateur
Fédération générale des travailleurs de l'imprimerie et de l'édition (ZEN-IN-SOREN)
— Choichi Hiruma, Secrétaire général, observateur
Comité de liaison des affiliés de la FSM au Japon
— Masuo Kato, Secrétaire

JORDANIE
Fédération générale des syndicats jordaniens
— Fathi Naji Awad, Secrétaire général
— Awad Jamel Saad, Secrétaire général-adjoint

KAMPUCHEA
Fédération kampuchéenne des syndicats
— Math Ly, Président
— Oum Mean, Secrétaire aux relations internationales
— Svay Sitha, département international
— Ith Sam Heng, département international
— Thi Sambath, département international

KIRIBATI
Kiribati Trade Union Congress
— Barry Tebau, Secrétaire général-adjoint, dirigeant de l'Association des employés de la fonction publique, observateur

KOWEIT
Fédération générale des syndicats du Koweït
— Mlihan Al-Harbi, Président
— Raju Al-Azimi, membre du Comité exécutif
— Badir Al-Qatan, membre du Comité exécutif
— Ali Al-Jaidi, membre du Comité exécutif

LAOS
Fédération des syndicats du Laos
— Sombatdouang Thitsoy, Président

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
İSTAV

— Viphaylot Sithat, département international
— Souphantong Khammoune, conseiller

LESOTHO
Lesotho Congress of Free Trade Unions
— Jacob Mokhafisi Kena, Secrétaire général du syndicat des travailleurs des mines

LIBAN
Fédération nationale des syndicats des ouvriers et employés du Liban
— Elias El-Habre, Président
— Adib Abou Habib, Secrétaire aux relations internationales
— Hassan Hamdan, Secrétaire à la recherche économique et sociale
— Souleiman Hamdan, membre du Conseil exécutif
Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL)
— Said Mougharbel, Secrétaire aux relations arabes, membre du Bureau exécutif
Fédération des syndicats des travailleurs du Sud-Liban
— Hassib Abdul Jawad, Président
— Walid Al-Jouadi, Secrétaire
Fédération des syndicats des travailleurs de l'alimentation
— Hassan Al-Lamaa, Président

LUXEMBOURG
Fédération des syndicats du Luxembourg
— Ernest Kass, membre du Bureau national
— Georges Wotipka, représentant

MADAGASCAR
Fédération des syndicats des travailleurs de Madagascar (FISEMA)
— Désiré Ralambotahina, Président
— Rivo Rakotonavalona, Secrétaire
— Aimée Razanajanahary, membre du Comité exécutif
— Managnama, membre du Comité exécutif
Fédération des syndicats des travailleurs révolutionnaires de Madagascar (FISEMARE)
— Paul Rabemananjara, Secrétaire général
— André Faustin Rahaingo, Secrétaire aux relations internationales

MALAYSIE
Congress of Unions of Employees of Public and Civil Services (CUEPACS)
— Mohamed Zainal Bin Jailani, Secrétaire général-adjoint, Secrétaire général de la Fédération des employés des télécommunications
Transport Workers'Union
— Majid Bin Jantan, représentant
National Union of Drink Manufacturing Industry Workers
— Syed Jalaluddin, Secrétaire général
National Union of the Teaching Profession (NUTP)
— Perianan Ramanathan, Directeur de l'éducation

MALI
Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM)
— Bakary Karambe, Secrétaire général
— Demba Diop, Secrétaire aux relations internationales
— Abdoulaye Toure, membre du Conseil central

DİSK SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

MAROC
Union marocaine du travail (UMT)
— Farouk Chahir, Secrétaire
— Brahim Qarfa, Secrétaire

MARTINIQUE
Confédération générale du travail de la Martinique (CGTM)
— Camille Jacaria, Secrétaire général-adjoint, responsable des relations internationales
— René Bramban, Secrétaire

MAURICE
General Workers'Federation (GWF)
— George Gaetan Candasamy Pillay, Président
— Egambaram Varden, Secrétaire
— Ramanuni Jootun, membre de l'Exécutif

MEXIQUE
Congreso del Trabajo (C.T.)
— Roberto Castellanos Tovar, Secrétaire général de la CROC
Confederación Revolucionaria de Obreros y Campesinos (CROC)
— Javier Sanchez Lozano, Secrétaire aux questions agricoles
Unión General de Obreros y Campesinos de México (UGOCM)
— Adela Salazar de Castillejos, membre de l'Exécutif national
Sindicato de Trabajadores Petroleros
— Javier Conchos Echezarreta, conseiller juridique
Sindicato Nacional de trabajadores de la Educación (SNTE)
— Miguel Angel Lara Uscanga, Secrétaire
Sindicato Mexicano de electricistas
— Cesar Rodriguez Quezada, Secrétaire aux relations internationales
Central Independiente de Obrerosa Agricolas y Campesinos (CIOAC)
— Ramón Danzos Palonino, Secrétaire général
— Renato Danzos, Secrétaire aux questions agricoles
Sindicato Único Nacional de Trabajadores Universitarios (SUNTU)
— Pablo Sandoval Ramirez, Secrétaire à l'organisation
Frente Auténtico del Trabajo (FAT)
— Antonio Villalba Granados, Secrétaire aux relations internationales
Sindicato General Motors — affilié à la CROC
— Joaquín Zapata Romo, Secrétaire général
Movimiento Unificador Nacional de Jubilados y Pensionados
— Eduardo Alonso Escarcega, Président
Sindicato de Trabajadores
— Jorge Torres Briseno, Secrétaire
Mesa de Concertación Sindical
— Humberto Enriquez Carrasquedo, représentant
Universidad Obrera «Vicente Lombardo Toledano»
— Adriana Lombardo, Directrice
— Luis Monter, directeur adjoint

MONGOLIE
Conseil central des syndicats mongols
— Bat-Ochirgyn Luvsantseren, Président

TÜRK TARİH KURUMU ARŞİVİ VAKFI

— Nerenglin Mjagmar, rédacteur-en-chef de «Hudulnue»
— Cogsurengijn Ganbold, Secrétaire d'une branche locale
— Yadamsurengin Chinbat, chef par intérim du département international

MOZAMBIQUE
Organisation des travailleurs du Mozambique (OTM)
— Augusto Macamo, Secrétaire général
— Estevao Mabumo, Chef du Département international
— Nhaca Soares, Chef de département

NAMIBIE
National Union of Namibian Workers (NUNW)
— John G. Ya Otto, Secrétaire général
— Gabes Andumba, 1er adjoint à l'information et propagande

NEPAL
Nepal Beekeepers'Association
— Ishwari Chandra Sharma, Secrétaire général
— Neelam Sharma, membre
Nepal Labour Organisation
— Ram Bandhu Regmi, Secrétaire adjoint

NICARAGUA
Central Sandinista de Trabajadores (CST)
— Lucio Jimenez Guzman, Secrétaire général
— Luciano Torrez Gomez, Secrétaire aux relations internationales
— René Francisco Moya Castillo, responsable, Commission nationale pour la propagande et l'éducation
Confederación General del Trabajo (CGT)
— Leopoldo Guevara Silva, Secrétaire général-adjoint
Unión Nacional de Empleados (UNE)
— Ramón Altamirano Murillo, Secrétaire à l'organisation

NIGER
Union des syndicats des travailleurs du Niger (USTN)
— Mansour Mahaman Daddo, Secrétaire-adjoint aux relations internationales
— Saddi Aboubacar Alkassoum, Secrétaire adjoint à la presse et l'information

NIGERIA
Nigeria Labour Congress
— Ali Chiroma, Président, observateur
— Sylvester D.Z. Ejiofoh, membre du Conseil exécutif national, observateur
— Mme. Agnes Izehi Bamgbala, membre du Conseil exécutif national, observateur

NORVEGE
Comité norvégien de la Conférence des travailleurs de la mer Baltique, la Norvège et l'Islande
— Olav Boye, Président

NOUVELLE-CALEDONIE
Confédération syndicale de Nouvelle-Calédonie (CSNC)
— Raymond Joyeux, Secrétaire général honoraire
— Didier Caillard, Secrétaire général

İŞÇİ SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Union syndicale des travailleurs Kanaks et exploités (USTKE)
— Louis Uregei Kotra, Président
— Claude Wema, Vice-président

NOUVELLE-ZELANDE
New Zealand Federation of Labour (NZFOL)
— Francis Edward McNulty, représentant
— G. Trevor Niles, représentant
— Julia Kristine Knight, représentant
— Evelyn Jeanette May, représentant
— Robert John Gilbert, représentant
— John William Keith, représentant
— Bruce Fowler, représentant
— Karl Andersen, représentant
— Paul Domney Ross, représentant
— Henry Pooley Stubbs, représentant
— Kevin Hope, représentant
— Bobby Ruka, représentant

OMAN
Comité national des travailleurs de l'Oman
— Ahmed Salim Kassim, Président
— Abdulhadi Shaban Al-Barak, Secrétaire aux relations internationales

OUGANDA
National Organisation of Trade Unions (NOTU)
— Charles Bindeeba, Secrétaire général-adjoint

PAKISTAN
Pakistan Trade Union Federation (PTUF)
— Fatima Kaniz, Président
— Raza M. Saleem, Secrétaire
— Siddiqui Saeed, membre du Comité central du PTUF
Pakistan Trade Union Federation (APTUF)
— Shaukat Ali, membre du Conseil exécutif

PALESTINE
Fédération des syndicats de Palestine
— Haider Ibrahim Al Ahmad, Secrétaire général
— Ibrahim Balous, Secrétaire général
— Mohamad Abu Elleil, Secrétaire général-adjoint
— Khaled Abdel Ghani, Secrétaire général-adjoint, responsable des relations internationales
— Yossef Irekat, Secrétaire aux relations internationales
— Ali Al Chehabi, Secrétaire-adjoint pour les fédérations de branche

PANAMA
Central Nacional de Trabajadores de Panama (CNTP)
— José Manuel Meneses Alvelo, Secrétaire général
— Alberto Luis Cobos Rodriguez, Secrétaire à l'éducation et la culture
Consejo Nacional de Trabajadores Organizados (CONATO)
— Julia Suira, deléguée du Bureau national

TÜRK-İŞ TÜSTAV TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Confederación de Trabajadores de la República de Panama
— José Arturo Rivas, Secrétaire -adjoint aux finances
Federación Nacional de Asociaciones y Organizaciones de Empleados Públicos (FENASEP)
— Saul Quiros Pacheco, Secrétaire à la presse et propagande
Central Auténtica de Trabajadores Independientes (CATI)
— Gabriel Castillo Coba, Secrétaire général

PAPOUASIE NOUVELLE-GUINEE
Papua-New Guinea Trade Union Congress
— Robbie Guy Robimon, responsable de recherche
Bougainville Miscellaneous Workers'Union
— Timwapa Davidi, Secrétaire général

PARAGUAY
Movimiento de Unidad y Acción Sindical en el exilio (UNASE)
— Gustavo García, représentant

PEROU
Confederación General de Trabajadores del Perú (CGTP)
— Isidoro Gamarra Ramirez, Président
— Valentin Pacho, Secrétaire général
— Pedro Huilca Tecse, Secrétaire aux relations internationales
— Jorge Diaz Alarcon, Secrétaire général de la Fédération des employés de banque du Pérou
Confederación Nacional de Trabajadores (CNT)
— Teodosio Torres Zavala, Secrétaire général
— Arcadio Sanchez Rebaza, Secrétaire à la coordination nationale et internationale
— Augusto Nuñez de la Torre Escobar, Secrétaire
Central de Trabajadores de la Revolución Peruana (CTRP)
— Pablo Chavez Barturen, Secrétaire général-adjoint
Consejo Unitario Nacional Agrario (CUNA)
— Ricardo Letts, Président
Confederación Intersectorial de Trabajadores Estatales del Perú
— César Passalacqua Pereyra, Secrétaire général
Confederación Nacional Agraria (CNA)
— Victor Vasquez Orellana, Secrétaire

PHILIPPINES
Trade Union of the Philippines and Allied Services (TUPAS)
— Bonifacio V. Tupaz, Secrétaire général
— Vladimir R. Tupaz, Secrétaire national
— Ernie G. Gelvoria, Directeur-adjoint pour le secteur de Mindanko
National Association of Trade Unions (NATU)
— Vicente Bate, Président
— Vladimir P.L. Sampang, Vice-président
National Congress of Workers (NCW-Katipunan)
— Reynaldo N. Capa, Président
— Nicanor Mangiduyos, Secrétaire général
Federation of Free Workers (BATU-WCL)
— Felicisimo Joson, Trésorier national

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV ARŞİVİ

POLOGNE
Entente nationale des syndicats polonais (OPZZ)
— Alfred Miodowicz, Président
— Romuald Sosnowski, Vice-président
— Wojciech Obarski, Vice-président
— Anna Mierzynska, Vice-présidente
— Jerzy Uzieblo, Président de la Commission pour la coopération internationale
— Stanislaw Bar, Président de la Fédération des travailleurs du bâtiment
— Tadeusz Cieslak, Président de la Fédération des travailleurs
— Edward Kopiec, Président du syndicat d'une usine sidérurgique
— Edward Losin, Président d'un syndicat des mines
— Alicja Milewska-Korbasinska, Fédération des services de santé, présidente d'une organisation régionale
— Adam Pacura, Président d'un syndicat de métallurgistes
— Kazimierz Pilat, Président de la Fédération des enseignants de Pologne
— Grazyna Wieczorek, Fédération des travailleurs du textile, représentante

PORTO RICO
Unión General de Trabajadores (UGT)
— Osvaldo Romero Pizarro, Secrétaire trésorier
Concilio General de Trabajadores (CGT)
— Luis Amauri Suarez Zayas, Secrétaire général

PORTUGAL
Confédération générale des travailleurs du Portugal (CGTP-IN)
— Manuel Carvalho Da Silva, Coordinateur du Comité exécutif
— José Luis Judas, membre du Comité exécutif
— Maria Emilia Reis, membre du Comité exécutif
— Carlos Antonio Carvalho, membre du Conseil national
— Maria Graciete Martins Da Cruz, membre du Conseil national
— Manuel Mendez Pereira, membre du Conseil national
— José Manuel Carinhas, Chef-adjoint du département international
— Fernando Mauricio, Département international
— Joao Correia, conseiller juridique
— Fernando Manuel Pires Marques, conseiller — questions économiques

REPUBLIQUE ARABE SAHRAOUI
Union générale des travailleurs (UGTSARIO)
— Mibrik Alifal Zein, Secrétaire général
— Mohammed Tammy, Secrétaire aux relations internationales

REPUBLIQUE ARABE DU YEMEN
Fédération des syndicats du Yémen
— Ali Saif Mukbil, Président
— Hassan Al-Garrash, Secrétaire aux relations internationales
— Mohammed Saeed Abdel Kader, membre du Comité exécutif

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Confédération nationale des travailleurs centrafricains (CNTC)
— Jean-Richard Sandos-Oualanga, Secrétaire général

TÜSTAV Tarih Araştırma Vakfı

REPUBLIQUE DOMINICAINE
Central Unitaria de Trabajadores (CUT)
— Mario Robles Fortuna, Secrétaire à l'organisation
— Juan de Milagros Acosta, Secrétaire aux relations internationales
Central General de Trabajadores (CGT)
— Antonio de Jesús Aquino, Secrétaire à l'organisation
Central de Trabajadores Mayoritaria (CTM)
— Nelsida Marmolejos, Secrétaire général

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE
Confédération des syndicats libres allemands (FDGB)
— Harry Tish, Président
— Dr. Johanna Töpfer, Vice-présidente
— Frank Bochow, Secrétaire et membre du Présidium
— Harry Weber, membre du Présidium
— Annelis Kimmel, membre du Présidium et Président de l'Exécutif régional de Berlin
— Fritz Brock, membre de l'Exécutif national
— Rudi Focke, membre de l'Exécutif national
— Heidrun Erbs, membre de l'Exécutif national
— Bärbel Wiesjahn, membre de l'Exécutif national
— Gisela Bornack, candidat à l'Exécutif national
— Peter Fritz, Chef de département
— Rolf Spirzner, Chef de département et Vice-président de la Commission jeunesse de la FDGB
— Max Lamprecht, Chef-adjoint de département

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE
Comité national des Conférences des travailleurs de la mer Baltique, de la Norvège et l'Islande
— Gerd Siebert, Président

REUNION
Confédération générale du travail de la Réunion (CGTR)
— Georges-Marie Lepinay, Secrétaire général
Maurice Labenne, Secrétaire général-adjoint

ROUMANIE
Union générale des syndicats de Roumanie (UGSR)
— Lina Ciobanu, Présidente
— Nita Constantin, Secrétaire
— Ioan Mejá, membre du Comité exécutif
— Maria Tanase, Présidente du Comité régional de Braila
— Ioan Covaci, Chef du Département international
— Gheorghe Florea, Département international
— Gavrila Henter, Département international
— Savian Bulacou, Département international
— Valeria Dumitru, Département international
— Stefan Eremia, conseiller

SAINTE LUCIE
National Workers'Union
— Carl Justin Pilgrim, 1er Vice-président

TÜSTAV SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

SAINT-MARIN
Confédération du travail de Saint-Marin (CSL)
— Giovanni Ghiotti, Secrétaire confédéral, observateur

SAINT PIERRE ET MIQUELON
Union intersyndicale de Saint Pierre et Miquelon
— Michel Malvaux, Secrétaire général

SAINT VINCENT
General Workers'Union (GWU) of St. Vincent
— Kelsick V.G. Barrow, Président
General Workers'Union of St. Vincent and the Grenadines
— Conley A.R. Rose, Secrétaire général

SALVADOR
Federación Unitaria Sindical de El Salvador (FUSS)
— Juan Edito Genovez, Secrétaire général
Federación de Asociaciones y Sindicatos Independientes de El Salvador (FEASIES)
— Gregorio Antonio Osorio, Secrétaire général
Federation of Trade Unions in Food and Textile Industries
— Hector Daniel García, observateur

SAMOA OCCIDENTALES
Western Samoa Public Service Association
— Anthony José Pereira Arae

SAO TOME ET PRINCIPE
Organisation nationale des travailleurs de Sao Tomé et Principe
— Avelino Do Espirito Santo, responsable à la presse et aux relations internationales

SENEGAL
Union des travailleurs libres du Sénégal (UTLS)
— Djibril Diop, Secrétaire général
— Tidiane Faye Cheick Amadou, Secrétaire général-adjoint
Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (CNTS)
— Moussa Mbaye, Secrétaire général-adjoint
— Assane Diop, Secrétaire aux relations internationales
SUDES
— Abdul Aziz Diallo, Secrétaire aux relations internationales

SEYCHELLES
National Workers Union of Seychelles
— Nadege Pillay, responsable à l'éducation

SIERRA LEONE
Sierra Leone Labour Congress (SLLC)
— George B. Kelfalah, Secrétaire général-adjoint, observateur
— Joseph M. Kamara, Secrétaire à l'organisation, observateur

SOUDAN
Front syndical du Soudan
— Mahjub Sayed Ahmed, responsable aux relations internationales
— Mohamed Hassan Ibrahim, membre du Bureau du Front syndical

İRFAN SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TÜSTAV

— Ali Al-Mahi, membre du Bureau du Front syndical
— Hassan Khaled, membre du Bureau du Front syndical

SRI LANKA
Ceylon Federation of Trade Unions (CFTU)
— M.G. Mendis, Président
— W.L. Fernando, Secrétaire général-adjoint
— P.S. De Silva, Secrétaire
Sri Lanka Independent Trade Union Federation (SLITUF)
— Mangala Moonesinghe, Président
— Seyed Ahamed Seyed Alavi Mowlana, Secrétaire
Democratic Workers'Congress (DWC)
— Samymuthu Arunasalon, Trésorier
Ceylon Workers'Congress
— P.D. Anthony Norbert Basnayake, Secrétaire
Ceylon Federation of Labour
— Windanalege Wimalasiri Premanatha De Mel, Secrétaire général-adjoint
Public Service Trade Union Federation
— Walgama Hewa Piyadasa, Secrétaire général
Sri Lanka Mahajana Trade Union Federation
— Yakupiti Piyasena De Silva, Secrétaire général

SUEDE
Fédération des dockers suédois
— Gunnar Norberg, membre de l'Exécutif
Comité suédois de la Conférence des travailleurs de la mer Baltique, la Norvège, et l'Islande
— Birgitta Anlind, Secrétaire

SURINAM
Organisation syndicale, centre C-47
— Eduard Louis Mynals, représentant

SWAZILAND
Swaziland National Association of Civil Servants
— Nelson Hlope, Secrétaire général, observateur
Swaziland Agricultural and Plantations Workers'Union
— Emmanuel Sithebe, délégué syndical, observateur

SYRIE
Fédération générale des syndicats syriens (GFSTU)
— Izzidin Nasser, Président
— Odeh Kassis, Secrétaire général
— Mustafa Issa, membre du Bureau exécutif, Secrétaire des relations internationales
— Mahmoud Al-Rhei, membre du Conseil général
— Abed Al-Jibai, rédacteur-en-chef
— Hanna Hanna, Chef du Département international

TANZANIE
JUWATA
— Abdi Mombasa, membre du Comité exécutif
— Michael Besha, Secrétaire pour l'éducation et les loisirs des travailleurs

TÜSTAV TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

TCHAD
Union nationale des travailleurs du Tchad (UNATRAT)
— Lomadj Yamara, Secrétaire général-adjoint

TCHECOSLOVAQUIE
Conseil central des syndicats tchécoslovaques (URO)
— Karel Hoffmann, Président
— Ivan Gonko, Vice-président
— Ladislav Abraham, membre du Présidium
— Jarmila Pokorna, membre du Présidium
— Jan Bouchal, conseiller politique
— Eva Vohryzkova, membre du Présidium
— Mikulas Litvak, membre du Présidium
— Marie Frybortova, membre du Présidium
— Vojtech Rasocha, membre du Conseil central
— Josef Trejbal, membre du Présidium
— Frantisek Conk, rédacteur-en-chef de «Prace»
— Josef Hampl, membre du Conseil central
— Jaroslav Feigerle, membre du Conseil central
— Emil Grochol, Chef du Département international

THAILANDE
National Workers Center of Thailand (NWCT)
— Snan Vongsutjee, Président
Thai Trade Union Congress (TTUC)
— Panit Charoenphao, Secrétaire général
National Congress of Thai Labour
— Tourn-Ngern Surapol, membre de l'Exécutif
Institute of Workers Solidarity and Democracy Promotion
— Sunthorn Kaewnetr, directeur, observateur

TOGO
Confédération nationale des travailleurs du Togo (CNTT)
— Assih Kossi, Secrétaire général-adjoint
— Anaté Abbey, Secrétaire à la presse et l'information

TRINITE ET TOBAGO
Council of Progressive Trade Unions
— Cecil Paul, Secrétaire général
Oilfield Workers Trade Union
— George Weekes, Président

TUNISIE
Union générale tunisienne du travail (UGTT)
— Zaghloula Alaya, représentant
— Abdeljelil Bedoui, conseiller

TURQUIE
DISK
— Kemal Daysal, membre du Bureau exécutif
Syndicat des services publics (DISK/SOSYAL-IS)
— Zeki Kilic, membre du Bureau exécutif

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Syndicat des travailleurs de l'énergie (DISK/TEKGES-IS)
— Mehmet Yildirim, membre du Bureau exécutif
Syndicat des travailleurs du verre (DISK/HURCAM-IS)
— Yasar Arikan, membre du Bureau exécutif
Fédération des associations des travailleurs turcs en RFA (FIDEF)
— Tarik Ozen, Secrétaire général
— Hamdi Maskar, membre du Bureau exécutif
Union des travailleurs de Turquie en France
— Kasim Yesilgul, Président

URSS
Conseil central des syndicats soviétiques
— Stepan Chalaïev, Président
— Alexander Soubbotine, Secrétaire
— Ivan Kostyoukov, Président de la Fédération des métallurgistes, Vice-président de l'UIS des métaux
— Galina Sorokina, Présidente de la Fédération des services publics, membre du Présidium du CCSS
— Lidia Rassoulova, Présidente du Conseil des syndicats de la République d'Azerbaïdjan
— Fedor Sderguikov, Président du Conseil des syndicats de la région de Donetsk
— Alexander Potapov, rédacteur-en-chef de Troud
— Vsevolod Mojaïev, Chef du Département international du CCSS
— Vladimir Sergueïev, Chef du Département du CCSS pour les relations avec les syndicats des pays socialistes
— Youri Koudryavtsev, Chef du service finances du CCSS
— Alexander Jartov, Conseiller au département international
— Guéorgui Danilov, conseiller
— Vitaly Alechnikov, contremaître, usine de Leningrad
— Massouda Salekhova, travailleuse d'une usine de peinture de Tachkent
— Natalia Goundarieva, actrice, théâtre de Maïakovski, Moscou

URUGUAY
Plenario Intersindical de Trabajadores y CNT (PIT-CNT)
— Oscar Groba, Coordinateur général, membre du Bureau exécutif
— Federico Comensoro, Secrétaire exécutif
Federación Nacional de Asalariados Rurales del Uruguay
— Walter Higinio Marrero Fuentes, Secrétaire général
Sindicato Único de la Administración Nacional de Puertos (SUANP)
— Felix Diaz, membre du Bureau exécutif

VANUATU
Vanuatu Trade Union Congress
— Ephraim Kalsakau, Secrétaire général par intérim

VENEZUELA
Central Unitaria de Trabajadores de Venezuela (CUTV)
— Cruz Villegas, Président honoraire
— José M. Carrasquel, Secrétaire général
— Luis Morillo Baez, Secrétaire à l'organisation
Confederación General de Trabajadores (CGT)
— Isaac Borges Bello, Secrétaire général, observateur

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Confederación de Trabajadores de Venezuela (CTV)
— Rodrigo Penso Crazut, membre du Comité exécutif national, observateur
Confederación de Sindicatos Autónomos de Venezuela (CODESA)
— Haydée Deutsch, Secrétaire général, observateur

VIETNAM
Fédération des syndicats du Vietnam (VFTU)
— Pham The Duyet, Secrétaire général
— Vu Xuan Can, Secrétaire
— Nguyen Thuyet, membre de l'Exécutif, chef du Département international
— Thai Ngo Tai, membre de l'Exécutif
— Le Duy Tung, membre de l'Exécutif
— Mguyen Thi Man, membre de l'Exécutif
— Phan Thien, Chef-adjoint du Département international
— Bui Duc Bao, conseiller
— Nguyen Hun Chien, Département international

YEMEN (République populaire démocratique du Yemen)
Confédération générale des syndicats des travailleurs (GCWTU)
— Faisal Mohammed Abdulla, Secrétaire aux relations internationales et membre du Comité exécutif
— Mohammed Al-Nahari, membre du Comité exécutif et Secrétaire aux relations professionnelles

YOUGOSLAVIE
Confédération des syndicats de Yougoslavie
— Marjan Orozen, membre du Présidium
— Radoslav Radovanovic, Chef-adjoint du Département international

ZAMBIE
Zambia Congress of Trade Unions
— John Daniel Sichone, Secrétaire à l'organisation
— Matthias W. Mbirintengerenji Phiri, Secrétaire de province

ZAIRE
Union nationale des travailleurs du Zaïre (UNTZ)
— Bwensa Dia Malosa, Secrétaire général-adjoint
— Bossa Mole Elulu, Secrétaire général, branche de Kinshasa

ZIMBABWE
Zimbabwe Congress of Trade Unions (ZCTU)
— Jeffrey Samuel Mutandare, Président
— Anselm Chitehwe, Secrétaire général

UNIONS INTERNATIONALES DES SYNDICATS

UIS des travailleurs de l'agriculture, des forêts et plantations
— Andreas Kyriakou, Président
— René Digne, Secrétaire général
— Bernardo Zúniga, Secrétaire
— Hussein Haddar, Secrétaire

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

UIS des travailleurs de l'alimentation, du tabac, de l'hôtellerie et industries connexes
— Bertrand Page, Président
— Luis Martell, Secrétaire général
— Ibrahim Dahar, Secrétaire
— Serge Floutier, Secrétaire
UIS des travailleurs du bâtiment, du bois et des matériaux de construction
— Veikko Porkkala, Président honoraire
— Lothar Lindner, Président
— Mauri Perä, Secrétaire général
— Evgenij Rechetnikov, Secrétaire
UIS des travailleurs de la chimie, du pétrole et assimilés
— Ferenc Dajka, président
— Alain Covet, Secrétaire général
— Pal Gergely, Secrétaire
— Mokhov Euguéni Petrovitch, Secrétaire
UIS des travailleurs du commerce
— Janos Vas, Président
— Ilie Frunza, Secrétaire général
— Alvarro Villamarin, Secrétaire
— Anatoli Morzov, Secrétaire
Fédération internationale des syndicats de l'enseignement (FISE)
— Daniel Retureau, Secrétaire général
— Rudolf Tagtmeyer, Secrétaire
— Mikhaïl Kolesnikov, Secrétaire
— Eulogio Suarez, Secrétaire
UIS des travailleurs de la fonction publique et assimilés
— Alain Pouchol, Président
— Jochen Meinel, Secrétaire général
— Franck Boulin, Secrétaire
— Daniel Feliciano, membre du Comité directeur
UIS des travailleurs des métaux
— Reinhard Sommer, Président
— Alain Stern, Secrétaire général
— Aristobulo Marciales, Secrétaire
— Valentin Gochtchinski, Secrétaire
UIS des travailleurs de l'énergie
— François Duteil, Président
— Mieczyslaw Jurek, Secrétaire général
— Bohumir Bobak, Secrétaire
UIS des travailleurs du textile, de l'habillement, des cuirs et peaux
— Jan Kriz, Secrétaire général
— Antoine Herrero, Secrétaire général-adjoint
— Anatoli Kolmakov, Secrétaire
UIS des travailleurs des transports
— Georges Lanoue, Président
— Kulangara Chacko Mathew, Secrétaire général
— Alexander Bogouchevsky, Secrétaire
— Gyula Csenki, Secrétaire
Fédération des marins danois
— Preben Møller-Hansen, Président

TÜRK TARİH KURUMU VAKFI SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

— Henrik Berlau, Vice-président
— Gerd Christensen, Secrétaire
— Ben T. Christiansen, Trésorier

Comité permanent des syndicats de l'industrie graphique
— Werner Peplowski, Président
— Roger Coquelin, Vice-président
— Piero Grazioli, Vice-président

ORGANISATIONS SYNDICALES INTERNATIONALES ET REGIONALES

Confédération mondiale du travail (CMT)
— Flor Bleux, Secrétaire général-adjoint
Organisation internationale des mineurs, Comité permanent
— Alain Simon, Secrétaire général
Fédération internationale des employés du film, radio et télévision (FISTAV)
— Claude Quemy
Fédération internationale des acteurs (FIA)
— Dr. Herbert Bischoff
Comité permanent de la Conférence des travailleurs de la mer Baltique, la Norvège et l'Islande
— Heinz Hanns, Président
Comité syndical international pour la paix et le désarmement
— Campbell Christie, Président
Asian and Oceanic Trade Union Coordination Committee (AOTUCC)
— Krishna Gopal Sriwastava, Secrétaire
Committee for International Trade Union Unity (CITUU)
— John Mc Carthy, Secrétaire-adjoint
Congrès permanent de l'unité syndicale des travailleurs d'Amérique latine (CPUSTAL)
— Roberto Prieto, Secrétaire exécutif
— Antonio Lopez Lamas, membre du Comité exécutif
Confederacion Latinoamericana de trabajadores del Comercio (COLTRAC)
— Emil Rómon Guevara, membre du Comité exécutif
Confederación Latinoamericana de Trabajadores de la Industria gráfica (CLATIG)
— Gregorio Barreto Castillo, Secrétaire général
Federación de Organizaciones Sindicales de Industria Eléctrica de América Latina y del Caribe (FOSIELCA)
— Humberto Enriquez Carrasquedo
Confederación Americana de Empleados Bancarios (CADEB)
— Ricardo Parodi Buendia
Confederación de Educadores Americanos (CEA)
— Nathan Sevilla Gomez, membre du Secrétariat et du Comité exécutif
Comité d'unité syndicale d'Amérique centrale (CUSCA)
— Roquelino Minas Estrada, membre du Secrétariat
Confederación Latinoamericana de Trabajadores del Textil, Cuero y Calzado (CLATEXC)
— Gerardo Arranzabal, Secrétaire-adjoint à l'organisation

İŞÇİLİK SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Confederación Latinoamericana de los Trabajadores de la Alimentación y similares (CLATAS)
— Maximiliano Moreno Urrea, Secrétaire général
Federación Latinoamericana de Trabajadores de Materiales de Construcción, Madera y Construcción (FLEMACON)
— Julio Jorge Fernandez, Secrétaire exécutif
Confédération internationale des syndicats arabes (CISA)
— Ahmed Abu Bakar Jalloud, Secrétaire général
— Nour-Eddine Skouti, Conseiller, Département international
Arab Federation of Postal, Telegraph and Telephone Workers
— Salem M.H. Alwediah, Secrétaire général-adjoint
Arab Federation of Metal Engineering and Electrical Industries Workers
— Abed Al Razak Akbik, Secrétaire général
Arab Federation of Commerce Workers
— Mahmud Mustafa Fathi, Secrétaire général
Arab Federation of Banks and Insurance Employees
— Saleh Gliya, Secrétaire général
Arab Federation of Oil and Chemical Workers
— Daud Al Osman, Président
Arab Federation of Textile Workers
— Daher Abou Khleif, Secrétaire général
Arab Federation of Printing Industry and Informations Workers
— Abdul Hamid Abuhulia, Secrétaire général
Arab Federation of Agricultural Workers
— Mohamad Gadalla, représentant
Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA)
— Hassan Debayo Sunmonu, Président
— Ali Ibrahim, Secrétaire général-adjoint
Pan-Africaine des Travailleurs du Commerce (Panacom)
— Jean-Marie Moutou, Secrétaire général
Pan-African Federation of Agricultural Trade Unions (PAFATU)
— Kwaku Haligah, Secrétaire général
All-Africa Teachers' Organisation (AATO)
— Toth'Kab Trécabe Kouak
Organisation des travailleurs de l'Afrique de l'Ouest (OTAO)
—Laouali Moutari, Secrétaire général
Comité de coordination des syndicats Bata d'Afrique
— C. Gratien Hounsinou, Secrétaire général
Comité Coordinador Sindical de los Trabajadores Caribeños
— Hermene Gildo Velasquez Sifonte
United Nations and Related Agencies Staff Movement for Disarmament and Peace
Union syndicale du personnel des Nations unies à Genève
Fédération syndicale de la fonction publique internationale (FSFPI)
— Konstantin Volkov, représentant

AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Bureau international du travail (BIT)
— Bertil Bolin, Directeur général-adjoint, observateur
— Amal Mukherjee, Chef du secteur pour les relations ouvrières, observateur

TÜRKİYE DİYANET VAKFI ULUSLARARASI ARAŞTIRMA VAKFI

— Zdenek Gregor, membre du secteur pour l'éducation ouvrière
UNESCO
— Georges Malempre, chef de la division pour les ONG
Conseil mondial de la paix (CMP)
— Romesh Chandra, Président
— Pierre Huguenin, Secrétaire
Fédération internationale démocratique des femmes (FIDF)
— Freda Brown, Présidente
— Jeanette Fuentes, Secrétaire
— Natalia Berechnaïa, Secrétaire
Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMID)
— Walid Masri, Président
— Cesar Navarro, Vice-président
Association internationale des juristes démocrates
— Dr. Heinrich Toeplitz, membre du Secrétariat
Union des avocats arabes
— Mohamed Sabry Mohamed, Secrétaire général-adjoint
Union internationale des étudiants (UIE)
— Pallab Sengupta, Vice-président
— Giorgos Michaelides, Secrétaire général
Organisation internationale des journalistes (OIJ)
— Marek Jurkowicz, Secrétaire
Fédération mondiale des travailleurs scientifiques
— Dr. Rolf Rinke
Organisation de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique
et d'Amérique latine (OSPAAL)
— Nguyen Xuan Phong, membre du Comité exécutif
Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA)
— Dan Cindi, Secrétaire
— Thomas Schubert
Conférence chrétienne pour la paix
— Martin Walde
— John William Oyola Ligoo
Fédération mondiale des associations pour les Nations unies (FMANU)
— Felicitas Richter, membre du Comité exécutif
— Erika Solijer, membre de la Présidence
Comité international «Weg mit Berufsverboten» (interdits professionnels)
— Horst Pethge, Président

FEDERATION SYNDICALE MONDIALE (FSM)

— Ibrahim Zakaria, Secrétaire général
— Ernesto Araneda, Secrétaire
— Boris Averianov, Secrétaire
— Debkumar Ganguli, Secrétaire
— Jindrich Kusnierik, Secrétaire
— Jan Nemoudry, Secrétaire
— Madhavan Atchuthan, conseiller politique

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

— Luis Turiansky, conseiller politique
— Denis Bonvalot, Chef du Secrétariat de la Commission de la FSM pour l'Europe
— Antonin Vilimec, Chef du département organisation et administration
— Josef Cizek, Chef du service finances
— Emilian Hamernik, Chef du département pour les relations avec les Nations unies
— Rustem Ourmantsev, Chef du service presse et propagande
— Siegfried Katzschmann, Chef du département Solidarité — Education
— Mario Ramos, Chef du département économique et social
— Ferenc Bakos, Chef du département pour les relations avec les UIS
— Cassien Hygin Gbaguidi, Chef du département Afrique
— Alexei Davidov, Chef du département Asie
— Jihad Chamas, Chef du département Proche et Moyen-Orient
— Julio Reyes, Chef du département Amériques
— Brian Price, Chef du département Paix et Désarmement
— Roland Guyvarc'h, Secrétaire de la Commission des STNs
— Alena Narovcova, Secrétaire de la Commission des femmes travailleuses
— Sacho Ivanov, chef-adjoint du service finances
— Longin Zareba, Rédacteur-en-chef de la revue de la FSM
— Giuseppe Sterpin, Rédacteur-en-chef de Flashes
— Vassili Balog, conseiller
— Zdenka Indruchova, Secrétaire de la Commission sur le tourisme social
— Horst Heichel, Secrétaire de la Commission de la jeunesse
— Marat Baglai, Président de la Commission économique et sociale
— Guéorgui Borgov, Président de la Commission de contrôle des comptes de la FSM
— Jean Faucher, Président de l'Association internationale de tourisme social et de loisirs des travailleurs (AITSLT)
— Paul Ndouma, Directeur de l'Institut supérieur africain de recherche et d'éducation syndicale (ISARES), Brazzaville
— Alain Obadia, Président de la Commission des ICTs
— Jean-Dominique Simonpoli, Président de la Commission de la jeunesse
— Jirina Vesela, Présidente de la Commission de la FSM pour les femmes travailleuses
— Lucien Labrune, représentant permanent aux Nations unies et à l'OIT
— Ivan Mitiaïev, représentant permanent aux Nations unies et à l'OIT
— Michèle Lombardo, représentante permanente à l'UNESCO
— Fred Gaboury, représentant permanent à l'ONU, New-York
— Tom Sibley, représentant permanent à Londres
— Ioannis Meimaroglou, membre du Bureau de l'AITSLT
— Irmgard Tothhaar, rédacteur de la Revue en version allemande
— Alexandè dos Santos Castanheira, rédacteur de la Revue en version portugaise
— Mitsue Sakamoto, rédacteur de la Revue en version japonaise (Tokyo)

TÜRKİYE İŞÇİSİ İSTİHDAM ARAŞTIRMA VAKFI

ELECTION DES ORGANES DE LA FSM PAR LES ORGANISATIONS MEMBRES REPRESENTEES AU XIème CONGRES SYNDICAL MONDIAL:

CONSEIL GENERAL

AFRIQUE, PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Pays	Membre titulaire	Membre suppléant
Afrique du Sud	John K. Nkadimeng	Aaron Pemba
Angola	Pascoal Luvualu	Francisco Nsingui Massala
Bahrein	réservé	réservé
Bénin	Richard B. d'Almeida	Barnabé Adetonah
Burkina Faso	Boniface Somdah	réservé
Congo	J.M. Bokamba-Yangouma	Alphonse Ondonda
Ethiopie	Tadesse Tamerat	Johannes Teferi
Gambie	Mohammed Masanneh Ceesay	Amadou M. Samba
Guinée-Bissau	Aboubacar Diallo	José Saraiva
Iran	Hossein Nazari	Ali Hamidi
Irak	Ahmed Mushin Al-Dilaimy	Mohammed Sharif Dawood
Jordanie	Fathi Naji awad	Awni Djamil Saad
Koweit	Mlihan Ramadan Al-Harbi	Ali Salim Al-Jaidi
Liban	Elias El Habre	Abib Abou Habib
Madagascar		
— FISEMA	Razakanaivo	Desiré Ralabmotahina
— FISEMARE	Paul Rabemananjara	Charles Eusèbe Ranoarisor
Maurice	Georges G. Candassamy Pillay	Cambaran Varden
Namibie	John Ya Otto	Gabes Andumba
Oman	Ahmed Salim Kassim	Abdul Hadi Shaban Barak
Palestine	réservé	réservé
Rép. Arabe Yémen	Ali Saif Mukbil	Hassan Al Garrash
RPD Yémen	Rajih Salih Naji	Faisal Mohammed Abdulla
Réunion	Georges Marie Lepinay	Maurice Labenne
Sénégal	Djibril Diop	Cheikh A. Tidiane Faye
Soudan	Mahjoub Sayed Ahmed	Mohammad Al-Hassan Ibrahim
Syrie	Izzidin Nasser	Mustafa Issa

AMERIQUE

Argentine	Luis Canay	Jorge Catania
Colombie	Gustavo Osorio	Angelino Garzón
Costa Rica	Rodrigo Ureña Quiros	Orlando Solano Arroyo
Cuba	Roberto Veiga Menendez	Jesús Escandell Romero
Equateur	Edgar Ponce	Bolivar Bolanos

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Pays	Membre titulaire	Membre suppléant
Guadeloupe	Claude Morvan	Stephane Jacob
Guatemala	Miguel Angel Solis	Roquelino Minas Estrada
Guyana	Komal Chand	Tickher Persaud Kaladeen
Guyane/Cayenne	réservé	réservé
Honduras	Hector Hernandez F.	Wiliam T. Castro
Jamaique		
— ITAC	Christopher Lawrence	réservé
— UAWU	Lambert Brown	Muriel Johnson
Martinique	réservé	réservé
Nicaragua		
— CGT	Alejandro Solorzano Obregon	Leopoldo Guevara Silva
— CST	Lucio Jimenez Guzman	Luciano Torrez Gamez
Panama	Domingo Barria	José Manuel Meneses
Pérou	Isidoro Gamarra Ramirez	Valentin Pacho Quispe
Puerto Rico	Osvaldo Romero Pizarro	Juan Eliza Colón
Rép. Dominicaine	réservé	réservé
Salvador	Juan Edito Genovez	Cecilio Cuenca Carillo
St. Vincent	Kelsick Barrow	Conley A.P. Rose
Trinité et Tobago	Cecil Paul	Lyle Townsend
Venezuela	réservé	réservé
ASIE		
Afghanistan	Abdul Satar Purdeli	Deldar Naraiwal
Bangladesh		
— GTUK	Saiefuddin Ahmed Manik	Abdus Salam Khan
— JSJ	Mesbahuddin Ahmed	Shamsuddin Azad
— JSL	réservé	réservé
Chine	réservé	réservé
Fidji	réservé	réservé
Iles Salomon	Joses T. Tuhanuku	Clément R. Waiwori
Inde	Mme. Parvathi Krishnan	réservé
Indonésie	Hardjo Sasmito	réservé
Kampuchéa	Math Ly	Oum Mean
Laos	Sumbat Douag Thitsoy	réservé
Mongolie	Batonchiryn Luvsantseren	réservé
Nouvelle-Calédonie		
— CSNC	Caillard Didier	Cadet Jean
— USTKE	Uregei Kotra Louis	Wema Claude
Pakistan	Mme. Kaniz Fatima	Main Mahmood Ahmed
Philippines		
— NATU	Vincente S. Bate	Bienvenido Perez
— NCW Katipunan	Reynaldo N. Capa	Nicanor Mangiduyos
— TUPAS	Bonifacio V. Tupaz	Vladimir R. Tupaz
RPD de Corée	Kim Bong Zu	Kang Zong Pal
Sri Lanka		
— CFTU	M.G. Mendis	L.W. Panditha
— DWC	Abdul Aziz	V.P. Ganesan
— SLITUF	Mangala Moonesinghe	Alavi Moulana
Vietnam	Pham The Duyet	Nguyen Thuyet

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Pays	Membre titulaire	Membre suppléant
EUROPE		
Albanie	réservé	réservé
Autriche	Anton Hofer	Oswald Broz
Bulgarie	Petar Dulguerov	Kosta Andreev
Chypre		
— PEO	Pavlos Dinglis	réservé
— DEV-IS	Hasan Sariça	Bayram Çelik
France	Jeannine Marest	Pierre Gensous
Hongrie	Sandor Gaspar	Tibor Baranyai
Pologne	Alfred Miodowicz	Jerzy Uzieblo
RDA	Harry Tisch	Frank Bochow
Roumanie	Mme. Lina Ciobanu	Dumitru Ionas
Tchécoslovaquie	Karel Hoffmann	Viliam Kožík
URSS	Stepan A. Chalaïev	Alexandre Soubbotine
ORGANISATIONS NON AFFILIEES, MAIS REPRESENTEES AU CONSEIL GENERAL DE LA FSM PAR LEUR AFFILIATION AUX UIS		
Australie	L. McCarthy	réservé
Brésil	Helio De Mello	Roberto Guerra Cavalcanti
Chili	Moises Labraña	reservé
Finlande	Olavi Hänninen	Aarno Aitamurto
Japon	Kazuo Hatsuta	Takeshi Kawashima
Nepal	Sharma Ishwari Chandra	Kashi Raj Upadhyaya
Papouasie-Nouvelle Guinée	réservé	réservé
Uruguay	réservé	réservé
ORGANISATIONS ASSOCIEES		
Arabie Saoudite	Majed Ali Al-Zahrani	Sabry Shaker
St. Pierre et Miquelon	Michel Malvaux	Augusta Lehvenen
UIS		
Agriculture	Andreas Kyriakou	René Digne
Alimentation	Luis Martell Rosa	Bertrand Page
Bâtiment	Mauri Perä	Lothar Linder
Chimie	Alain Covet	Ferenc Dajka
Commerce	Ilie Frunza	János Vas
Energie	François Duteil	Mieczyslav Jurek
FISE	Daniel Retureau	Lesturuge Ariyawansa
Fonction publique	Jochen Meinel	Alain Prouchol
Métallurgie	Reinhard Sommer	réservé
Textile	Jan Kříž	Gilberto Morales
Transport	Kulangara Chacko Mathew	Werner Mucha

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI TUSTAV

COMMISSION DE CONTROLE FINANCIER

Bulgarie	Petar Tsekov
Chypre	Melis Lambrias
RDA	Harri Weber
URSS	Youri Koudriavtsev
Vietnam	Nguyen Thuyet

BUREAU (élu par la 39ème session du Conseil général):

Président:	Sandor Gaspar	Hongrie
VICE-PRESIDENTS:		
Europe	Andreas Ziartides	Chypre
	Henri Krasucki	France
	Karel Hoffmann	Tchécoslovaquie
	Stepan A. Chalaiev	URSS
Afrique	Romain Vilon Guezo	Bénin
	Tadesse Tamerat	Ethiopie
Pays arabes	Elias EL-Habre	Liban
	Izzedine Nasser	Syrie
Asie	Indrajit Gupta	Inde
	B. Luvsatseren	Mongolie
Amérique latine	Roberto Veiga	Cuba
	Valentin Pacho	Pérou
Océanie	Ernest Boatswain	Australie
Secrétaire général:	Ibrahim Zakaria	Soudan

Pays	**Membres titulaires**	**Membres suppléants**
Angola	Pascoal Luvualu	Francisco Nsingui Massala
Argentine	Luis Canay	Jorge Catania
Australie	Patrick Clancy	P. Geraghty
Bénin	Romain Vilon Guézo	Gaston Justin Aho
Brésil	Arnaldo Gonçalves	Joao Carlos Araujo Santos
Bulgarie	Petar Dulguerov	Gueorgui Andreev
Chypre	Andreas Ziartides	Pavlos Dinglis
Congo	J.M. Bokamba-Yangouma	Alphonse Ondonda
Colombie	Gustavo Osorio	Angelino Garzon

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Pays	Membre titulaire	Membre suppléant
Corée	Kim Bomg Ju	Kang Zong Pal
Cuba	Roberto Veiga M.	Jesus Escandell
Equateur	Edgar Ponce	Bolivar Bolanos
Ethiopie	Tadesse Tamerat	Johanes Teferi
France	Henri Krasucki	Joannès Galland
Hongrie	Sandor Gaspar	Tibor Baranyai
Inde	Indrajit Gupta	Chaturanan Mishra
Irak	Ahmed Muhsin Al-Dilaimy	Mohammed Sharif Dawood
Japon	Hiroyoshi Hikima	M. Matsumoto
Laos	Sumbat Douag Thitsoy	Sinchoy
Liban	Elias El-Habre	Abib Abou-Habib
Madagascar	Desiré Ralambotahina	Razakanaivo
Mongolie	B. Luvsatseren	réservé
Nicaragua	Lucio Jiménez Guzman	Luciano Torres Gamez
Panama	Domingo Barria	Jose Meneses
Pérou	Isidoro Gamarra	Valentin Pacho
Philippines	Bonifacio Tupas	Reynaldo Capa
Pologne	Alfred Miodowicz	Jerzy Uzieblo
RDA	Harry Tisch	Frank Bochow
Roumanie	Mme. Lina Ciobanu	Dumitru Ionas
Sri Lanka	M.G. Mendis	Alavi Mowlana
Soudan	Mahjoub Sayed Ahmed	Mohammed El-Hassen Ibrahim
Syrie	Izzedine Nasser	Odeh Kassis
Tchécoslovaquie	Karel Hoffmann	Viliam Kožík
USSR	S.A. CHalaiev	Alexandre Soubbotine
Venezuela	réservé	réservé
Vietnam	Pham The Duyet	Nguyen Thuyet
Yémen (RPD)	Rajih Salih Naji	Faisal Mohammed Abdullah
UIS du bâtiment	Mauri Perä	réservé
FISE	Daniel Retureau	réservé
UIS de l'alimentation	Luis Martell Rosa	réservé

SECRETARIAT (Elu par la 39ème session du Conseil général):

Secrétaire général: Ibrahim Zakaria (Soudan)

Secrétaires:
Ernesto Araneda (Chili)
Marie Frybortova (Tchécoslovaquie)
Debkumar Ganguli (Inde)
Siegfried Katzschmann (RDA)
Vsevolod Mojaïev (URSS)
Jan Nemoudry (Pologne)
Alain Stern (France)
Réservé (pour l'Afrique)

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI